

« Sans visa » : Guadeloupe, le retour de Saint-John Perse

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14873 - 7 F

SAMEDI 21 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



BOURSE

## Moscou réconcilié avec Séoul

Le temps est décidément bien lointain où les diverses capitales du monde communiste, à commencer par Moscou, ne désignaient les dirigeants sud-coréens que sous l'étiquette de « marionnettes » de l'impérialisme américain, vouées au même opprobre que les « fantoches » du Sud-Vietnam, l'autre pays asiatique alors divisé entre les deux camps. La visite que Boris Eltsine vient d'achever à Séoul confirme que la page a été définitivement tournée sur ce chapitre, et même que la Corée du Sud est devenue une sorte de partenaire modèle pour les repentis du communisme.

Plusieurs raisons militent en ce sens. La Corée du Sud est le prototype de ces nouveaux « dragons » asiatiques à la réussite économique exemplaire, sans être devenue pour autant une superpuissance comme le Japon. A la différence de ce dernier, qui n'en finit pas de buter sur son contentieux territorial avec la Russie à propos des Kouriles, aucun litige n'oppose Séoul et Moscou, et d'autre part, un peu pour se manifester dans la région après l'ajournement cavalier de sa visite à Tokyo, en septembre dernier, que Boris Eltsine s'est empressé de répondre à l'invitation coréenne.

PLUS précisément, les seuls problèmes en suspens entre les deux capitales sont les séquelles de deux drames impitoyables à Moscou, et pour lesquels Boris Eltsine, après Mikhaïl Gorbatchev, était prêt à aller à Canossa : la guerre dont la Corée du Sud a été victime pendant les années 50 de la part de la Corée du Nord, avec l'appui de tout le monde communiste, et la destruction du Boeing de la KAL par la chasse soviétique il y a neuf ans. Sur ces deux points, le président russe a promis d'ouvrir encore plus ses archives et même présenté des excuses officielles pour le grave incident de 1983. Une manière pour lui non seulement d'honorer l'un des pays qui ont le plus souffert de la guerre froide, mais aussi de montrer qu'il a définitivement tourné le dos au communisme.

On peut se demander tout de même si M. Eltsine n'en fait pas un peu trop. En particulier lorsqu'il a annoncé - s'écarter du texte de son discours devant le Parlement de Séoul - que la Russie pourrait « arrêter d'ici deux à trois ans la fabrication de sous-marins à usage militaire ». Comment penser que les militaires de Moscou pourraient renoncer à ce qui est, pour tout pays à vocation navale, un instrument essentiel de toute marine ?

Il serait plus important, de la part du président russe, de tenir ses nombreuses promesses plus anciennes en matière de désarmement nucléaire, ce qui, compte tenu des difficultés techniques de la tâche et du désordre ambiant en Russie, n'est nullement garanti.

De toute manière, la Russie, comme il est normal, ne peut modifier totalement en quelques mois une politique étrangère semi-séculaire. C'est ainsi que, tout en réduisant de plus en plus ses engagements envers la Corée du Nord, M. Eltsine conserve un minimum de relations avec cet ancien allié. Quoi qu'il puisse penser du régime d'un autre âge qui persiste à Pyongyang, il a intérêt, tout comme Pékin et les autres puissances de la région, à surveiller l'inquiétant programme nucléaire dans lequel semble s'être lancé le « Grand Leader ».

Lire page 4  
l'article de PHILIPPE PONS

M0147 - 1121 0 - 7.00 F



Les monnaies scandinaves victimes de la spéculation

## Le flottement de la couronne suédoise avive les tensions monétaires en Europe

Victime de nouvelles attaques spéculatives contre sa monnaie, la banque centrale de Suède a annoncé, jeudi 19 novembre, qu'elle laissait flotter sa monnaie après dix-huit mois de parité stable entre la couronne et l'écu. Le gouvernement a présenté un troisième plan d'austérité. Avec cette dévaluation de fait de la couronne, les tensions monétaires s'avivent en Scandinavie.

Vendredi, le Danemark et la Norvège ont sensiblement relevé leurs taux d'intérêt à court terme. Le mark allemand s'appréciait vis-à-vis des principales devises, dont le franc, provoquant des tensions sur les taux d'intérêt. Les opérateurs gardent en mémoire la tempête monétaire de septembre, qui avait contraint l'Italie et la Grande-Bretagne à quitter le SME.

## Course contre la montre

par François Renard

Depuis la tempête monétaire de septembre, le franc s'est très vivement raffermi vis-à-vis du mark. Mais ce qu'on peut appeler, par certains côtés, la crise économique commence ou se poursuit en Europe, où une véritable course contre la montre est engagée pour la baisse de l'intérêt devenu extrêmement pénalisant.

Mais il est à craindre qu'une telle baisse, en supposant qu'elle

puisse se réaliser rapidement, ne suffise pas à relancer l'économie française, les marchés européens devenant beaucoup moins porteurs, et la sinistrose freinant les initiatives des entreprises comme des particules.

Une conjonction aussi pernicieuse ne va pas manquer de dégrader le climat général en France, l'accroissement inéluctable du chômage pesant lourdement sur les résultats des élections législatives de mars prochain. A cette occasion, l'opposition s'interroge de plus en

plus sur ses capacités à relancer l'activité et sur les mesures susceptibles de provoquer un choc psychologique désormais indispensable.

Signe patent de fin de crise monétaire, le cours du mark à Paris est redescendu de 3,42 francs à moins de 3,38 francs, se rapprochant de son cours pivot, 3,3538 francs, et retrouvant ses niveaux du début de l'été.

Lire la suite  
et l'article de FRANÇOISE NIETO  
page 24

## Les perquisitions de M. Van Ruymbeke en Suisse

Des documents découverts par le magistrat rennais donnent du poids aux accusations de René Trager contre M<sup>me</sup> Georgina Dufoux et ses proches

par Roland-Pierre Paringoux

« Demain, on peut prévoir de grandes révélations qui éclaireront le public. » Cette phrase figure à la page 118 de l'*Affaire Trager*, le livre publié il y a deux semaines par René Trager, industriel nantais déchu,

financier de plusieurs socialistes et sous le coup de plusieurs inculpations. La pronostic concernait deux « affaires » jusqu'alors inconnues et remontant aux premières années de la gauche au pouvoir, avant 1968 : des commissions occultes sur des marchés publics pour l'achat, d'une part, d'un appareil à IRM (imagerie à résonance magnétique nucléaire), d'autre part, de scanners, appareils de radiologie extrêmement sophistiqués et coûteux, destinés à équiper des hôpitaux, des cliniques et

des cabinets privés, dont l'implantation est soumise à autorisation ministérielle. Il ne s'agit pas, cependant, que d'affirmations de René Trager. Restait à trouver des preuves.

Depuis le mardi 17 novembre, c'est, semble-t-il, chose faite. Ce jour-là, le juge Renaud Van Ruymbeke a découvert, lors de perquisitions effectuées dans le cadre d'une commission rogatoire internationale, au siège de sociétés financières suisses à Lausanne, des lettres portant la signature de M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, en sa qualité de ministre des affaires sociales, et habilitant René Trager à percevoir plus de 2 millions de francs de commission en contrepartie de l'autorisation, par le ministère, de l'achat d'un appareil de radiologie importé des Etats-Unis.

Lire la suite page 13

## M. Mitterrand invite les socialistes à surmonter leurs « désarrois »



Lire page 11 l'article de PATRICK JARREAU

## Légers progrès pour le GATT

La Commission de Bruxelles devait organiser, dans la matinée du vendredi 20 novembre, une réunion de travail autour des négociateurs de la CEE de retour de Washington, où les discussions agricoles avec les Etats-Unis semblent avoir progressé. La France demande que la Commission présente maintenant un document chiffré permettant d'évaluer la compatibilité d'un accord éventuel avec la réforme de la politique agricole commune.

Lire page 21 les articles  
de MICHEL BOLE-RICHARD, SERGE MARTI et MARCEL SCOTTO

## Compromis en vue à la RATP

La direction et quatre syndicats de la RATP sont parvenus, vendredi 20 novembre, à un compromis sur la réforme des carrières des conducteurs de métro et du RER. Si la consultation de cette catégorie de personnel donne un résultat positif, lundi 23 novembre, la grève tourmentée et perdue qui désorganise le réseau ferré depuis le 17 novembre cessera, et les négociations sur le fond reprendront au mois de février.

Lire page 21 les articles de JEAN-MICHEL NORMAND  
et de MARTINE LARONCHE et nos informations page 30

## Crise à l'état-major de l'armée israélienne

Polemique autour de la mort accidentelle de cinq sous-officiers.

Lire page 5 l'article de PATRICE CLAUDE

## La Norvège et la CEE

Le Parlement d'Oslø s'est prononcé en faveur de l'adhésion.

Lire page 4 l'article d'ALAIN DEBOVE

## Un entretien avec M. Raymond Barre

L'ancien premier ministre suggère la création d'un « comité national d'éthique médiatique »

« L'un des enseignements tirés du référendum sur Maastricht du 20 septembre dernier aura été le décalage croissant entre l'électorat et l'élite. Comment analyser ce problème expliquant en partie la crise actuelle du politique ?

Le problème est d'abord celui de l'élite. Je ne voudrais pas porter un jugement négatif sur les élus, d'autant plus que j'en suis un. Ils sont dévoués et intègres. Mais j'ai le sentiment qu'ils sont débordés par les obligations qui découlent de leurs mandats et de leurs fonctions, que leurs responsabilités qui sont lourdes ne leur permettent pas de prendre la distance nécessaire par rapport au quotidien et de consacrer un temps suffisant à la réflexion sur des problèmes

nationaux et internationaux ainsi qu'à l'évolution des idées et des mentalités.

Je suis de plus en plus convaincu que la classe politique française dans son ensemble bénéficierait au plus haut point d'une règle qui établirait, sinon l'unicité du mandat, au moins l'incompatibilité des fonctions. On ne peut être à la fois président d'un exécutif régional ou départemental ou maire d'une très grande ville et exercer dans le même temps une fonction parlementaire ou ministérielle. Cela n'est pas possible aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne ! Les responsabilités liées à ces fonctions deviennent de plus en plus étendues et complexes. Elles doivent le temps qui est de moins en moins disponible pour

la réflexion et la prospective, en même temps que pour l'écoute des citoyens.

C'est la raison pour laquelle les partis politiques sont de plus en plus absorbés par la discussion de leurs affaires internes, donnant un rôle croissant à la tutelle de la « machine » et à une discipline absolue de leurs membres. L'écroulement des militants selon des méthodes strictes donne le pouvoir aux fonctionnaires du parti, aux dépens de la discussion libre et spontanée et engendre le carriérisme et le clientélisme aux dépens du dévouement et de l'adhésion désintéressée.

Propos recueillis par  
DANIEL CARTON  
Lire la suite page 12

A LIVRE OUVERT,  
LE MESSAGE DE L'EGLISE  
POUR ABORDER LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE.



Chez votre  
libraire,  
672 pages,  
139 Francs

Point de repère, ce livre est indispensable  
dans toute bibliothèque.

LE TEXTE QUI FAIT FOI.

## ESPACE EUROPÉEN

Comment, d'Est en Ouest et du Nord au Sud, les Européens occupent leurs week-ends. Les projets de réforme de la Cour européenne des droits de l'homme, pour permettre au citoyen de se défendre, y compris contre son propre Etat. La presse serbe sous haute surveillance, pour servir les buts de guerre de Slobodan Milosevic. Le tourisme grec en quête d'un second souffle après les ravages provoqués par la crise du Golfe.

pages 7 à 9

## SANS VISA

■ Escapes : la magie de l'avent : Mickey sous la pluie. ■ A Paris : la librairie d'Adrienne. ■ Voyages : Les naufragés du nouveau monde. ■ Epoque : caviar à l'encan. ■ Table. ■ Jeux.

pages 31 à 38

Le sommaire complet se trouve page 30

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 6 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 120 £; Italie, 2.700 L; Luxembourg, 49 F; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F CFA; Suisse, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 1,50 \$.

هكذا من الأصل



## AU COURRIER DU Monde

## JUSTICE

## Invitation à l'autodéfense

FORTUITE coïncidence, c'est en 1989 que la « boulangère de Reims » tuait Ali Raï d'un coup de carabine en pleine tête. La France se préparait alors à célébrer en grandes pompes le bicentenaire de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen.

La fête passée, l'euphorie grisante de la Révolution absorbée, la triste gestion quotidienne de la vie reprend son rythme amer et parfois acide. Trois ans plus tard, en effet, la justice française, berceau de la dignité humaine, acquiesce à la boulangère qui, par peur du jeune, broché de surcroît, a tiré « sans vouloir ».

Nous ne voulons pas nous substituer à la justice souveraine, nous ne désirons pas des années de cachot pour la boulangère meurtrière... non, pas de vengeance : seulement une justice. Justice pour ne pas avoir honte d'être français. Ou pour nous laisser une chance de l'être, un jour.

Pour une affaire de mots et de croissants, une personne en a tué une autre avec une arme à feu. Elle doit payer le prix de son acte, car elle doit des comptes à la société, à la famille de la victime. La justice d'un pays démocratique est faite pour assumer ces exigences. Hélas pour la justice, la femme meurtrière était une Française « blanche », commerçante donc bonne citoyenne, et elle défendait aux yeux des membres du jury une légitimité, celle de la sécurité, du droit à la tranquillité des « travailleurs » contre les jeunes errants, mal intentionnés, inquiétants donc suspects. Compatriotes Français, avouons-le : si la boulangère avait été maghrébine et la victime « blond-yeux-bleus-bien-éduqués », la justice aurait sévi. Elle aurait dit non à la sanction individuelle.

On nous sert souvent l'argument : « Mettez-vous à la place de cette pauvre... » pour nous faire sentir que nous aurions agi de la même façon. Ce à quoi nous répondons non, au moins parce que tout le monde n'a pas une arme de chasse à la maison. Par ailleurs, si à chaque fois qu'un « Maghrébin » victime d'une

insulte raciale se vengeait à coups de 22 long rifle contre son agresseur, il y aurait certainement des dizaines de morts par jour.

Or le message que vient de nous adresser la cour d'assises de Reims est une redoutable invitation à l'autodéfense. On savait déjà que ce type de comportement devenait en France de plus en plus spontané, mais l'imaginer encouragé par un tribunal, aujourd'hui, apparaît tout simplement criminel.

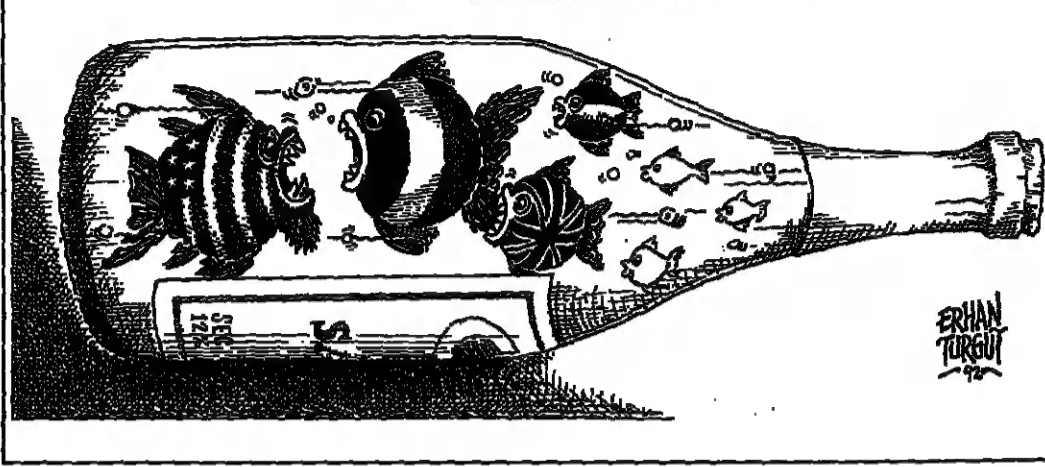
Dans cette affaire de croissants sordide, d'une tristesse humaine insondable, on déplore un mort dont nous partageons la douleur de la famille, mais il n'y a pas de vainqueurs et de vaincus. Pas de bons et de mauvais. Nous perdons tous. Nous perdons tout, le courage, la force de vivre, de continuer, de construire ensemble des projets pour demain, la confiance, le sourire, l'humanité. Et, en échange, nous nous arrions de haine, chacun dans son territoire. Pour préparer quoi ?

La mémoire collective des jeunes d'origine maghrébine de ce pays était déjà hantée par les cas de certaines de jeunes des quartiers morts de « légitime défense », syndrome immuno-excédentaire frappant certains indigènes. Le jugement de Reims risque cette fois de provoquer de graves et irréversibles fractures et de souder « par le bas » une communauté inquiète de « l'ouverture officielle de la chasse ». A moins que, par souci d'apaisement, la justice décide de « revoir » la décision prise, comme cela a été le cas à Los Angeles... Mais une chose demeure certaine : il serait suicidaire pour notre pays de classer cette affaire telle quelle, dans le contexte actuel de tension que connaissent les quartiers défavorisés.

Ainsi, pour un crime commis l'année de la célébration du bicentenaire des Droits de l'homme en France, ironie de l'histoire, trois ans plus tard la meurtrière est acquittée. Une partie de la société est probablement en train de se réjouir. Pourtant, le verdict a été rendu un vendredi 13...

AZOUZ BEGAG  
Lyon

## TRAIT LIBRE



## VICHY

## L'Histoire et le souvenir

JE n'entends rien à l'Histoire, mais je suis pour le souvenir. Je suis pour qu'on fleurisse à Paris sainte Geneviève, à Beauvais Jeanne Hachette, à Rome Vergil-gétorix, à Romagnano Bayard, à Rouen Jeanne d'Arc. Je suis pour qu'on se souvienne de tous ceux qui par leur courage ont fait ce pays - le mien. Même du général Pétain.

Je suis pour qu'on fleurisse Pithiviers, Beaune-la-Rolande, Noë, Gurs, Rivesaltes, Argelès, Drancy, Izieu et qu'on veuille d'Hirsh le 16 juillet, on jette 13000 fleurs - en souvenir.

Tous ces noms sont aussi français que Verdun ou Châteauneuf-Thierry. On me dit que c'est une apparence. L'État français n'est pas la France. Je dois fleurir un général, je dois honorer un maréchal. Je suis coupée en deux comme en 40.

Je n'entends rien à l'Histoire, mais j'écoute mes souvenirs. Puisqu'ils ne sont pas là pour en avoir, je porte en moi ceux de 75000 Juifs de France. Beaucoup de Français les portent avec moi. Ils ont mal à leur mémoire. Et ils entendent remonter des cimetières.

SNCF

## Plaidoyer pour

QUARANTE-HUIT heures ! La SNCF n'a mis que deux jours, après la catastrophe de la gare de Lyon, pour reconnaître implicitement une faute réglementaire grave dans le guide de dépannage. En effet, dans un télé à l'intention des agents de conduite, le directeur des transports modifiait les prescriptions à suivre après intervention sur le système de purge des freins. Il rendait obligatoire la vérification du freinage.

Si la réglementation n'avait pas présenté d'ambiguïté, c'est-à-dire si le cas de figure rencontré par l'agent de conduite Daniel Saulin avait été prévu, il n'y aurait sans doute pas eu cinquante-six morts, gare de Lyon, ce jour-là.

Dès lors, le réquisitoire cinglant de M. le procureur Person contre le conducteur du train et le régulateur de la gare de Lyon, en déniait toute responsabilité de l'entreprise SNCF, est révoltant. Car dans la complexité de la machine SNCF, dans le maquis des règlements, des machines, des règlements, en bout de chaîne, est à l'origine de la catastrophe n'est pas équitable.

Daniel Saulin, le conducteur, ne pouvait en aucun cas se représenter exactement l'état de sa machine. La conception du véhicule, l'entretien défectueux du matériel, la mauvaise présentation de l'information essentielle, la procédure prévue par le règlement, rien ne lui permettait de se rendre compte qu'il « s'enfonçait » dans un diagnostic faux, conséquence d'une avarie sur une machine de purge. A partir de là, toutes les actions qu'il va effectuer, sous la pression du temps, vont bien sûr précipiter le train vers la catastrophe. Mais qui a commis les erreurs ? Daniel Saulin qui a essayé de se débrouiller avec sa machine, son règlement, ses voyageurs dans un service quotidiennement perturbé ou bien ceux qui ont conçu ces trains, ceux qui ont prévu de faire circuler ce matériel sur la banlieue, ou encore ceux qui ont rédigé le règlement ? Sans parler de ceux qui font les choix stratégiques d'orientation économique de l'entreprise SNCF.

ANNE HOUSSAIN  
Boulogne

## CATÉCHISME

## Incohérence cléricale

QUE le pape et ses cardinaux consacrent dans un catéchisme moderne un certain nombre de considérations sur la signification profonde de la sexualité ou les méfaits du matérialisme (voir le Monde du 13 novembre), on ne leur reprochera pas. Ils font un travail nécessaire en ces temps de disette morale, où les marchands font la loi et les prosélytes de la capote nous dictent notre conduite au lit. Mais tout de même, lorsqu'ils « Tu ne tueras point » pour condamner l'avortement, et autori-

ser la peine de mort quelques chapitres plus loin, voilà une incohérence qui témoigne du caractère fondamentalement rétrograde du clergé romain. Il ne s'agit pas de participer à l'élaboration d'une morale, mais bien de défendre un « ordre moral », ce même ordre moral dont les aveuglements et les contradictions ont suscité les débordements sexuels que l'on sait depuis les années 70, et dont nous payons certaines conséquences aujourd'hui.

Décidément, l'Eglise catholique rend bien difficile la tâche de ceux qui s'efforcent de trouver une voie moderne entre un progressisme sans mémoire et un pessimisme sans lendemain.

HUBERT AUPEITTE  
Thoiry

## POSTES

## Gènes-Paris : trois semaines...

T'ANDIS que je lisais votre écho du 14 novembre « Rome-Réa, une semaine », je recevais une lettre de ma fille qui vit à Gènes, lettre datée du 19 octobre.

Cette performance n'a rien d'exceptionnel sur ce parcours. Elle est même très banale.

Il y a pourtant, de Gènes à Paris, ou l'inverse, deux trains rapides quotidiens, le Palatino et le Napoli-Express.

Décidément, en ce qui concerne les postes, l'Italie n'est pas vraiment en Europe.

JACQUES CHATELAIN  
Massy

## SYMBOLES

## Nos glorieuses boucheries

NOUS savons que les sociétés sont productrices de symboles. S'il y a des symboles diaboliques, comme la croix gammée par exemple, il en est d'autres, tout à fait honorables, comme l'étendard européen et l'hymne à la joie de la 9<sup>e</sup> Symphonie de Beethoven pour n'en citer que deux.

Quant à la République française, elle se caractérise par des symboles sauvages, comme son hymne national aux paroles racistes et sanglantes, ses hideux monuments aux morts dont on se demande s'ils sont vraiment respectueux des disparus aux combats, ses cérémonies du 11 novembre 1918 qui entretiennent l'ambiguïté relative à la barbarie. Sont-ils morts pour la patrie ou ont-ils été assassinés au bénéfice d'intérêts sordides ? Ont-ils donné librement leur vie, comme on feint de nous le faire croire, ou ont-ils été massacrés à leur corps défendant ? Ont-ils fait un sacrifice ou ont-ils été sacrifiés pour la gloire d'une hiérarchie perverse ? Traité de Versailles, matrice du futur nazisme. Que pense la Ligue des droits de l'homme de ces images d'Africains glorifiant sur nos écrans, ce 11 novembre 1992, leur « mère patrie », la France, pour laquelle ils sont tombés au champ... d'honneur ?

Est-on au vingtième siècle ou au siècle des cavernes ? Le très honorable Théodore Monod, membre de l'Institut, est-il un rigolo ou un sage lorsqu'il décline l'invitation qui lui a été faite de se mettre à la tribune officielle pour voir défiler les engins de mort, un 14 juillet ?

N'est-on pas assez imaginaire et intelligent en France pour se réjouir nationalement sans référence aux ignobles boucheries passées, présentes et à venir ? Pour inventer d'autres symboles, plus écologiques, plus solidaires ? De bons esprits diront que tout cela est sans importance au regard des problèmes actuels : chômage, sida, pauvreté, pollution généralisée. Mais alors, si c'est « sans importance », pourquoi leur donne-t-on tant d'importance médiatique ?

Parce que la laïcité n'existe pas. Nous sommes dans un régime républicain, récusé par Pierre-Benoît France. Le président de la République est un monarque absolu, quasiment de droit divin, comme le pape, c'est-à-dire irresponsable. La dogmatique, la hiérarchie et les cérémonies liturgiques, qui sont des piliers religieux par excellence, sont aussi les piliers sur lesquels reposent les symboles ci-dessus dénoncés. Symboles que l'on s'efforce d'inculquer à notre jeunesse une fois de plus violée.

RENÉ CRUZE  
Genève

## UN LIVRE

## Un Breton tout noir

DROITS, DEVOIRS ET CROCODILE de Kofi Yamgnane. Robert Laffont, 236 p., 92 F.

Kofi Yamgnane aggrave son cas. Il avait d'abord commis l'erreur d'être noir. Puis de devenir ministre de la République. Voilà maintenant qu'il publie un livre pour nous rappeler que nos droits ne doivent pas nous faire oublier nos devoirs. L'homme est d'ailleurs conscient de son impudence puisqu'il écrit : « Revolté le bon sauvage qui ose nous donner des leçons ! »

Ce livre, qui inaugure une nouvelle collection de Robert Laffont intitulée « Aider la vie », est à la fois un essai et une autobiographie. Le secrétaire d'Etat à l'intégration y raconte le parcours d'un jeune Togolais de l'ethnie des Bessars quittant la brousse pour aller à l'école des Blancs, puis quittant l'Afrique pour aller faire des études en Bretagne. « En devenant étudiant, je devins breton », explique-t-il. Quelques années plus tard, il choisit d'épouser Anne-Marie et, avec elle, la France.

Jusqu'à là, rien de très particulier. Beaucoup d'étudiants étrangers ont fait un parcours semblable. Mais lorsque cet ingénieur naturalisé est élu maire de la petite commune de Saint-Coulitz, au fin fond du Finistère, des journalistes viennent des Etats-Unis pour l'interviewer : des maires noirs, ils connaissent ; mais ils n'ont jamais vu un Noir désigné par un électoralat exclusivement blanc.

Kofi Yamgnane est devenu un

proche de Laurent Fabius. On le surnomme joliment « le fils du fils de Dieu ». La 17 mai 1991, un coup de téléphone de l'Hôtel Matignon scelle son destin : à lui, l'immigré, on propose d'entrer au gouvernement pour s'occuper des exclus.

Si le jeune Kofi a pu aller à l'école, à l'âge de six ans, c'est parce que le crocodile, animal fétiche de son ethnie, avait accepté d'avaler le poulet qu'on lui offrait. « J'étais à mille lieues d'imaginer ce jour-là que ma vie passerait en une trentaine d'années du silex au laser, et du crocodile au marquis », commente le secrétaire d'Etat à l'intégration, encore tout étonné de se retrouver dans le marigot politique.

Son inexistence sur les devoirs de chacun, ses remarques de bon sens sur la vie en société peuvent donner le sentiment qu'il entonne des portes ouvertes. Kofi Yamgnane n'en a cure, persuadé qu'il n'y a de portes ouvertes que pour ceux qui se moquent éperdument du sort de leurs semblables.

Ce livre solide et profond est le fruit d'un travail colossal, précis-t-il. Cela se sent un peu trop : structuré, rigoureux, tiré au cordeau, le texte finit par masquer parfois la voix de l'auteur. Depuis sa nomination au gouvernement, Kofi Yamgnane a été souvent critiqué, ici ou là, pour des déclarations dérangeantes ou maladroites. Il lui sera cependant beaucoup pardonné pour avoir déclaré un jour : « M. Le Pen est breton comme moi. Mais, lui, il est d'avant le maré noir. »

ROBERT SOLÉ

## Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
certains à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé

au « M. Guesbroux »

48452 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0295-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cris

Membres du comité de direction :

Jacques Guille, Philippe Dupuis,

Isabelle Tardif

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avin

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc : MONDOPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-72-71. Société civile

de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,

sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS AUTRES PAYS VOIE NORMALE-CEE

3 mois 536 F 572 F 790 F

6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT

221 MD 02 PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## Le Monde RADIO TÉLÉVISION



مكتبة

## ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie

### L'ONU ne parvient pas à démilitariser les zones occupées par les milices serbes en Croatie

Les médiateurs Cyrus Vance et David Owen n'ont pu convaincre, jeudi 19 novembre, les Serbes de Croatie d'accepter le rétablissement de l'autorité de Zagreb sur les territoires qu'ils contrôlent dans la République. « Nous ne sommes pas parvenus à un accord », a déclaré M. Cyrus Vance.

Les deux coprésidents de la conférence de paix effectuent une visite de deux jours en Croatie pour discuter de la démilitarisation des zones sous protection de

L'ONU dans la Krajina, conquise par les Serbes l'année dernière.

Aux termes d'un plan mis au point par M. Cyrus Vance, les zones contestées au sud et à l'est de Zagreb et celles qui bordent les frontières de la Croatie doivent être démilitarisées sous la supervision de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU). Mais, selon des responsables de l'ONU, les Serbes n'ont pas déposé les armes. De plus, si l'armée fédérale yougoslave (JNA) s'est retirée, beaucoup

de ses soldats sont restés dans la région pour se joindre à des unités de police irrégulières.

« Il est hors de question de démilitariser », a déclaré Bozo Martinovic, un responsable serbe de Kain. Les Serbes, qui se sont emparés d'un tiers du territoire croate, affirment avoir un droit historique sur ces terres et ont demandé leur rattachement à la Serbie. M. David Owen a rejeté cette revendication, mais estime que la Krajina pourrait bénéficier d'un statut spé-

cial dans la Croatie. En Bosnie, les combats ont continué de faire rage jeudi dans le centre du pays, tandis que la neige faisait son apparition à Sarajevo, pratiquement privée de gaz et d'électricité. Les affrontements ont opposé les forces musulmanes et croates aux Serbes dans plusieurs villes du petit triangle musulman de Bosnie centrale.

Selon l'agence de Belgrade Tanjug, les forces musulmanes et croates auraient lancé des attaques

contre les positions prises par les Serbes dans cette région dans le but de reprendre la ville de Jajce, tombée aux mains de ces derniers fin octobre.

D'autre part, l'un des porte-parole de la FORPRONU, M. Shannon Boyd, a déclaré jeudi à Zagreb que les résolutions de l'ONU interdisant le survol militaire de la Bosnie « continuent d'être violées » par l'aviation serbe.

D'autre part, M. Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations

unies pour les réfugiés, s'est félicitée, jeudi 19 novembre, de la décision annoncée par les autorités tchèques, hongroises, espagnoles et malaisiennes de venir en aide à des détenus libérés des camps de Bosnie. Ces décisions portent à 3 700 le nombre des anciens détenus auxquels est promis un accueil.

2 900 attendent encore dans les centres de transit installés par le HCR en Croatie et 6 000 autres sont toujours dans les camps de Bosnie. — (AFP, Reuter.)

### Le Sandjak aux frontières de la guerre

La tension monte dans cette province de Serbie où vivent 200 000 Musulmans, solidaires de ceux de Bosnie

NOVI-PAZAR

de notre envoyée spéciale

A l'heure où les dix-huit mosquées de Novi-Pazar appellent à la prière du soir, quelques coups de feu retentissent. Dans cette ville, chef-lieu du Sandjak, les tensions entre les Serbes orthodoxes et les Slaves islamistes menacent à tout instant de dégénérer. Dans les montagnes qui entourent Novi-Pazar se trouvent plusieurs monastères orthodoxes ainsi que les ruines de Ras, qui fut la capitale du royaume serbe de Rascie au onzième siècle. Dépendant de l'Empire ottoman pendant près de cinq siècles, le Sandjak a connu à partir de 1878 un essor commercial important. A cette époque, la région enclavée entre une Serbie et un Monténégro libérés de l'invasion ottomane et une Bosnie devenue autrichienne offrait à la Turquie une frontière idéale pour commercer avec l'Empire austro-hongrois. En période d'exacerbation des passions nationalistes, elle est présentée aujourd'hui, avec ses deux cent mille Musulmans, comme une tumeur maligne au cœur de territoires serbes homogènes.

Le Sandjak était le Monténégro, la Serbie et la République serbe autoproclamée en Bosnie-Herzégovine, est d'autant plus dangereuse, selon les nationalistes serbes, qu'il est relié vers le sud au Kosovo et à l'Albanie.

Une relative opulence

L'armée y a donc renforcé ses effectifs dès le début du printemps, lorsque la guerre s'alluma dans la Bosnie voisine. La communauté musulmane affirme qu'il y a actuellement 29 000 soldats et réservistes serbes au Sandjak, soit près d'un quart des effectifs de l'armée fédérale yougoslave. Leur présence est visible dans toute la région. A Novi-Pazar, qui compte 80 % de Musulmans, les chars ont pris position sur les hauteurs, et des centaines de canons encore bûchés sont pointés sur le centre de la ville, gardés par des réservistes mal réssés qui bivoua-

quent depuis l'été dernier sur les montagnes.

Novi-Pazar, encerclée par l'artillerie lourde, craint de devenir un nouveau Sarajevo. L'armée justifie sa présence par la proximité du front. Elle déclare également avoir pris des mesures en raison des « revendications sécessionnistes » de la communauté musulmane du Sandjak et de « l'infiltration de combattants musulmans de Bosnie-Herzégovine ». Le commandant local, le lieutenant-colonel Milisav Marinkovic, prétend que 15 000 hommes sont déjà organisés en brigades. Les Musulmans démentent, mais les plus bavards

mans ont quitté la région ces derniers mois, selon le rapporteur spécial des Nations unies, M. Tadeusz Mazowiecki. Dans le centre pourtant, la vie suit son cours comme de si de rien n'était.

Le marché de la contrebande

Malgré l'embargo international décrété le 30 mai dernier par les Nations unies contre la Serbie et le

délabré de la ville.

Des centaines de milliers de deutschemarks, affirme-t-on, circulent chaque jour sur le marché noir des devises où se côtoient revendeurs serbes et musulmans.

Le samedi soir, des autobus en provenance de toute la Serbie affluent vers l'un des plus grands marchés de la Yougoslavie qui s'ouvre chaque dimanche à l'aube : marchandises de contrebande en provenance des pays de l'Est et de la Turquie, introduites en Serbie principalement par la Bulgarie, contre-paiement de vêtements et de jeans, télévisions et chaînes stéréo, tout se négocie... même les armes, raconte-t-on à Novi-Pazar.

Mais s'ils continuent à faire des affaires ensemble, Serbes et Musulmans s'accrochent souvent à dire qu'« après une guerre comme celle de Bosnie la cohabitation n'est plus possible ». Le chef de la communauté islamique, Hajro Tutin, constate que depuis quelques années « les gens se saluent froidement, les jeunes ne marchent plus sur le même trottoir et ne fréquentent plus les mêmes cafés ». Il accuse la télévision serbe d'avoir propagé « jusqu'au fond des montagnes » le nationalisme et la haine envers les non-Serbes.

Edib, un jeune Musulman, raconte ce qu'il a ressenti quand, en avril dernier, il a vu sur cette télévision les images des mosquées de Foca et de Zvornik (dans la vallée de la Drina, en Bosnie) flanquées du drapeau national serbe. Comme beaucoup, il se déclare « bosniaque » et estime que les Musulmans du Sandjak doivent obtenir le même statut que les Serbes de Croatie ou faire sécession de la Serbie comme eux de la Croatie.

En octobre 1991, les Musulmans avaient réclamé à plus de 98 % par référendum « l'autonomie territoriale et politique » de la région. Lors d'élections clandestines, ils ont désigné en janvier 1992 leur propre Parlement et en mars leur gouvernement. Ces organes de pouvoir parallèle n'ont jusqu'à présent pas été activés. Le Conseil national musulman s'est contenté de préconiser l'insoumission civile en boycottant notamment les élections fédérales de mai dernier et en appelant les jeunes à se soustraire à leurs obligations militaires « tant que

durera la guerre contre les Musulmans de Bosnie et la terreur militaire au Sandjak ». Le Conseil avait également décidé au début de la guerre en Bosnie de retirer tous les députés musulmans des Parlements serbe et monténégrin.

Le 1<sup>er</sup> novembre, le président du Conseil, M. Sulejman Ugljanin, annonçait à Novi-Pazar « l'activation » du système de pouvoir parallèle si des troupes de l'ONU n'étaient pas déployées rapidement dans la région, et réclamait, « dans les dix jours », le retrait de l'armée yougoslave et de la police serbe, qui, sinon, seraient assimilées à des « forces d'occupation » et « expulsées ». Ces propos de M. Ugljanin, qui représente l'aile radicale de la communauté musulmane, ont été reçus comme une déclaration de guerre par les Serbes du Sandjak.

Plus modéré, le secrétaire du parti Action démocratique, Rasim Ljajic,

actuellement chef du gouvernement parallèle, estime que le statut du Sandjak doit être négocié à la conférence de Genève sur l'ex-Yougoslavie. Il affirme que les Musulmans du Sandjak sont victimes de « la terreur du régime serbe ». Il dénonce les discriminations et les exactions commises ces derniers mois par des milices nationalistes et une partie de la police serbe et monténégrine, principalement dans les districts limitrophes de la Bosnie, comme à Prijboj, Pijevica et Bjelo-Polje.

La seule chance d'éviter que les tensions ne dégénèrent en conflit armé, estime M. Hajro Tutin, réside dans le fait que la Serbie ne veut pas la guerre sur son sol. « Sinon, elle prouverait au monde entier qu'elle a fomenté la guerre à seule fin de créer une grande Serbie ethniquement purifiée. »

FLORENCE HARTMANN



reconnaissent que, « comme tout homme qui se respecte », ils sont armés.

Armes de point contre artillerie lourde : la communauté musulmane vit dans l'angoisse. 70.000 Musul-

Monténégro, 3 000 petits commerces, 700 ateliers de confection, quelques entreprises privées d'import-export permettent au chef-lieu de cette région pauvre et retirée de connaître une relative opulence qui ne se reflète pas sur l'infrastructure

TCHÉCOSLOVAQUIE

### Un vote du Conseil national tchèque permet d'accélérer la préparation de l'indépendance

PRAGUE

de notre correspondant

Après le rejet par l'Assemblée fédérale d'un projet de loi sur l'extinction de la Fédération tchécoslovaque, le Conseil national tchèque (CNR) a adopté, jeudi 19 novembre à Prague, une résolution proclamant le Parlement et le gouvernement tchèques « responsables de la continuité du pouvoir politique en Bohême-Moravie ».

Ce vote, boycotté par l'opposition de gauche, a pour conséquence de permettre au gouvernement conservateur de M. Vaclav Klaus d'accélérer la préparation de l'indépendance de la République tchèque prévue le 1<sup>er</sup> janvier 1993. La République tchèque, n'a toujours pas de constitution ni de lois propres pour gérer l'Etat et poursuivre la réforme économique.

L'adoption de cette résolution, après une rude bataille parlementaire, a été saluée par le candidat à la présidence tchèque, M. Vaclav Havel, comme « une

très bonne chose, la seule possible » après la proclamation de souveraineté de la Slovaquie. Pour M. Klaus, le vote du Parlement tchèque, qui n'a pas la valeur juridique d'une proclamation de souveraineté, représente toutefois « un signal destiné à la population et à l'étranger, ainsi qu'un mandat pour le gouvernement afin qu'il puisse commencer à préparer l'indépendance ».

Le premier ministre tchèque est de toute façon convaincu que la Fédération n'existe plus que sur le papier.

MARTIN PUCHTA

ROUMANIE : Investiture du gouvernement Vacaroiu. — Par 260 voix contre 203, le Parlement roumain a voté, jeudi 19 novembre, l'investiture du gouvernement dirigé par l'économiste sans parti Nicolae Vacaroiu. Dix membres du gouvernement sur 22 appartiennent au parti du président Iliescu (le Monde daté 15-16 novembre). — (AFP.)

ITALIE

### Des aquarelles d'Adolf Hitler aux enchères

Vingt aquarelles d'Adolf Hitler, peintes entre 1908 et 1913 à Vienne, devaient être vendues aux enchères, vendredi 20 novembre en un seul lot à Trieste. Leur propriétaire, M. Imelda Riviero, la sœur d'un célèbre marchand d'art italien récemment décédé, espère en obtenir au moins 1 200 000 F.

L'Etat italien a fait savoir qu'il s'opposerait à la sortie du pays de ces œuvres, dont la qualité artistique est très médiocre, selon les experts. Le maire de Florence, M. Giorgio Morassut, qui est à l'origine de cette inter-

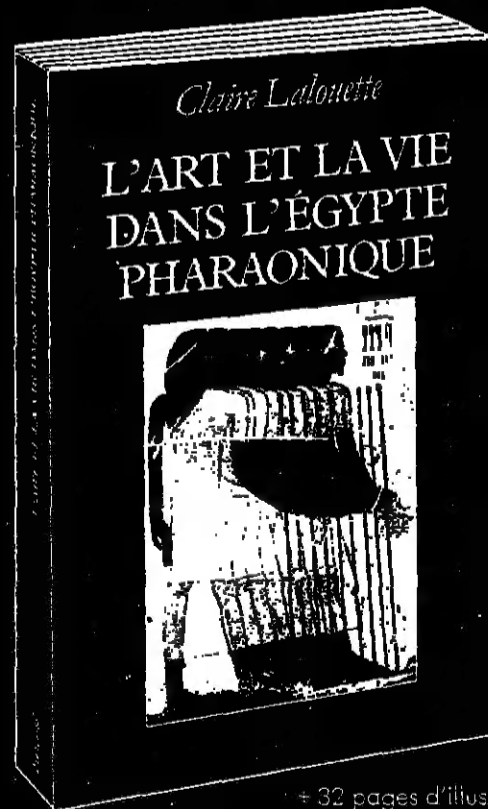
vention, la justifie en déclarant : « Il serait inacceptable que ces aquarelles soient achetées par un groupuscule nazi ou un millionnaire américain. »

Une autre suggestion de M. Morassut, démentie ensuite, consistait à exposer ces œuvres au Musée des Offices de Florence, avant provoqué une réaction indignée de M. Ulrich Roßhoff-Mönnig, sénateur berlinois à la culture : « Il s'agit là d'une intolérable provocation contre le bon goût et toutes les victimes du fascisme », a-t-il déclaré.

GÉORGIE : accord de cessez-le-feu en Abkhazie. — Un accord de cessez-le-feu — le premier depuis celui du 3 septembre, qui n'a jamais été respecté, — a été signé, jeudi 19 novembre, à Goudaouta, en Géorgie (siège des autonomistes abkhazes et d'une garnison russe) entre représentants géorgiens, russes et abkhazes. La veille, des négociations se sont ouvertes à Tbilissi entre Russes et Géorgiens sur la signature d'un traité bilatéral et le statut des troupes russes en Géorgie. — (AFP.)

IRLANDE DU NORD : deux meurtres. — Une personne a trouvé la mort jeudi soir lorsqu'un homme a ouvert le feu dans un pub du comté Down, quelques heures après le meurtre d'un soldat en permission, abattu sous les yeux de son jeune fils à Kilcoo, dans le comté d'Armagh. Les premiers témoins ont indiqué que cette attaque, qui s'est déroulée dans une région en majorité catholique, porte la marque des loyalistes paramilitaires. — (AFP.)

### ÉGYPTE Un art de la vie



Si vous voulez vraiment connaître quelque chose de l'Égypte ancienne, sachez qu'il faut lire Claire Lalouette, professeur émérite à la Sorbonne, la plus savante et la plus limpide des égyptologues... Il ne suffit pas de visiter l'Égypte, encore faut-il la comprendre juste ; sans Claire Lalouette, c'est impossible... Une véritable somme où l'auteur donne la signification profonde de l'art égyptien et de son histoire. C'est aussi un étonnant inventaire de l'art égyptien dans le monde.

Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimanche

Un formidable guide pour tous les égyptomaniaques.

Dominique Mobailly, La Vie

L'Histoire  
chez  
FAYARD



## EUROPE

TADJIKISTAN : un tournant dans le conflit

## Les communistes reprennent le dessus

Le Parlement tadjik a élu à sa présidence, jeudi 19 novembre, M. Ali Rahmonov, qui était gouverneur de la région de Kouliab, aux mains des forces procommunistes.

MOSCOU

de notre correspondant

La lutte sanglante qui oppose depuis des mois au Tadjikistan, sur fond de rivalité de clans, les « démocrates » et leurs alliés « islamistes » aux procommunistes, semble parvenue à un tournant : après avoir rétabli par les armes leur domination sur une grande partie du pays, les partisans de l'ancien régime communiste sont en passe de reprendre le pouvoir « légal », sous le regard d'une armée russe qui ne paraît pas avoir l'intention de les empêcher.

Jeudi, alors que les formations procommunistes du Kouliab accentuaient leur pression sur la capitale Douchanbe, le Parlement tadjik, réuni à Khodjent dans le nord du pays, entérinait la démission de M. Abkarchev Iskandarov. Ce dernier exerçait de manière de plus en plus symbolique, l'intérim du pouvoir, depuis que l'ex-premier secrétaire du parti, Rahmon Nabiev, avait été contraint à la démission, en septembre dernier, sous la pression de la coalition démocratique-islamiste. M. Nabiev, qui avait largement contribué à l'extension de la guerre civile en armant ses partisans dans la région du Kouliab, n'a pas renoncé à l'espoir d'être réinstallé dans ses fonctions, et a fait récemment de mystérieuses allusions aux soutiens dont il bénéficierait de la part de l'armée russe.

En attendant, la présidence du Parlement a été confiée, par des députés élus dans l'ancien système et donc en grande majorité procommunistes, au gouverneur de Kouliab, Ali Rahmonov, un protégé de « l'homme fort » du Sud Sangak Safarov. Ce dernier professe ouvertement son intention, non seulement d'en finir avec « les islamistes », mais de reconstituer l'URSS. Sangak Safarov avait récemment assassiné le précédent gouverneur du Kouliab et s'en était vanté en ces termes dans une interview à un journaliste de la *Nesazhissimalu Gazeta* : « Oui, je l'ai tué. Les ennemis, il faut les éliminer. » Jeudi 19 novembre, c'est le vice-président du KOB tadjik, un proche des islamistes, qui était assassiné à Douchanbe.

Le rôle de la Russie

L'avenir s'annonce donc fort sombre pour les démocrates et les islamistes – fondamentalistes ou pas – qui avaient pourtant multiplié les concessions ces derniers temps, cherchant des solutions de compromis avec des adversaires qui ne cessaient de gagner du terrain et n'avaient nullement été découragés par l'échec du sanglant coup de main lancé dès la fin octobre sur Douchanbe. (L'auteur de cette tentative, Safarali Kenjaev, avait été autorisé à quitter la ville sous la protection de troupes russes et avait ensuite gagné Khodjent en passant par l'Ouzbékistan).

Entre-temps, la Russie et les trois États d'Asie centrale ex-soviétique voisins du Tadjikistan, à savoir l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et la Kirghizie, avaient aussi paru vouloir favoriser un compromis. Le ministre russe des Affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, s'était rendu dans la région, mais ses tentatives pour « rééquilibrer » l'équipe islam-démocratique tiraillaient au pouvoir avec des représentants communistes modérés de la région de Khodjent – la plus riche du pays et l'ancien bastion de M. Nabiev – n'avaient pas satisfait l'appétit des « durs » du Kouliab. L'autre solution envisagée – confier l'exercice du pouvoir au commandant de l'armée russe, qui s'était déjà engagé à protéger les

objectifs vitaux du pays ainsi que la capitale – n'a pas non plus abouti, entre autres parce que le général Achourov (lui-même de nationalité tadjike) a refusé de jouer ce rôle. Ces derniers jours, le même général Achourov avait affirmé que la 201<sup>e</sup> division motorisée placée sous son commandement « ne céderait la capitale à aucun groupe illégal ».

« Cordon sanitaire »

Mais que vaut cette assurance à présent que les « Kouliabis » ont retrouvé leur légitimité par président du Parlement interposé ? Une bonne partie des officiers russes n'ont d'ailleurs jamais caché que leurs sympathies allaient aux procommunistes. Il y a moins d'une semaine, le commandant des unités russes stationnées dans la région de Kourgan Tioubé (reprise aux islamistes par les communistes), Alexis Mirkoulov, déclarait à la correspondante de l'AFP qu'il considérait les Kouliabis comme « les défenseurs du gouvernement constitutionnel ». C'est d'ailleurs grâce à quelques blindés pris à l'armée russe dans des circonstances passablement obscures que les forces procommunistes ont initialement pu reprendre l'avantage dans la région, il y a environ six semaines.

La victoire des partisans de l'ancien pouvoir est encore loin d'être assurée, et les intentions qu'ils professent ne semblent guère laisser entrevoir d'autre issue qu'une prolongation de la guerre civile. En attendant, la démonstration de force qu'ils ont réalisée au Tadjikistan ne semble pas susciter d'inquiétude particulière à Moscou, où les démocrates radicaux de l'équipe Eltsine ne cessent pourtant de pousser des cris d'alarme contre le « revanchisme » et le retour des « rouges-bruns ». Il est vrai que les priorités ne sont pas les mêmes en Russie et en Asie centrale. Pour Moscou, et plus encore pour les régimes à poigne en place en Ouzbékistan et au Kazakhstan, c'est le péril « vert » qui effraie, les « fondamentalistes » supposés s'abriter derrière les « démocrates ». Pourtant, s'il s'agit d'assurer à long terme la stabilité de la région, et de protéger la frontière de la « Communauté » que la Russie considère comme un indispensable cordon sanitaire, la victoire provisoire d'un camp sur l'autre risque fort de ne pas suffire.

JAN KRAUZE

Le sommet franco-espagnol d'Albi

## L'application du traité de Maastricht ne saurait attendre « indéfiniment » les retardataires

estiment MM. Gonzalez et Mitterrand

Sur les deux crises que traverse actuellement la Communauté européenne : la ratification du traité de Maastricht par le Danemark et la Grande-Bretagne et les négociations du GATT, MM. François Mitterrand et Felipe Gonzalez ont exprimé une très large convergence de vues, jeudi 19 novembre à Albi, où se tenait le sixième sommet franco-espagnol.

ALBI

de notre envoyée spéciale

Les deux dirigeants ont souligné leur commune détermination à faire entrer en vigueur aussi tôt que possible les dispositions du traité de Maastricht. Le chef du gouvernement espagnol n'a certes pas repris les termes de M. Mitterrand, qui, il y a dix jours, dans un entretien télévisé, avait qualifié

d'« inacceptable » le délai réclamé par la Grande-Bretagne pour ratifier le traité. Mais il a jugé « préoccupant » le retard pris par Londres et Copenhague. « Si ce retard n'est que de deux à trois mois, ce n'est pas grave », a dit M. Gonzalez. Mais il ne faut pas qu'il soit indéfini. Sinon il faudra s'interroger sur la volonté de ces pays de continuer (dans la Communauté). » M. Mitterrand, rappelant que les Douze ont exclu toute renégociation du traité, a souligné le « désir » des partenaires du Danemark « de répondre au maximum » aux demandes exprimées par ce pays pour l'aider à revenir sur son rejet du traité lors du référendum de juin dernier, « mais sans aller dans un sens contraire à ce qu'ils ont voulu faire à Maastricht ».

On indiquait, dans la délégation française, que Paris comme Madrid comptent parvenir, lors du prochain sommet des Douze en décembre à Edimbourg, à un compromis avec les dirigeants de

Copenhague de nature à donner satisfaction à leurs électeurs sans remettre en cause les principes du traité d'Union européenne. Si tel était le cas, nul ne verrait d'objection à accorder à la Grande-Bretagne le délai de deux ou trois mois qui lui est nécessaire pour que les Communautés procèdent à l'examen du texte, article par article, comme il est de coutume en Grande-Bretagne.

Si en revanche ce compromis n'était pas trouvé et que M. Major continuait de s'abriter derrière le problème danois pour différer la procédure de ratification chez lui, les autres pays membres, estimant-on à Paris, devraient décider d'appliquer le traité à dix. Cette détermination à aller de l'avant, quitte à laisser deux membres de la Communauté sur le bord du chemin, « serait peut-être le meilleur service à rendre aux dirigeants danois et britanniques », estimait jeudi un membre de la délégation française. D'autre part, le président

du gouvernement espagnol a souligné, au nom de la solidarité européenne, la position française dans les négociations sur le GATT, en appelant la Communauté à opposer un front uni aux Américains sur la base du mandat confié aux négociateurs de la Commission de Bruxelles : celui de rester dans le cadre des mesures décidées à douze conformément à la réforme de la politique agricole commune.

CLAIRE TRÉAN

□ Vers la TGV Perpignan-Barcelone. – En marge du sommet, les ministres des transports espagnol et français ont signé un protocole d'accord portant sur la création d'une ligne de train à grande vitesse entre Perpignan et Barcelone. L'objectif est de mettre « à moyen terme » ces deux villes à 50 minutes l'une de l'autre, avant de réduire le trajet Paris-Barcelone à 4 h 30. Une « structure de concertation » sera mise en place début 1993.

Par 104 voix contre 55

## Le Parlement norvégien s'est prononcé en faveur de l'adhésion à la CEE

Par 104 voix contre 55, le Parlement norvégien a approuvé, jeudi 19 novembre à Oslo, la décision du gouvernement minoritaire travailliste de présenter une demande d'adhésion à la Communauté européenne. Ce choix a été laborieux pour le parti au pouvoir, car si sa direction était résolument favorable à l'entrée dans la CEE, ses quelque 130 000 membres étaient, eux, divisés.

OSLO

de notre envoyé spécial

Les travaillistes ne voulaient surtout pas revivre le traumatisme du référendum de 1972 sur la même question. Ils avaient alors fait campagne pour le « oui », ce qui avait eu pour résultat de scinder pratiquement en deux le plus grand parti du pays, avec dans la foulée de la défaite du « oui », la démission du premier ministre, M. Trygve Brat-

te, et une catastrophe aux élections législatives qui suivirent. Vingt ans plus tard, les travaillistes ont pris leurs précautions.

Toutes les organisations locales ou cette fois été consultées, des milliers de cercles d'études ont été organisés, et le parti a pris sa décision lors de sa conférence nationale, le 8 novembre : 182 députés contre 106 se sont prononcés en faveur de l'adhésion. Cependant, l'opposition reste relativement forte et elle pourrait bien se mobiliser de nouveau à l'occasion du référendum, prévu en 1994 ou 1995.

Avec les travaillistes, les conservateurs, la droite populiste et quelques chrétiens populaires, il existe au Parlement une majorité claire en faveur de l'adhésion. Elle s'était déjà manifestée lors du débat sur l'Espace économique européen (EEE), ratifié, le 16 octobre, par les trois quarts des députés. Toutefois, en dehors du « Storting », les avis sont bien différents. De récents sondages indiquent que 55 % environ des Norvégiens sont partisans du « non », contre 35 % pour le « oui »,

10 % étant indécis. Comme en Suède et en Finlande, deux pays également candidats, les adversaires de l'adhésion à la Communauté ont été confortés par le rejet du traité de Maastricht par les voisins danois et le résultat sera du référendum français.

La peur d'une Europe « bureaucratique »

Ce dont beaucoup de Norvégiens ont peur, c'est de perdre bien sûr un peu de leur souveraineté et de se voir imposer un modèle économique et social, qualifié tour à tour de « capitaliste », « centraliste » ou « bureaucratique ». Ils redoutent par-dessus tout que l'appartenance à la CEE les empêche de poursuivre leur politique régionale, ambitieuse et coûteuse, qui a permis jusqu'ici, par le biais notamment des subventions agricoles, d'éviter un exode des campagnes et le dépeuplement de vastes régions du Nord – question à laquelle d'ailleurs tous les Norvégiens sont profondément attachés.

« Il faut des villages norvégiens parties », aime à dire M<sup>me</sup> Anne

Enger Lahnstein, présidente du Parti du centre, qui représente essentiellement les paysans. Hostile à l'entrée de son pays dans la Communauté, elle déclarait, jeudi, au Parlement : « La Norvège ne sera jamais membre, il est impossible de briser un courant d'opposition populaire. » Les centristes sont aujourd'hui, avec les socialistes de gauche, également partisans du « non », les deux formations politiques qui ont le vent en poupe.

De l'avis du premier ministre, M<sup>me</sup> Gro Harlem Brundtland, qui soit se rendre, mercredi prochain à Londres, pour déposer officiellement la demande de la Norvège à la présidence britannique, les négociations avec Bruxelles seront ardues. Oslo souhaite que les Douze prennent en considération les problèmes de l'agriculture archaïque et subside, ainsi que ceux liés au péche à la pêche, car dans ces régions du Nord, et particulièrement de la côte, on ne voit pas un très bon ciel l'arrivée de chalutiers espagnols ou portugais.

ALAIN DEBOVE

## DIPLOMATIE

La visite du président russe en Corée du Sud

## M. Eltsine propose de renforcer la sécurité en Asie orientale

Prenant la parole, jeudi 19 novembre, devant le Parlement de Séoul, le président russe Boris Eltsine, qui effectuait en Corée du Sud sa première visite officielle en Asie, a déclaré que cette partie du monde était en passe de devenir aussi importante pour Moscou que les États-Unis ou l'Europe.

TOKYO

de notre correspondant

« Notre politique étrangère est en train de se réorienter vers l'Asie et le Pacifique, et je pense que cette visite marque le début du processus », a déclaré M. Eltsine devant le Parlement sud-coréen, dans un discours faisant figure de « programme russe pour l'Asie du Nord-Est ».

Le chef d'État doit se rendre en

Chine en décembre puis en Inde au début de 1993. Évoquant les problèmes de sécurité, M. Eltsine a proposé la création d'un organisme multinational chargé de la stabilité régionale, qui aurait pour tâche de surveiller les politiques de défense des pays de la zone, et de prévenir les conflits armés. « La Russie est prête à rendre publiques ses secrets militaires et à participer à toute organisation régionale », a déclaré M. Eltsine. Il a aussi annoncé que son pays compte démanteler son arsenal stratégique en Asie et arrêter, d'ici à trois ans, la construction de sous-marins, pièce maîtresse de sa puissance navale.

Le président russe a encore précisé des réunions entre dirigeants des nations asiatiques pour décider des mesures spécifiques de réduction des armements. Il n'a pas été précisé s'il entendait inclure les États-Unis dans ces consultations.

Au cours de ses entretiens avec le président Roh Tae-woo, M. Eltsine a déclaré que la Russie était en train de réviser à la baisse sa politique d'assistance militaire à la Corée du Nord. Moscou renégocie, en particulier, l'article du traité de 1961 entre la Corée du Nord et l'URSS, qui prévoit une intervention automatique en cas de conflit dans lequel serait impliqué l'un des signataires.

La boîte noire du Boeing 747 abattu

Selon le porte-parole du président Roh, M. Eltsine a précisé que son pays avait déjà suspendu ses exercices militaires conjoints avec la Corée du Nord, et cessé d'approvisionner Pyongyang en armes, notamment en Mig 29. En ce qui concerne le programme nucléaire nord-coréen, M. Eltsine a rappelé que son pays avait également cessé

de fournir des technologies et des équipements ; mais, a-t-il ajouté, les dirigeants nord-coréens restent « imprévisibles ».

M. Eltsine a, par ailleurs, spectaculairement remis à ses hôtes la boîte noire du Boeing 747 de la KAL (lignes aériennes de Corée du Sud) qui avait été abattu en 1983 par la chasse soviétique. Il a aussi présenté les excuses de Moscou pour cet épisode, qui avait coûté la vie à deux cent soixante-neuf personnes, et provoqué un grave regain de tension mondiale. Le président a aussi annoncé que la Russie fournirait avant la fin de l'année à Séoul les documents d'archives soviétiques relatifs au déclenchement de la guerre de Corée en 1950. M. Roh, pour sa part, a demandé à son hôte de prendre des mesures pour améliorer le sort des communautés coréennes déplacées par Staline en Sibérie et en Asie centrale.

Dans un geste en direction du Japon – qui aurait évidemment souhaité que ce soit à Tokyo et non à Séoul que le président russe annonce sa politique vis-à-vis de l'Asie –, M. Eltsine a déclaré devant le Parlement coréen que les relations avec l'archipel « n'étaient pas dans une impasse ». Il a adressé ses remerciements au premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, pour avoir récemment réuni au Japon la troisième conférence sur l'aide aux Républiques ex-soviétiques.

On craint cependant, à Tokyo, qu'un réchauffement des liens de la Russie avec la Corée du Sud, et aussi avec la Chine, d'incite Moscou à durcir sa position vis-à-vis du Japon. Quant aux propositions russes sur la sécurité régionale, elles sont jugées ici « encore trop vagues ».

PHILIPPE PONS

EXCLUSIF

FORUM "RADIO J"

M. François MITTERRAND

Président de la République Française interviewé par Frédéric Haziza

Dimanche 22 novembre 1992 à 14h15 sur RADIO J (94.8 fm) et les radios juives de Province

مجلس أمنة الوطن



## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après la mort de cinq sous-officiers lors d'un exercice ultrasecret

### Crise au sein de l'état-major de l'armée

La mort accidentelle, le 5 novembre, de cinq soldats d'une unité d'élite, lors d'un exercice, a placé l'armée israélienne au centre d'une polémique sans précédent depuis des années. Le chef d'état-major est notamment affecté par les rumeurs causées par cet accident, qui aurait provoqué l'annulation d'un projet d'opération militaire.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Quelques heures, remises en cause des structures de commandement, course ouverte aux nominations : c'est en tout cas une grave crise de confiance qui ébranle les sommets de la hiérarchie militaire d'Israël. Un exercice d'élite et ultrasecret qui met aux prises, quel que soit dans le désert du Néguev, des hommes et des matériels d'élite, un accident dans lequel sont tués cinq jeunes sous-officiers d'élite, une censure militaire maladroite, « manipulatrice », un brillant général d'active montré du doigt et qui refuse de porter le chapeau, un autre général dont on interdit de publier le nom, tels sont quelques uns des ingrédients du feuilleton compliqué qui passionne la presse israélienne, indigne la classe politique et déclenche une véritable « guerre des généraux ».

M. Itzhak Rabin, chef du gouvernement et ministre de la défense, tente désespérément de contenir la hiérarchie militaire à tenté, jeudi 19 novembre, de la désamorcer par une réunion extraordinaire. Il y a très longtemps que le haut état-major de l'armée n'avait connu pareil émoi.

Sans qu'on sache encore très bien comment, les victimes ont été déshabillées par un obus tiré « par erreur » sur leur véhicule (le Monde du 7 novembre). Sans compter les blessés, ce sont trente-deux soldats qui auront ainsi perdu la vie depuis le début de cette année au cours d'accidents de manœuvre ou d'entraînement.

C'est beaucoup. Cela provoque toujours, anormalement, d'émotion dans le pays, mais l'armée d'Israël - 133 000 hommes dont 35 000 soldats de carrière, et 365 000 réservistes - s'entraîne à tirs réels et le bilan des pertes, jusqu'ici, n'est guère plus élevé que celui des années précédentes. Crise de confiance, stabilisation générale de la discipline, « crise de paix », comme dit un officier d'état-major, c'est le moral de Tshahal - acronyme hébreu pour « Armée de défense d'Israël » - qui semble atteint. Et c'est le public - selon le journal Maariv du 20 novembre - qui risque de perdre confiance dans l'armée.

Comme à chaque fois qu'il y a mort d'hommes, le haut commandement a ordonné l'arrêt des exercices à tir réel pendant cinq jours et a fait ouvrir une enquête. Où sont les responsables ? Qui étaient les officiers présents sur les lieux ? C'est ce qu'on cherche à savoir les hommes de la commission d'enquête, spécialement désignée par l'état-major. Dix jours plus tard, la

réponse tombe : un commandant et un capitaine, non identifiés dans la presse locale, ainsi que le général Amiram Levine, qui dirigeait l'exercice en cause.

Les trois hommes, laisse entendre la commission, sont « indirectement » responsables de l'accident. Ils seront d'abord déferés devant la police militaire et ils risquent d'être poursuivis devant une juridiction pénale pour « homicide involontaire par imprudence ». Grosso modo, on leur reproche d'avoir ignoré les consignes habituelles de sécurité pour la protection des soldats. Mais le général Levine, un baroudeur de quarante-sept ans, qui a fait toute sa carrière dans les « commandos spéciaux de l'état-major », n'entend pas être le bouc émissaire de la tragédie. Des rumeurs commencent alors de se répandre dans la presse et à la Knesset.

D'abord, laissez entendre les proches de l'accusé, il arrive que dans des exercices d'un type « un peu spécial », les commandants des unités d'élite autorisent la non-application de certaines consignes de sécurité. Et le coordinateur des questions de sécurité au sein de l'état-major, le général Nehemia Tamari, de confirmer au journal Haaretz que la manœuvre du 5 novembre, en effet, « n'était pas un exercice du genre tout à fait habituel ».

En d'autres termes, le général Levine n'était peut-être pas le seul hiérarque en uniforme sur place ce jour-là. De fait, apprend-on plusieurs jours après l'accident, le général Ehouk Barak, chef suprême de l'état-major, était également pré-

sent sur les lieux. De même qu'un troisième général dont tous les spécialistes, à Jérusalem, connaissent l'identité mais ne peuvent la publier, censure oblige. Seconde dimension du scandale en cours : pourquoi la censure militaire s'est-elle élevée la présence du patron de l'armée dans le Néguev ? Sur son ordre exprès, ou de son propre chef ?

« Napoléon » et la censure

Le 17 novembre, le brillant Ehouk Barak est convoqué à Jérusalem pour répondre à huis clos aux questions de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense. Le soldat le plus décoré de l'armée israélienne, ancien patron, lui aussi, des unités d'élite de l'état-major, passe un sale quart d'heure. « La censure militaire a manipulé les faits pour vous couvrir », lui lance-t-on. « Vous devriez abandonner votre fonction pendant au moins quelque temps », conseille un parlementaire. Le général Barak, surnommé « Napoléon » par ses hommes en raison et de sa petite taille et de son génie militaire, va-t-il connaître son Waterloo ?

Probablement pas. D'abord parce que l'homme, promis par tous les oracles à un avenir des plus brillants, a de la ressource. Ensuite parce que l'exercice fatal du 5 novembre, qui devait connaître un développement opérationnel spectaculaire hors des frontières... était si délicat et secret que l'enquête publique va devoir s'arrêter. Enfin parce que le général

Barak ayant affirmé qu'il n'avait pas donné l'ordre à la censure de cacher sa présence sur les lieux du drame, c'est sur cette institution, déjà fortement controversée, qu'a été habilement reportée l'ire de la presse et des parlementaires.

Jeudi, le très sérieux quotidien Haaretz a ainsi annoncé qu'il dénonçait « l'arrangement » passé depuis des années avec la censure militaire. Tous les journaux d'Israël, et plus encore les publications palestiniennes des territoires occupés, de même que les correspondants étrangers en poste dans le pays, sont soumis à cette censure pour tout ce qui relève de la « sécurité nationale ». Notion suffisamment vague pour être extensible à l'infini, notamment quand elle est appliquée aux écrits palestiniens. La réforme d'un système basé sur les lois d'exception héritées de la période du mandat britannique est maintenant à l'ordre du jour.

Pour sa part, soumis aux attaques de certains proches du général Levine, l'état-major brandit l'épouvante, pour éviter que ce cadre supérieur de l'armée ne dévoile le nom du « troisième homme » du Néguev, et empêcher les révélations sur la nature des manœuvres du 5 novembre. Jeudi soir, à la télévision, le général Barak a tenté de mettre du baume sur la plaie, en disant tout le bien qu'il pense de « cet homme exceptionnel » qu'il connaît depuis trente ans.

PATRICE CLAUDE

Après une septième session sans « percée spectaculaire »

### Les négociations israélo-arabes reprendront à Washington le 7 décembre

Les États-Unis ont réussi à préserver la dynamique du processus de paix au Proche-Orient, en obtenant l'accord des Israéliens et des Syriens pour une nouvelle session de discussions bilatérales du 7 au 17 décembre à Washington. Les Libanais, les Jordaniens et les Palestiniens se sont en revanche abstenus de répondre à l'invitation américaine, mais il est peu vraisemblable qu'ils la refusent.

En attendant l'entrée en fonction de M. Clinton

Le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, M. Edward Djerejian, a admis jeudi 19 novembre, à l'issue de la septième session de ces négociations, qu'elles n'avaient pas été couronnées par une « percée spectaculaire », mais que les parties « demeurent engagées dans la recherche d'un règlement de paix ».

Des collaborateurs du secrétaire général de la Maison Blanche, M. James Baker, principal artisan

du processus de paix, ont indiqué que ce dernier avait été contacté par les Israéliens et les Arabes pour effectuer une nouvelle tournée au Proche-Orient, mais il a refusé pour le moment. Le président élu, M. Bill Clinton, avait indiqué la semaine dernière que si M. Baker reprenait le chemin du Proche-Orient, il lui apporterait son « soutien ». L'ancien secrétaire d'Etat aurait toutefois posé comme condition à une telle démarche que les deux parties rapprochent leurs points de vue au cours de la septième session, ce qui n'a pas été le cas.

Dans une déclaration à la radio israélienne, le premier ministre de l'Etat juif, M. Itzhak Rabin, a estimé qu'il ne pourra y avoir de percée au cours de la période intermédiaire à Washington, car, selon lui, « les Arabes attendent l'entrée en fonctions du président Clinton ». (AFP)

## LE PORTUGAL A PARTIR DE 1570F\* A-R

Quand les prix atterrissent, les clients décollent.



**AIR PORTUGAL**

chaque jour davantage

## ASIE

CHINE : la vente de Mirage 2000-5 et de F 16 à Taïwan

### Pékin a le sentiment d'être l'objet d'une offensive étrangère tous azimuts

La Chine affronte plusieurs crises simultanées dans ses relations avec l'étranger, à propos notamment du sort de la colonie britannique de Hongkong et des ventes d'avions américains F 16 et de Mirage 2000-5 français à Taïwan.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Pékin n'est pas loin de penser que, tout compte fait, « la guerre froide n'est pas finie ». Avec des variantes, les commentaires publiés à Hongkong par la presse contrôlée par Pékin reflètent ce point de vue : une guerre froide dans laquelle la Chine se trouve dans le même camp que les « pays du tiers-monde », brimés par l'Occident.

Un sentiment de colère et de frustration très évidentes émane en tout cas de la déclaration faite jeudi 19 novembre par le ministre des affaires étrangères de Pékin à propos des informations en provenance de Taïwan (1) faisant état de la conclusion du contrat d'achat de cinquante avions de chasse Mirage 2000-5 français, avec, selon les derniers chiffres disponibles, au moins un million de missiles air-air Mica et Magic-2.

« Si cette information est confirmée, c'est très grave », a dit, à Pékin, le porte-parole du ministère. Il a ajouté que la Chine « demande fermement » à Paris de « s'abstenir d'approuver ce contrat », d'une valeur estimée à 4 milliards de dollars. Il a ensuite ré-

téré la menace d'une « forte réaction » chinoise, aux conséquences « graves » dont le gouvernement français serait « totalement responsable ». Il a insisté sur le fait que « la Chine ne plaisante pas ». C'est là, formulé sur un ton plus ferme, la position déjà connue de Pékin. On note qu'aucune précision n'est donnée sur la nature des réactions chinoises. Cette mise en demeure survient, en tout cas, dans un contexte diplomatique peu favorable à Pékin.

Ce sentiment chinois de se trouver dans une forteresse assiégée, face à une offensive tous azimuts, est également très sensible dans le différend opposant le gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten, à Pékin. L'affaire a rebondi, jeudi, avec l'annonce que le gouvernement de la colonie britannique va donner le feu vert à la deuxième phase de la construction du nouvel aéroport de Hongkong, une des causes - ou prétextes, selon les interprétations - de la tension avec Pékin : il s'agit cette fois de construire la plate-forme, partiellement récupérée sur la mer, sur laquelle sera bâti l'aéroport. Ces travaux doivent être financés par les seuls Hongkongais, ce à quoi la Chine a dit, par le passé, qu'elle s'opposerait - inquiète qu'elle est de voir les caisses de la colonie à sec lors du transfert de souveraineté en 1997.

Le gouvernement colonial a argué, pour justifier la poursuite des travaux, du surcoût qu'entraînerait un délai dans le calendrier (l'aéroport doit être achevé en 1996). A Londres, où il achevait un séjour de consultations avec son premier ministre et ami M. John Major, le gouverneur Chris Patten a par avance démenti qu'il s'agisse d'une nouvelle « provocation » envers Pékin. Cette décision n'en ajoute pas moins à l'inquiétude des milieux d'affaires de la colonie.

Baisse de la Bourse de Hongkong

L'intensification de la polémique avec la Chine a déjà provoqué, ces derniers jours, un tassement de près de 10 % de la Bourse de Hongkong. Ce glissement a suivi des remarques ambiguës du vice-premier ministre chinois, M. Zhu Rongji, lors de sa visite à Londres, achevée jeudi 19 novembre. M. Zhu a laissé entendre que Pékin pourrait ne plus se sentir engagé par l'accord de 1984 sur le maintien à Hongkong d'un système capitaliste après la rétrocession si le gouvernement introduisait les réformes démocratiques annoncées. Les optimistes estiment pourtant qu'il n'y a pas à paniquer : la Bourse, après tout, n'est pas descendue plus bas que le point où elle se trouvait lorsque la nomination de M. Patten avait commencé à la faire puissamment monter. « La Chine bluffe, et elle sait que nous le savons », disent ces optimistes. On croit ici que la Chine, dont la bureaucratie est habituée à une diplomatie feutrée avec Londres, a été sidérée de voir M. Patten passer à l'offensive.

FRANCIS DERON

(1) Il a été convenu, pour ne pas paraître heurter de front la Chine, que la conclusion du contrat de vente de Mirage 2000-5 à Taïwan ne serait pas officiellement annoncée.

### Le Vatican accusé de freiner la normalisation de ses relations avec Jérusalem

La commission bilatérale formée par Israël et le Vatican en vue de normaliser leurs relations s'est réunie, jeudi 19 novembre, pour la première fois à Jérusalem, mais un haut responsable de l'Etat juif a accusé le Saint-Siège de ralentir le processus.

« Toutes sortes de prétextes sont avancés (par le Vatican) afin de ne pas nouer des relations diplomatiques dès que possible », a-t-il dit. A son avis, « les progrès sont bloqués pour des raisons religieuses et politiques ». Les deux parties sont néanmoins convenues de se retrouver, à Rome, dans les prochaines semaines. (AFP)

LIBAN : deux morts dans l'attaque d'une patrouille israélienne. - Dans la « zone de sécurité » contrôlée par Israël au Liban sud, deux miliciens libanais ont été tués et un soldat israélien grièvement blessé, mercredi 18 novembre, lors d'une attaque à la roquette anti-char et à l'arme automatique contre une patrouille israélienne. La Résistance chrétienne, une organisation chiite dans la mouvance du Hezbollah pro-iranien, a revendiqué cette attaque. (AFP)

## PAPEETE 5950 F

LA CORSE 680 F  
LISBONNE 990 F  
OUARZAZATE 1250 F  
LES ANTILLES 2435 F  
MEXICO 2800 F  
LOS ANGELES 2990 F  
BANGKOK 3580 F  
VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES

### Nouvelles Frontières. On ne vit que mille fois.

**NOUVELLES FRONTIERES**

Et après les lagons éblouissants et le vertige des fonds coralliens, dîner d'une langouste sur une terrasse où bruissent les palmiers, vous coûtera à peine plus cher que votre cabas en peau d'autruche.\*

\* La Polynésie avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 7 950 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64



## Europe : état des lieux

**L'Europe en chiffres**  
Troisième édition  
Office des publications officielles des Communautés Européennes  
256 p., 122 F

**La télévision des Européens**  
Serge Regourd  
La Documentation française  
Institut International d'Administration Publique  
collection  
Vivre en Europe  
338 p., 145 F

**L'Union européenne. Les Traités de Rome et de Maastricht**  
Textes comparés  
250 p., 65 F

**Les fonctions publiques locales**  
Comparaisons européennes : Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie  
Institut International d'Administration Publique  
collection  
Dossiers et débats  
120 p., 70 F

**Immigrés en Europe**  
Politiques locales d'intégration  
sous la direction de Didier Lapéronnie  
collection Les études de La Documentation française  
192 p., 75 F

**Les pays d'Europe occidentale**  
Edition 1992  
sous la direction d'Alfred Grosser  
collection Les études de La Documentation française  
344 p., 75 F

**L'EUROPE EN CHIFFRES**

**La télévision des Européens**

**L'UNION EUROPÉENNE LES TRAITÉS DE ROME ET DE MAASTRICHT**

**LES FONCTIONS PUBLIQUES LOCALES**

**Immigrés en Europe**

**Les pays d'Europe occidentale**

29, quai Voltaire 75007 Paris  
Tel. (1) 40 15 70 00

La documentation Française

## ASIE

### PAKISTAN

#### M<sup>me</sup> Bhutto appelle à la poursuite des manifestations

Alors que sa «longue marche» convoquée pour le 18 novembre n'a pratiquement pas pu se former en raison de l'ampleur d'un déploiement policier inédit depuis la fin du régime du général Zia (1988), et alors que des milliers de ses partisans ont été arrêtés, M<sup>me</sup> Benazir Bhutto a appelé jeudi 19 novembre ses partisans à descendre à nouveau dans la rue. Le chef de l'opposition pakistanaise a estimé que le gouvernement de M. Nawaz Sharif était «moralement fini».

Interpellée à la tête d'une colonne de manifestants à Rawalpindi, emmenée de force dans un avion à destination de Karachi, M<sup>me</sup> Bhutto, qui est âgée de trente-huit ans, avait été hospitalisée dans la nuit de mercredi à jeudi pour un check-up de routine. Le gouvernement lui a interdit de repasser dans la capitale, Islamabad, pendant un mois.

Le gouvernement a estimé avoir gagné sur toute la ligne : «La partie est finie. Le score est nettement à notre avantage», a déclaré M. Nisar Ali, l'un des plus importants lieutenants du premier ministre. — (AFP)

### CAMBODGE

#### Le repos des guerriers

Les quelque 18 000 «casques bleus» de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) seraient-ils des obsédés du sexe? C'est en tout cas ce qu'a affirmé mercredi 18 novembre la radio des Khmers rouges, captée par la BBC. La station du Parti du Kampuchéa démocratique, accusée tout particulièrement des Français de ne penser qu'à ça, a déclaré que les prostituées en service au Cambodge sont pour la plupart vietnamiennes, l'affaire devient politique : trop préoccupés «de plaisir sexuel» et parce qu'ils «se pavant avec les Vietnamiennes», les soldats de l'ONU n'auraient pas le temps, ni peut-être le goût, de contrôler «le retrait vietnamien du Cambodge».

On sait que les Khmers rouges, chassés du pouvoir à la fin de 1978 par les troupes de Hanoi, justifient leur refus de coopérer au plan de paix de Paris par la présence, dans leur pays, de très nombreux Vietnamiens (ils avancent le chiffre de un million) qui, même s'il s'agit de civils, ne peuvent, à leurs yeux, qu'être une «cinquième colonne» du voisin et ennemi historique. Comme pour donner crédit aux accusations des Khmers rouges, le médecin-chef de l'APRONUC a annoncé, le même jour, l'arrivée d'un demi-million de réfugiés, indique l'agence Reuters. «Je pense que ce sera suffisant», a-t-il sobriement commenté.

□ **Départ de «montagnards» vers les États-Unis.** — Un premier groupe de quarante-cinq anciens guérilleros du FULRO (Front uni pour la lutte des races opprimées) a quitté mercredi 18 novembre le Cambodge pour les États-Unis. Armés par la CIA, ces rebelles d'origine vietnamienne, surnommés «les montagnards», ont combattu les forces communistes dans toute l'Indochine depuis le début des années 60. Après l'établissement de la suprématie de Hanoi sur toute la péninsule, les membres du FULRO (environ quatre cents) s'étaient réfugiés dans les forêts cambodgiennes. Ils se sont livrés en octobre aux forces des Nations unies (APRONUC) (le Monde du 14 octobre). Washington a décidé de les recevoir tous à titre de réfugiés. — (Reuters)

□ **AFGHANISTAN :** explosion d'une bombe au ministère de la défense. — Une bombe a explosé jeudi 19 novembre au ministère de la défense à Kaboul, a annoncé l'agence Reuters. Huit personnes ont été blessées. Le ministre de la défense est le général tadjik Ahmed Shah Massoud, qui fait figure de «champion» des ethniques du nord de l'Afghanistan contre la traditionnelle hégémonie sur le pays des Pashtouns méridionaux. M. Massoud s'est aussi récemment opposé au leader intégriste Gulbuddin Hekmatyar depuis la victoire, en avril, des moudjahidines sur le régime communiste de l'ex-président Najibullah.

## AFRIQUE

ANGOLA : alors que la mobilisation militaire s'accroît dans tout le pays

### M. Savimbi se dit «prêt à accepter les résultats des élections»

Dans une lettre adressée au représentant des Nations unies à Luanda, M. Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA, s'est déclaré prêt «à accepter les résultats des élections présidentielles et législatives des 29 et 30 septembre, gagnées par le parti au pouvoir. Il continue cependant de qualifier ces scrutins de «fraudeux». Un terme «inadmissible», selon M<sup>me</sup> Margaret Anstee, le chef de la mission des Nations unies en Angola.

#### LUANDA

de notre envoyé spécial

Guerre ou paix? Le sort du pays est plus que jamais entre les mains de M. Jonas Savimbi, le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui, depuis la fin septembre, réaffirme les résultats des élections présidentielles et législatives.

M. Savimbi a le choix. Il peut accentuer la pression militaire, qu'il impose déjà dans les provinces. Il peut aussi accepter enfin le verdict des urnes. Les négociations pourraient alors reprendre leur cours interrompu, si toutefois le chef de l'UNITA reconnaissait la validité des accords de paix de Lisbonne et renonçait publiquement à la violence, comme l'exige en préalable le gouvernement.

Guerre et paix? Tel est aussi le choix du gouvernement et du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA). Devant les menaces brandies par l'UNITA, l'ex-parti unique marxiste-léniniste, aux affaires depuis seize ans, éviscéré pour son inefficacité, son incompétence, la corruption qui le ronge, a finalement refait son unité. Les divergences se sont estompées devant l'urgence. Les dissidents sont rentrés au bercail. Mais le consensus, cette fois, a suivi la ligne tracée par l'aile dure du parti. Les ordres sont donnés à l'UNITA, l'ont emporté.

Prônant la paix et le respect des accords de Lisbonne, signés le 31 mai 1991 par M. Savimbi et dos Santos, le MPLA, légitimé par son succès aux élections multipartites de septembre, pousse son avantage sur le terrain politique. Le président dos Santos a convoqué, plus pour la forme que pour la concertation — une réunion de tous les partis qui doit débattre, samedi, de la formation d'un gouvernement d'entente nationale et de l'ouverture, le 25 novembre, de la première session parlementaire de la deuxième République angolaise. Les ordres sont donnés à l'UNITA.

Les stratégies du MPLA et le président dos Santos ont cependant déjà choisi pour futur premier ministre l'actuel secrétaire général du parti, M. Marcelino Moco. Agé de trente-neuf ans, M. Moco est né à Ekunha, dans la province de Huambo, au centre du pays, le fief de M. Savimbi. Comme le chef de

l'UNITA, M. Moco est un Ovimbundu. Le gouvernement affiche donc clairement son intention de donner enfin à la principale ethnie du pays une place plus importante dans la gestion des affaires de l'Etat. Cette décision est évidemment destinée à prouver au pays que M. Savimbi n'est pas le seul représentant de la communauté ovimbundu. En formant bientôt son gouvernement, M. Moco devra aussi proposer plusieurs portefeuilles à d'anciens membres de l'UNITA entrés en dissidence, et notamment M. José Ndole, originaire de Cabinda, qui fut l'un des plus proches collaborateurs de M. Savimbi.

#### Réorganisation de l'armée

Cette soudaine accélération du processus politique ne peut être dissociée des manœuvres engagées au plan militaire par le MPLA. Après avoir évincé définitivement

occupés des provinces de Benguelo et du Kwanza Norte, avant de briser le siège de Malanje et reprendre le contrôle des régions diamantifères dans la province de Lunda Norte. A terme, l'armée angolaise veut bouter les hommes de M. Savimbi hors des grandes villes, les renvoyer dans la brousse et les couper de la frontière zairoise et de la côte de l'Atlantique.

Les déclarations de M. Savimbi indiquant qu'il serait prêt à reconnaître les résultats des élections ont été faites dans ce contexte de double pression, politique et militaire. Le chef de l'UNITA a plusieurs fois exprimé sa volonté de maintenir le dialogue avec le pouvoir. Mais il a refusé d'honorer deux rendez-vous qu'il avait pris avec le président José Eduardo dos Santos, préférant multiplier les démonstrations de force dans les provinces.

En répondant favorablement aux exigences de M. Marrack Goul-



l'UNITA de Luanda au cours du week-end meurtrier de la Toussaint, le gouvernement a commencé de réorganiser son armée, se préparant à l'affrontement sur le terrain. L'armée rappelle ses démobilisés et recrute à grande échelle.

Après l'offensive de Luanda contre l'UNITA, le gouvernement a voulu protéger les ports de Lobito et de Namibe. L'aviation, la marine et l'artillerie sont entrées en action pour contrer les avancées des soldats de M. Savimbi. De l'armement, récemment arrivé de Corée du Nord et de Bulgarie, a été déployé dans ces régions. Le gouvernement envisage maintenant de lancer ses troupes à l'assaut de Caxito et Nôlatando, les capitales

du régime de M. Savimbi. Le secrétaire général adjoint des Nations unies, qui a reçu le 10 novembre dans son sanctuaire de Huambo, M. Savimbi fait preuve de bonne volonté. Mais le chef de l'UNITA, qui attend la portée de ses déclarations en dénonçant toujours le caractère frauduleux des élections, tiendra-t-il parole? Des millions d'Angolais, après quatorze ans de lutte contre les colons portugais, puis seize ans de guerre civile, le souhaitent ardemment. Mais ils ont appris à connaître la versatilité de M. Savimbi et se demandent si celui-ci n'est pas de nouveau en train de gagner du temps.

FREDERIC FRITSCHER

### EN BREF

□ **ALGERIE :** assassinat d'un gendarme. — Un gendarme a été tué et un autre blessé, mercredi 18 novembre, à Azzew, près d'Oran. Le véhicule dans lequel ils avaient pris place est tombé dans une embuscade. Leurs agresseurs, qui n'ont pas été identifiés, ont réussi à prendre la fuite. — (AFP)

□ **ÉTATS-UNIS :** décès de la mère du président Bush. — La mère du président George Bush, M<sup>me</sup> Dorothy Walker Bush, est décédée à l'âge de quatre-vingt-trois ans, d'une congestion cérébrale, jeudi 19 novembre, à son domicile de Greenwich (Connecticut), a annoncé la Maison Blanche. M. Bush s'était rendu précipitamment dans la maison à son chevet. — (AFP, UPF)

□ **GUATEMALA :** découverte d'un nouveau charnier. — Des anthropologues ont découvert, dans une région isolée du nord du Guatemala, vingt-six squelettes de paysans indiens, dont ceux de deux enfants et d'une femme enceinte, a annoncé, mercredi 18 novembre, le Conseil national des veuves, à Guatemala. Pour cet organisme, il ne fait aucun doute que ces paysans, dont les cadavres ont été trouvés dans des trous, ont été tués par l'armée, au début des années 80. Par ailleurs, les représentants de quelque quarante-cinq mille Guatémaltèques exilés au Mexique ont demandé à la communauté internationale de «supprimer» les proches retour au pays, pour veiller notamment à leur sécurité. — (UPI)

□ **LIBÉRIA :** le Conseil de sécurité de l'ONU a voté un embargo sur les armes. — A l'unanimité, le Conseil de

sécurité de l'ONU a décidé, jeudi 19 novembre, à New-York, un embargo «général et complet» sur les armes destinées au Libéria. Cette mesure ne s'appliquera pas aux forces de maintien de la paix de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), cette exemption pouvant, toutefois, faire l'objet d'un «réexamen», si nécessaire. Avant le vote, des divergences sont apparues au sein du Conseil : la France et les États-Unis, notamment, hésitaient à donner carte blanche aux troupes ouest-africaines, dont la neutralité dans le conflit libérien a été mise en doute. — (AFP, Reuters)

□ **LIBYE :** le Parlement accepte un «plan d'ajustement» sur l'industrie de Lockerbie. — Le Congrès général du peuple (Parlement) a réaffirmé, mercredi 18 novembre, dans un communiqué publié à l'issue d'une session de quatre jours à Syrte, son accord pour que les deux Libyens soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat contre un Boeing 747 de la PanAm au-dessus de Lockerbie en Écosse (270 morts en 1988) soient traduits devant un tribunal «équitable et intègre au sujet duquel il faut se mettre d'accord». Le Congrès a aussi renouvelé sa «déclaration de terrorisme sous toutes ses formes». — (AFP)

□ **MAROC :** libération d'un ancien détenu du bagne de Tazmamart. — M. Ghani Achour, un ancien détenu du bagne de Tazmamart (qui a été fermé l'an dernier), a été libéré, jeudi 19 novembre, à la suite d'une grâce royale. Condamné à la détention à perpétuité après la tentative de coup

d'État de Skhirat en 1971, M. Achour avait vu récemment sa peine commuée en trente années de prison. — (AFP)

□ **PEROU :** attentats du Sentier lumineux et reddition de rebelles. — Au moins seize personnes ont été tuées dans des attentats commis en divers endroits du pays, mercredi 18 et jeudi 19 novembre, deux premiers jours d'une grève déclenchée par le mouvement maoïste du Sentier lumineux, qui appelle au boycottage du scrutin de dimanche pour l'élection d'une Assemblée constituante. Par ailleurs, cinquante-deux rebelles du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru et neuf du Sentier lumineux se sont rendus jeudi à Tarapoto (900 kilomètres au nord-est de Lima). Ces redditions portent à environ 1 400 le nombre des guérilleros qui ont déposé les armes ces derniers mois. — (AFP)

□ **Visite de M. Kiejsman en Afrique australe.** — Le ministre français délégué aux affaires étrangères, M. Georges Kiejsman, effectuera jusqu'au 24 novembre une tournée en Afrique australe. Après le Botswana et la Zambie, M. Kiejsman était attendu au Mozambique — où il devait s'entretenir, samedi 21 novembre, avec le président Joaquim Chissano — puis en Afrique du Sud. Le ministre français devrait y rencontrer le président Frederik De Klerk, le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, et le chef du mouvement Inkatha, à dominante zouloue, M. Mangosuthu Buthezi. — (AFP)

قائمة المراجعين



Le Monde

## Le Monde ESPACE EUROPEEN

# Les week-ends du Vieux Continent

Les Européens sont aussi occupés les samedi et dimanche que pendant le reste de la semaine. Mais entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, le temps n'est pas dépensé de la même manière

**L**e week-end est une idée relativement neuve en Europe. Mais son usage s'est transformé au fil du temps. Cet anglicisme introduit dans la langue française en 1906, qui devra attendre les années 20 pour être couramment utilisé, s'apparentait auparavant à une parenthèse dans le bruit et la fureur de la semaine et désignait une saignée de vacances et de liberté, parfois tempérée par l'ennui. Aujourd'hui, le week-end a en partie perdu cette spécificité. Il est devenu un appendice de la semaine, un « réservoir » de temps que les Européens utilisent pour combler les retards accumulés pendant la semaine.

Le premier responsable est sans doute le temps lui-même. L'enquête réalisée par Information et publicité (IP), la revue publicitaire de RTL, baptisée « Euro Time Survey » (1), qui porte sur la façon dont les habitants de vingt pays d'Europe - Europe centrale comprise - organisent leur « budget-temps », indique que la journée des citoyens du Vieux Continent comporte non pas vingt-quatre heures (soit 1440 minutes) mais un peu plus de 29 heures en moyenne (1744 minutes) tant l'habitude a été prise de faire plusieurs choses à la fois, comme prendre le métro ou l'autobus et lire pendant le trajet, s'occuper d'enfants en jetant un oeil au petit écran, etc.

C'est en Europe du Nord - Allemagne, Suède et Danemark - que le jour est le plus long (32 heures pour nos voisins d'outre-Rhin, par exemple) tandis que le budget-temps quotidien des Italiens, des Grecs,

des Luxembourgeois et des Français ressemble davantage à un long fleuve tranquille, puisqu'il totalise un peu moins de 27 heures.

L'enquête d'IP classe plusieurs types d'occupations, en semaine et durant le week-end : celles, obligatoires, qui sont liées à la vie biologique, comme l'hygiène, le repos, le sommeil, ou à la vie sociale (travail et transports), alors que d'autres activités - loisirs, hobbies, rencontres conviviales, fréquentation des médias, etc. - sont laissées à la discrétion des individus. Ce sont ces dernières qui, a priori, devraient figurer de préférence au menu du week-end. Toutefois, la frontière n'est pas toujours aussi nette. Ainsi, le sommeil peut relever à la fois de la contrainte biologique, du loisir ou du plaisir, et le repas s'apparente à une corvée ou à une fête. Et le temps libre est une denrée que les Européens sont désormais habitués à consacrer également pendant la semaine.

En semaine, les Européens disposent en moyenne de 559 minutes quotidiennes de temps libre. Parmi les vingt pays d'Europe étudiés, ce sont les Suédois, talonnés par les Danois et les Polonais, qui disposent du volume quotidien de temps libre le plus important - 740 minutes par jour - tandis que les Italiens et les Luxembourgeois jouent les lanternes rouges, avec respectivement 459 et 441 minutes.

Les Suédoises sont mieux loties que leurs compatriotes, puisqu'elles disposent de 24 minutes de temps libre de plus qu'eux. Ce qui n'est pas le cas des femmes portugaises, dont le temps libre est inférieur d'une dizaine de minutes à la



moyenne de la population lusitanienne (484 minutes par jour). L'évolution des mentalités et la culture propre à chaque pays n'y sont, bien entendu, pas étrangères.

Le week-end n'échappe pas aux appétits du dieu Chronos, puisque le « budget-temps » européen est de plus de 28 heures le samedi et le dimanche, soit une petite heure de moins qu'en jour de semaine. Certes le budget temps libre augmente : 673 minutes le samedi, 653 le dimanche, gain dont profitent en priorité, une fois encore, les Scandinaves. Mais les Européens ne

modifient que légèrement leur « budget-temps » dévolu aux activités obligatoires. Ils dorment en moyenne une heure de plus et se relaxent davantage.

D'autres particularités sont plus étonnantes. Ainsi, pendant le week-end, l'Italien accorde davantage de temps aux « soins de beauté », alors qu'en semaine c'est l'Australien qui leur consacre le plus de temps, les populations scandinaves semblant manifester pour leur part une certaine indifférence envers leur miroir. Pendant le week-end, les citoyens du Royaume-Uni sacrifient

aux enfants quasiment le double du temps qu'ils leur accordent en semaine. Il n'y a guère que les Tchèques, les Hongrois ou les Polonais, à leur emboîter le pas.

Les achats courants, pratique traditionnelle du week-end, sont le fait de la majorité des populations d'Europe occidentale, et surtout des Belges et des Allemands de l'Ouest, champions en ce domaine, mais pas des Hongrois, des Tchèques et des Polonais, faute sans doute de réseau commercial et de pouvoir d'achat. Trois pays consacrent quelques minutes de leur précieux fin de semaine à des tâches administratives : les Néerlandais, les Britanniques et les Français, tandis que les Italiens, les Allemands et les Britanniques occupent presque une heure par week-end au travail.

Ce sont surtout les activités conviviales et ludiques, généralement liées à l'image du week-end, qui font apparaître des différences entre Européens et acquiescent une ligne de partage entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, mais aussi entre les pays où l'empreinte religieuse reste forte et les autres. Les Latins, et surtout les Espagnols et les Français, consacrent environ une demi-heure de leur week-end à la promenade, ce que font aussi les habitants d'Europe centrale, mais guère ceux des pays scandinaves et des îles britanniques. De même, les Occidentaux déjeunent ou dînent fréquemment hors de leur domicile le samedi ou le dimanche - et surtout les Français - tandis que ce plaisir est rare à l'Est.

En revanche, les habitants du Nord de l'Europe profitent du

week-end pour recevoir à domicile ou rendre visite à des amis, à raison de plus de deux heures, contre à peine une heure en Grèce ou en Espagne, où les préférences incitent plutôt à « prendre un verre » à l'extérieur. Le jardinage est un hobby peu prisé à l'Ouest (sauf en Italie, mais de façon mineure) alors qu'en Europe centrale, où il peut également être une source d'approvisionnement ou de revenus, il occupe plus d'une heure pendant le week-end.

Toutefois, certaines occupations dépassent cette ligne de partage, comme la lecture et la pratique religieuse. En Europe, les Néerlandais et les Britanniques d'une part, les Hongrois et les Polonais d'autre part, sont ceux qui lisent le plus pendant le week-end. Et ce sont les Irlandais et les Polonais qui prennent le plus de temps à prier en se rendant aux offices, alors que les Italiens sont les plus pieux en semaine. Un choix qui n'est pas celui des Scandinaves, qui préfèrent lire des journaux ou écouter la radio, tandis que les Néerlandais sont les seuls Européens à dépenser du temps en « loisirs artistiques ».

YVES-MARIE LABÉ

(1) Enquête « Euro Time Survey » réalisée auprès de 9 774 personnes âgées de 15 ans et plus dans 20 pays, par extensions en seize langues, menées du 23 septembre au 20 octobre 1991, publiée le 5 novembre 1992 par Information et publicité, 31, rue du Colisée, 75008 Paris. Tél. : 40-75-53-96.

## BRUXELLES-STRASBOURG

### Réformer la Cour européenne des droits de l'homme

STRASBOURG

de notre correspondant

**L**es chefs d'Etat ou de gouvernement des vingt-sept pays membres du Conseil de l'Europe, qui se réuniront pour la première fois en octobre de l'année prochaine à Vienne, auront à se prononcer sur la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme. C'est en tout cas l'objectif que se sont fixés les responsables de Strasbourg : « Le sommet des Vingt-Sept devra acter la réforme », estime M. Olivier Stirn, représentant permanent de la France auprès de l'institution européenne.

L'idée d'une refonte complète de l'organisation chargée de juger les atteintes aux droits de l'homme n'est pas nouvelle. La réflexion a commencé en 1985. Aujourd'hui, il est courant d'entendre les experts chargés des travaux dire : « Les discussions à notre niveau sont épuisées, seule une décision politique pourra déboucher la situation ». La nécessité et surtout l'urgence d'effectuer une réforme ont même été affirmées par les ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept

qui, en novembre 1991, classaient « en première priorité » l'amélioration des mécanismes de contrôle de la Convention européenne des droits de l'homme.

Les experts de Strasbourg sont formels. Pour eux, il ne peut être question de se contenter de demi-mesures. Il s'agit d'effectuer une « réforme radicale », car la situation n'est plus tenable. Leur argumentation est solide : il s'écoule en moyenne un peu plus de cinq ans entre le moment où une plainte est déposée et celui où une décision finale est prise ; l'engorgement est tel que à la fin de septembre dernier, 2 485 affaires, dont 1 582 n'avaient pas bénéficié d'un début d'examen, étaient en instance devant la Commission, chargée d'étudier la recevabilité des plaintes, et 62 étaient pendantes devant la Cour à la même date.

Celle-ci rendait sept arrêts en 1981 et trente-quatre au terme des huit premiers mois de cette année ; en raison du « suocro » croissant de la juridiction européenne et de l'augmentation des Etats concernés (le nombre des pays membres pourrait atteindre une quarantaine dans un avenir proche avec l'adhésion

des nouvelles Républiques de l'ex-bloc soviétique), la durée des procédures pourrait doubler si les choses restaient en l'état ; ce qui est d'autant plus « inacceptable » que les plaignants ne peuvent déposer une requête à Strasbourg qu'une fois les voies nationales épuisées, c'est-à-dire après plusieurs longues années de procédures.

Actuellement, deux projets sont sur la table. Le premier, qui a de loin la préférence de l'administration de Strasbourg et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, est soutenu par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la Hongrie, la Norvège et la Suisse. La France n'a pas encore arrêté sa position, mais M. Stirn estime que Paris devrait rallier le point de vue de ces pays. Dans ce cas, il s'agit de créer une cour unique fonctionnant à plein temps.

Outre l'accélération des procédures qui ne devraient pas dépasser un délai de deux ans, ses partisans y voient la fin de la concurrence et de la rivalité entre la Cour et la Commission actuelles. Ce qui donnerait à la juridiction européenne un caractère judiciaire bien plus marqué, la transformant en institu-

tion plus facile à comprendre pour le grand public.

Dans l'autre camp, figurent notamment la Suède et les Pays-Bas qui préconisent un système à deux niveaux, la Commission agissant en qualité de tribunal de première instance et la Cour comme cour d'appel. Cette formule soulève de vives réticences chez les experts européens qui n'y voient aucun avantage en matière de réduction des délais de procédure. De plus, ajoutent-ils, les doubles emplois et les répétitions dont souffre le mécanisme actuel ne seront pas éliminés par le schéma néerlandais-suédois.

De son côté, le Royaume-Uni, appuyé par l'Espagne, tente de freiner le mouvement en demandant un « statu quo amélioré », nécessitant simplement quelques aménagements. Pour les tenants de la « réforme radicale », prendre cette voie ne serait que du « bridage, un patchwork de réformes ». Les Britanniques sont de « bons clients » (158 plaintes déposées de janvier à septembre derniers) de la Cour européenne des droits de l'homme en raison notamment d'une parfaite connaissance des voies de recours offertes par Strasbourg.

De ce fait, la Commission et la Cour sont conduites à se prononcer fréquemment sur les pratiques des administrations anglaises. Or, l'adoption de l'un ou l'autre des projets de réforme en concurrence éliminera la bizarrerie actuelle de la Convention. Le comité des ministres du Conseil de l'Europe n'aura plus en effet de fonction judiciaire, au moins pour les recours individuels contre un Etat.

Se dessinerait d'un tel pouvoir de blocage lorsqu'une affaire peut être gagnante sur le plan intérieur et sur la scène internationale n'est pas aisé pour un gouvernement quel qu'il soit. A ce stade, seuls les gouvernements de Londres et de Madrid laissent entendre qu'ils ne sont pas prêts à se soumettre complètement à une juridiction internationale. D'autant que l'ambition affichée par l'institution de Strasbourg est de devenir à terme une véritable Cour constitutionnelle pour les pays européens membres de l'organisation. C'est dire l'enjeu politique de la question qu'aura à trancher le sommet de Vienne.

MARCEL SCOTTO

### De nombreux projets de tribunal international

Ces derniers mois, les projets de cours, de tribunaux ou d'instances d'arbitrage au niveau européen et international ont proliféré. A l'occasion du conflit yougoslave, l'idée des Nations unies, vieille de plus de quarante ans, de créer une cour pénale pour juger les crimes de guerre a refait surface. Le Conseil de l'Europe a offert ses bons offices. En décidant d'envoyer des missions d'enquête en Bosnie-Herzégovine, le Conseil de sécurité de l'ONU a repris l'initiative, écartant ainsi provisoirement au moins l'offre de Strasbourg.

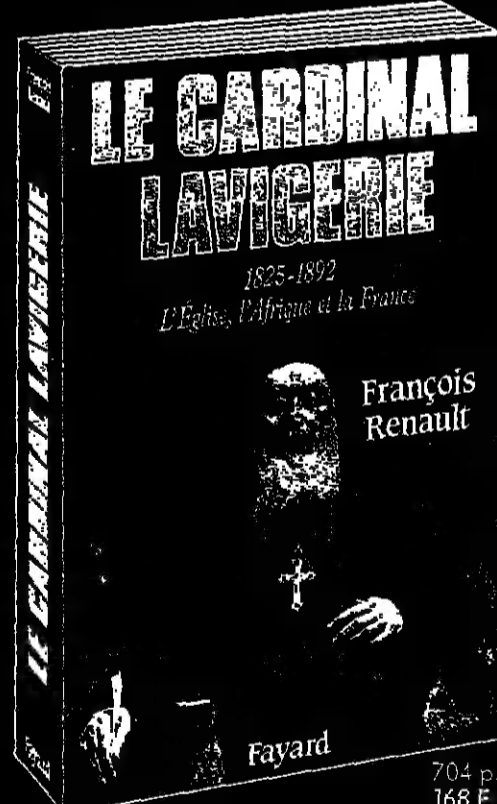
De son côté, lord Owen, coprésident de la conférence de paix sur l'ex-Yugoslavie, a fourni l'occasion au Conseil de l'Europe de prendre sa part dans les tentatives de règlement de la question bosniaque et, par exten-

sion, dans les solutions possibles aux difficultés qui se posent dans les nouvelles Républiques d'Europe centrale et orientale et de l'ex-URSS. Il a en effet demandé aux Vingt-Sept, de créer un « comité mixte » avec les représentants des gouvernements concernés. Ce comité serait chargé de faire respecter les principes fondamentaux des droits de l'homme, en attendant que les nouveaux Etats soient en mesure d'adhérer à l'organisation de Strasbourg.

Au sein de la CSCE, le Conseil de l'Europe tente aussi de jouer un rôle plus important. Il a été ainsi proposé la création d'un « panel » d'une dizaine de personnes pouvant être saisi par les Etats, les individus, les minorités, les organisations non gouvernementales ou les institutions inter-

M. S.

## Un cardinal hors série



Rien ne fut étranger à cet homme de pensée et d'action... Relevant les défis de son siècle, et spécialement l'affrontement entre la société moderne et l'Eglise, attentif au problème de l'union des Eglises... Lavigerie fut un témoin de l'Evangile. Toute sa vie, il resta fidèle à sa devise épiscopale : Caritas, la charité - démarche de l'apôtre qui s'adresse au cœur de l'homme, au-delà des barrières de races, de religions et d'idéologies, pour l'ouvrir à la vérité qui libère.

Joseph Vandrille, La Figure

Cette biographie très documentée, excellemment écrite, restitue toute une époque et rend vie à l'un de ses acteurs exceptionnels.

La Vie

**L'Histoire**  
chez  
**FAYARD**



## Europe : état des lieux

### Les Constitutions de l'Europe des Douze

Textes rassemblés et présentés par Henri Oberdorff collection Retour aux textes 370 p., 180 F

### L'Europe des Communautés

Nouvelle édition 92 collection Les notices 176 p., 75 F

### L'Europe dans le monde

collection Cahiers français 128 p., 55 F

### L'Europe des universités

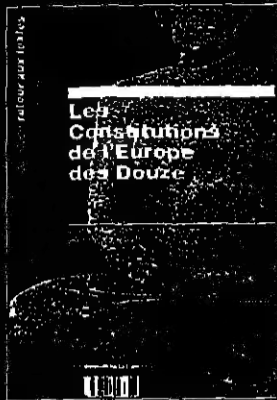
L'enseignement supérieur en mutation Françoise Massi-Folléa Françoise Epinette collection Les études de la Documentation française 174 p., 75 F

### Sécurité et coopération en Europe

Les textes officiels du processus de Helsinki (1973-1992) rassemblés et présentés par Emmanuel Dacaux collection Retour aux textes 460 p., 180 F

### L'Europe des Douze

La Documentation française Mallette pédagogique (75 diapositives et leur livret de commentaires, un calendrier mural et l'ouvrage "L'Europe en chiffres"), 480 F



29, quai Voltaire 75007 Paris  
Tél. (1) 45 13 70 00

La documentation Française



## ESPACE EUROPEEN

# La presse serbe sous haute surveillance

M. Milosevic contrôle les médias officiels et fait pression sur les indépendants pour promouvoir ses buts de guerre

BELGRADE

de notre correspondant

**E**N Histoire, les Serbes sont intarissables. Ils racontent avec force détails la bataille du champ-aux-merles, le front de Salonique, les déclarations de Churchill ou celles du général de Gaulle. Sur l'actualité récente, ils sont moins fiers. Ils ignorent à peu près tout de ce qui se passe dans leur pays, ou plus exactement dans l'ex-Yugoslavie.

La jeune équipe de l'institut d'études politiques de Belgrade vient d'en faire l'expérience. Dans une enquête effectuée en juillet dernier, elle a constaté que 20 % seulement des personnes interrogées répondaient correctement à la question : « Qui a pignoné Sarajevo en mai et juin depuis les hauteurs qui dominent la ville ? »

La propagande et la désinformation ont supplanté depuis longtemps l'information rigoureuse. Les médias et surtout la télévision officielle de Belgrade ont nourri les passions nationalistes et manipulé l'opinion pour encourager les efforts de guerre. Au nom, bien sûr, de l'intérêt national. Depuis le 5 avril dernier, la télévision de Belgrade a parlé quotidiennement des bombardements subis par la capitale bosniaque, mais sans jamais préciser qui en sont les auteurs. Elle a chanté les louanges des « actions défensives serbes » contre les offensives menées par « la coalition islamico-catholique », c'est-à-dire par les forces musulmanes et croates.

Il faudra attendre le journal télévisé du 31 mai au matin pour entendre pour la première fois qu'« en raison des bombardements serbes de Sarajevo », le

Conseil de sécurité des Nations unies avait décrété dans la nuit un embargo international contre la Serbie et le Monténégro...

La guerre des médias a précédé le conflit armé dans l'ex-Yugoslavie. Liées au régime de chacune des républiques yougoslaves, la presse, la radio et la télévision avaient petit à petit instillé l'intolérance et la haine à l'égard des autres nationalités et créé un climat d'insécurité qui avait poussé à l'armement massif.

Lorsque la guerre a éclaté, en Slovaquie, en Croatie puis en Bosnie, les premiers objectifs de l'armée de l'air serbo-yougoslave ont été les émetteurs de télévision. Sur les territoires revendiqués par les Serbes, les émetteurs ont été pris par l'infanterie sans provoquer de dommages et immédiatement rattachés au réseau de Belgrade.

### Un fanatisme aveugle

Depuis lors, les images de la guerre savamment sélectionnées éveillent, même chez les plus pacifiques, un fanatisme aveugle qui pousse à la guerre. Les corps mutilés, les villages brûlés « par l'ennemi », qui défilent chaque soir devant des millions de téléspectateurs serbes banalisent sciemment la mort et engendrent des pulsions agressives.

La pression médiatique sur la population serbe a permis aux « seigneurs de la guerre » de devenir invulnérables et au régime de M. Milosevic de se maintenir en dépit de la contestation. Grâce au contrôle total des médias, l'homme fort de la Serbie et son Parti socialiste (ex-communiste) ont gagné les premières élections « libres » fin 1990. Les médias de Belgrade sont alors une « garde prioritaire » du pouvoir serbe qui devient la première cible du mécontentement de l'opposition.

### Un message simpliste

En dépit des multiples manifestations pour dénoncer la mainmise sur la télévision de Belgrade, contre lesquelles il n'hésite pas à sortir les chars (mars 1991) ou à déployer les unités spéciales de la police du Kosovo ou de la Krajina (mars et juillet 1992), le président serbe ne cède pas. Au contraire. Il a nommé le 24 octobre dernier au sein de la direction du Parti socialiste au pouvoir le directeur de la télévision, M. Miodrag Vucelic, dont la démission a été réclamée non seulement par l'opposition mais aussi par les autorités fédérales yougoslaves.

Fustigé par la communauté internationale qui le considère comme le principal responsable de la guerre dans l'ex-Yugoslavie, M. Milosevic a besoin plus que jamais des médias pour remporter les élections législatives et présidentielles anticipées prévues en Serbie le 20 décembre prochain. Il se moque donc des menaces de boycottage de l'opposition qui dénonce quotidiennement le « lavage de cerveau » opéré par la télévision publique serbe.

A moins de deux mois d' scrutin, il accentue la pression idéologique. Le message quotidien de la télévision est simple : la Serbie, injustement punie par la communauté internationale qui veut imposer dans les Balkans « l'ordre nouveau », a résisté jusqu'à présent au diktat de l'étranger grâce à la politique du président Milosevic ; l'embargo ne doit pas justifier la capitulation du peuple serbe mais doit au contraire l'encourager à développer ses propres ressources ; la politique de compromis du gouvernement fédéral de M. Panic et du président yougoslave, M. Cosic, implique des

concessions inutiles et dangereuses qui peuvent être assimilées à une trahison de l'intérêt national serbe.

Tel est le discours monocorde de la télévision que personne ne viendra troubler puisque le petit écran, interdit depuis longtemps à l'opposition, a été fermé aux dirigeants yougoslaves. M. Panic notamment s'est vu refuser en octobre le droit de s'adresser à la population.

Compte tenu du prix des journaux et de la chute vertigineuse de niveau de vie, la télévision joue en Serbie un rôle de plus en plus important pour la formation de l'opinion. Son manichéisme volontaire se reflète donc sur l'ensemble de la société qui a perdu devant le petit écran tout esprit critique. Les effets sont inquiétants, estiment les spécialistes, qui parlent de l'hypnose des téléspectateurs et de leur incroyable crédulité.

Certaines études affirment que 60 % de la population « croient aveuglément » aux informations qui sont rapportées par la télévision. Les résultats transparaissent dans les sondages de l'institut d'études politiques de Belgrade qui constate que plus de 91 % des personnes qui ont pour seule source d'informations les médias officiels sont mal (43,5 %) ou moyennement (48,1 %) informées.

### Les démocrates mieux informés

Ceux qui en revanche ont les moyens et la volonté de se tourner vers les médias indépendants ne sont plus que 13 % à être mal informés. Ce sondage effectué en juillet révèle également que les défenseurs de la politique de M. Milosevic et de son allié ultranationaliste Vojislav Seselj sont en grande partie mal informés tandis que les partisans de l'opposition démocratique sont relativement bien informés.

C'est pourquoi M. Milosevic s'est employé à réduire au maximum la marge de manœuvre des médias indépendants apparus avec le pluralisme politique en 1990. En dépit des pressions et des nombreuses purges dans les principales rédactions, la presse écrite a peu à peu échappé au contrôle du régime serbe. La remise en cause de la politique de M. Milosevic par les intellectuels serbes et l'Eglise orthodoxe au printemps dernier a conduit notamment plusieurs journaux à dire « officiels », comme *Politika* et *Politika Express* à prendre leurs distances vis-à-vis du pouvoir. Toutefois, ces deux quotidiens belgradois qui sont menacés par un projet de nationalisation ont une autonomie très limitée.

Même si M. Milosevic ne contrôle plus directement que *Vecernje Novosti*, tabloïd du soir à grand tirage, il ne s'inquiète pas de l'« insoumission » de la presse écrite qui a perdu en un an plus de la moitié de ses lecteurs en raison de la baisse du pouvoir d'achat. La télévision est plus que jamais la source principale d'information, en province encore plus qu'à Belgrade.

### Manque de moyens pour « Borba »

*Borba*, le premier quotidien indépendant de Belgrade, vend quelque 30 000 exemplaires, dont 40 % dans la capitale et ses environs et 25 % en Voïvodine, province multinationale du nord de la Serbie. Dans le cœur de la Serbie et en particulier dans le Sud, traditionnellement favorable à M. Milosevic, *Borba* n'arrive pas à élargir son marché.

Par manque de moyens financiers et de réseaux de publicité, explique son directeur, M. Ivan Mrdjen. Le journal, comme le reste des médias indépendants,

n'a pas accès aux fiefs de M. Milosevic. Celui-ci a d'ailleurs muselé la presse et les radios régionales comme à Valjevo, Kragujevac et Kraljevo pour étouffer toute opposition. Comme il l'avait fait avant avec la presse des minorités ethniques, notamment hongroise et albanaise.

Il a empêché également la diffusion des deux chaînes de télévision indépendantes de Belgrade, Studio B et TV Politika sur l'ensemble de la Serbie. Ces deux stations en effet ne peuvent être capées qu'à Belgrade comme c'est d'ailleurs le cas pour plusieurs stations de radio indépendantes et notamment pour celle des étudiants B-92.

Cette radio est la seule avec l'hebdomadaire *Vreme* à transgresser les normes du nationalisme serbe en mettant systématiquement des guillemets aux appellations concernant les « républiques » autoproclamées par les Serbes, en Bosnie et en Croatie.

De plus, l'influence de M. Milosevic sur les médias indépendants est également indirecte puisque ceux-ci sont contraints de se servir pour leurs bulletins d'information des dépêches de l'agence officielle Tanjug. Cette agence autrefois réputée être devenue dès la fin de 1991 un outil de propagande serbe qui a développé « le journalisme patriotique », selon l'expression consacrée à Belgrade.

En dépit des efforts des deux chaînes indépendantes de télévision qui retrasmittent quotidiennement une série de reportages étrangers sur la Yougoslavie, les bulletins d'information reprennent, bon gré mal gré, à travers Tanjug, la rhétorique ultra-nationaliste propre aux situations de guerre.

FLORENCE HARTMANN

## COLLOQUES ET DEBATS

### « Une politique régionale est-elle nécessaire au développement de l'Europe ? »

Europe et société, qui se propose de réunir les acteurs politiques, économiques et sociaux de l'Europe, organise les 26 et 27 novembre à Rennes, avec *Ouest-France*, la ville de Rennes et la région Bretagne, un colloque pour examiner les rapports entre les villes, les régions et la Communauté.

► Europe et société, 14, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : (1) 45-01-55-47.

### « L'Europe de 1993 et la vie quotidienne des Français »

Le Centre de perfectionnement et de formation des journalistes organise sur ce thème un stage de cinq jours qui mènera les participants de Paris à Bruxelles et leur permettra de mieux comprendre ce qui sera l'actualité de demain, avec l'entrée en vigueur du grand marché, en attendant l'union politique et monétaire.

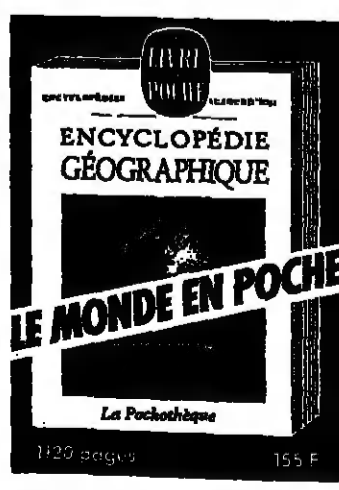
► Du 7 au 11 décembre. Renseignements : CPJ, 31, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : (1) 45-08-86-71.

Ils répondent aux questions qu'ils n'ont pas toujours envie d'entendre.

Chœur de l'Écriture

2 France

Dimanche 22 novembre à 12 h,  
François-Henri de VIRIEU  
reçoit François BAYROU





## ESPACE EUROPEEN

# Le tourisme grec en quête d'un second souffle

Les effets de la guerre du Golfe s'estompent, mais la détérioration des infrastructures et une nouvelle taxe menacent la reprise

ATHÈNES

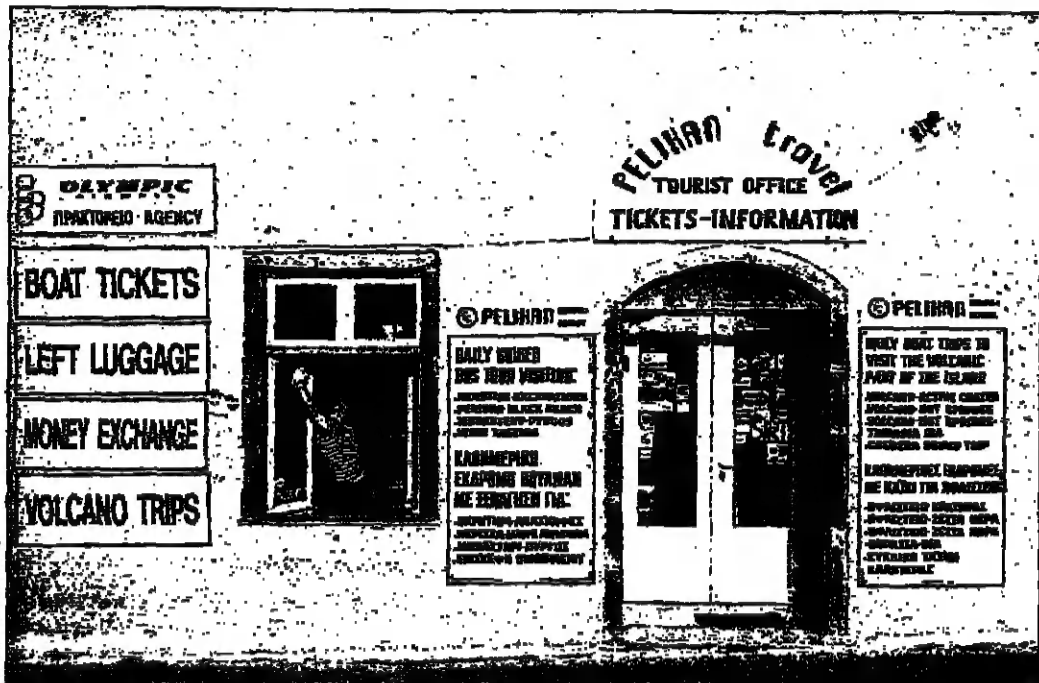
de notre envoyé spécial

L'AIR est doux et le ciel bleu, en ce début novembre, même si la pollution athénienne pique la gorge lorsque le vent n'est pas là pour dissiper le fameux nuage gris. Dans son bureau, au sous-sol du Divanis Palace Acropolis, l'un des plus beaux hôtels de la chaîne d'hôtels Aristotelis Divanis trône devant quatre énormes coffres-forts. Cheveux blancs rejetés en arrière, moustache, l'allure d'un patriarche sévère, le président de la Chambre des hôteliers grecs fait venir une interprète pour traduire dans un meilleur anglais que le sien des propos tenus d'une voix ferme. La rumeur du hall, rempli de touristes italiens et américains en permanence, parvient jusqu'au bureau.

Toute cette agitation ne respire pas la crise. Et pourtant, le tourisme hellénique, qui rapporte l'équivalent de quelque 20 milliards de francs par an au pays, ne s'est pas encore remis de la crise du Golfe. Déjà, dans les années précédentes, quelques actions terroristes, comme le détournement du navire *City of Potos*, en juillet 1988, avaient refroidi certains touristes. La guerre du Golfe a transformé ce tassement en désastre. Ainsi l'activité touristique avait-elle, d'avril à juin 1991, chuté de 30 %.

Certes, le bilan de cette année s'annonce bien meilleur en termes de fréquentation. Mais pas sur le plan financier, précise Aristotelis Divanis, car les programmes sont vendus avec un an d'avance, et pour vendre les leurs en 1991, l'année de la guerre, les hôteliers ont dû baisser leurs prix.

Quant au retour des visiteurs, il est évident, à travers les chiffres déjà disponibles pour 1992. D'autant que, de façon paradoxale, la guerre qui déchire les Balkans à ses portes a profité jusqu'à maintenant à la Grèce : en détournant vers elle les flux de touristes qui allaient brouter sur les pentes des montagnes de la Yougoslavie - Solta, Zadar, en



L'office du tourisme à Santorini.

rien aussi vers les anneaux de ses ports les nombreux yachts qui mouillaient dans les eaux désormais brillantes de Dubrovnik. A l'inverse, le nombre de touristes qui arrivaient via la Yougoslavie était minime, l'essentiel des visiteurs venant par avion de l'Europe du Nord, ou par ferry-boat d'Italie.

### Le retour des Américains

An total, sur les sept premiers mois de 1992, la Grèce a enregistré l'arrivée de plus de 5 millions de touristes, soit 24,1 % de plus que pour la période correspondante de l'année précédente. Le chiffre le plus significatif de ce regain de faveur est sans doute celui des Américains, en hausse de 66,1 %,

avec plus de 160 000 arrivées. A l'inverse, les Français, avec 306 569 touristes, enregistrent seulement une augmentation de 17,9 %.

Les visiteurs européens constituent les quatre cinquièmes des touristes. Parmi ceux-ci, les Britanniques ont été les plus nombreux (1 164 487), devant d'une courte tête les Allemands (1 128 840), qui laissent loin derrière les Français, puis les Italiens, pratiquement à égalité avec les Hollandais, qui font les 300 000.

Mais ces chiffres ne suffisent pas à satisfaire les professionnels et le secrétariat général au tourisme. Car la Grèce, en s'endormant au soleil qui chauffe ses monuments, parce qu'elle se savait forte de ses 15 000 kilomètres de côtes ouvertes sur la Méditerranée, a fini par perdre de son attrait, au fil des années. Certes, son patrimoine archéologique demeure unique, et son climat sans doute le plus élément de l'Europe des Douze.

La Grèce a su, globalement, éviter les « murs de béton » qui défigurent les Baléares espagnoles ou la Côte d'Azur française, même si on construit dans une certaine anarchie jusqu'au bord des plages. Néanmoins, elle est confrontée à des difficultés communes aux destinations touristiques méditerranéennes. Avec le temps, et faute d'investissements, l'infrastructure touristique, hôtelière en particulier, s'est dégradée : « C'est dommage », dit M. Hervé, directeur de Syrak, l'un des tour-opérateurs français spécialistes de la Grèce, « parce qu'ils ont tout, le soleil, la mer, la culture ; là où le bât blesse, c'est la qualité de l'hôtellerie ».

### Un créneau bas de gamme

C'est ainsi que la Grèce est devenue une destination surtout prise par les touristes désargentés, qui présentent l'inconvénient majeur de consommer peu - au moins des produits apportés avec eux - et de rapporter peu de devises. En outre, sur ce créneau bas de gamme, la Grèce subit désormais la concurrence de la Turquie et de l'Égypte.

Quant à la population, son hospitalité légendaire, en particulier dans les îles, a parfois fini par faiblir - comme en Corse par exemple - au rude contact de ces touristes citadins qui, au plus fort de l'été, débarquent par milliers dans ces sociétés rurales jusqu'alors fermées sur elles-mêmes. La population d'une île peut ainsi passer brutalement de quelques centaines d'habitants en hiver à plusieurs milliers, avec les conséquences que l'on devine, quand les visiteurs, s'affranchissant de toutes règles dans ces paradis ensolés, multiplient les excès de boisson ou de drogue. Tel fonctionnaire d'Athènes évoque ainsi la déception des habitants de la petite île d'Ios qui voient, à la belle saison, les sergents abandonnés par les toxicomanes fleurir sur leurs côtes.

L'environnement naturel, lui aussi, subit les agressions dues à une trop forte concentration touristique. Les écologistes - dont le poids politique est très faible - ne sont plus les seuls à mettre en relief les dégâts imposés à l'écosystème. Si les eaux qui bordent les côtes restent merveilleusement limpides - « les plus propres de la Méditerranée », dit Aristotelis Divanis - les bouteilles de plastique voyagent par colonies le long des criques et les plages immaculées voisinent avec des plages souillées.

Ces questions, tout comme celle du traitement des eaux usées, font désormais partie des préoccupations des autorités locales, du gouvernement d'Athènes, et de la Commission de Bruxelles, qui y consacre une partie des fonds qu'elle alloue à la Grèce. Enfin, en sept ans, la pollution d'Athènes a fait diminuer des deux tiers la durée des séjours touristiques dans la capitale.

### Contradictions gouvernementales

Depuis le début de cette année, le gouvernement de M. Mitsotakis semble avoir saisi l'occasion des turbulences créées par la guerre du Golfe pour remettre à plat la politique touristique du pays (en dehors toutefois du secteur des croisières, qui se porte bien et où l'État n'intervient pas). Une série de mesures commence à être mise en œuvre. Le gouvernement va vendre certains des hôtels, aujourd'hui fermés, de la chaîne publique Xénia, qui eut son heure de gloire, avant de souffrir du vieillissement général de l'infrastructure touristique.

D'autres hôtels de cette chaîne, dont l'exploitation était défectueuse, seront loués à des particuliers. Il s'agit, à la fois de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État et de permettre la réalisation par les nouveaux gérants des investissements devenus indispensables. De même, le gouvernement a entrepris de répondre aux souhaits des hôteliers en tentant de mettre de l'ordre dans la multitude d'hébergements « pirates » - 400 000 chambres, selon l'estimation officielle - proposés par des Grecs astucieux qui ont construit derrière chez eux, en toute illégalité, cinq chambres ou douze bungalows, dont la concurrence, libre de tout impôt, agace les professionnels et contribue à rendre incertaine la qualité du service offert aux vacanciers.

Décidé à mettre sur pied un programme de cinq ans pour améliorer l'offre touristique, le gouvernement a rétabli la police touristique supprimée par le PASOK, renforcé les contrôles sur la qualité des services annexes, entrepris des efforts pour élargir la saison et diversifier le type de séjour et de clientèle, bref, remis de l'huile dans les rouages. De même, la création de marinas et l'ouverture de casinos sont à l'ordre du jour.

Il est trop tôt pour savoir quels effets produiront ces mesures. Dans l'immédiat, les professionnels du tourisme essaient d'obtenir au moins le réexamen d'une nouvelle mesure gouvernementale, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre et qui est, pour le coup, carrément contre-productive : la taxe destinée à payer les travaux du nouvel aéroport international d'Athènes, financés en partie seulement par la Communauté européenne et dont une part incombait au gouvernement grec.

Cette taxe, d'un montant non négligeable - 2 500 drachmes (environ 50 francs) sur chaque voyageur empruntant un vol intérieur, le double pour les vols internationaux, - avait conduit certains voyageurs à menacer d'annuler leurs programmes sur la Grèce. Déjà, quelques-uns sont passés aux actes. Tout serait-il à refaire ?

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

# PEDWY I PLENEL



# LA PART D'OMBRE

C'est avec une gravité exigeante et, sans cesse, le souci d'en référer à ce qu'il faut bien appeler une responsabilité civique ou citoyenne, que Plenel entreprend de « dire ce qui d'ordinaire ne se dit pas ». Rarement avaient été si bien tenus ensemble le souci du réel et l'urgence d'une déontologie.

Jean-Claude Guillebaud - *Le Monde*

Si, comme bien il semble, les socialistes ne savent plus où ils habitent, qu'ils demandent à Plenel. Qu'ils lisent, toutes affaires cessantes, *La Part d'ombre*. C'est un grand livre, qui fait honneur à notre profession.

Bernard Langlois - *Politix*

Ce livre se devore comme un polar et est écrit d'une plume superbe.

Dominique de Montvalon - *L'Express*

Témoin à charge des vilénies d'un régime, chroniqueur d'affaires qui assure-t-il, « ne furent pas des accidents regrettables mais des moments de vérité », l'enquêteur parle. Sans complaisance mais non sans conscience.

Hervé Gaugnon - *Le Nouvel Observateur*

Livre attachant, profondément humain et vrai, livre implacable aussi, qui explore toutes les zones d'ombre du mitterrandisme et, par-delà, met en lumière la perversité fondamentale du régime... A lire d'urgence, absolument.

Maurice T. Mashino - *La Quinzaine littéraire*

Stock

## REVUE DE PRESSE

### Femmes

La princesse Diana n'est pas la seule femme à « faire la une » des journaux européens. Elles sont de plus en plus nombreuses à occuper des fonctions n'importe où, jadis gardées par les hommes. Et donc à être placées sous les projecteurs de l'actualité.

Si le Saint-Siège leur est encore inaccessible, elles seront bientôt à même de porter la croix et la mitre outre-Manche, ce qui réjouit le *Guardian* : « Une fois établi le bilan d'une possible scission de l'Église anglicane, on s'apercevra que la religion de l'amour a gagné un peu de terrain sur la religion magistrale ».

Ce pas en avant semble cependant insuffisant à M<sup>me</sup> Daphne Hampson, professeure de théologie en Grande-Bretagne, qui écrit dans *The Independent* : « Le christianisme restera toujours une religion de milles. Le christianisme est peut-être un mythe qui a amené l'humanité à la conscience religieuse, mais ce mythe n'est aujourd'hui plus acceptable ».

L'*Hebdo* de Lausanne présente la nouvelle présidente de la Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie, Nicole Brunner, qui serait, selon ce magazine, une « apparition à visage humain », qui « représente une bonne synthèse entre les appareils syndicaux d'autrefois complètement inféodés à l'économie et les marginaux perdus dans leur idéalisme. Elle sait s'imposer avec le sourire, en suivant son chemin, sans jeter constamment des regards inquiets à gauche et à droite ».

En Italie, un bestion du machisme est en train de tomber, non sans difficultés : l'armée. La République a rencontré l'une des trente premières femmes-soldats présélectionnées pour entrer dans la carrière. M<sup>me</sup> Giulia Revel,

vingt-huit ans, engagée dans le célèbre régiment des lanciers de Montebello, affirme que « les mecs nous regardent comme des extraterrestres, mais nous leur démontrons que nous supportons les efforts mieux qu'eux ». Ce qui n'empêche pas le général Goffredo Canino, chef d'état-major de l'armée, de refuser « la présence en première ligne de femmes pouvant être exposées aux humiliations et aux violences des troupes ennemies ».

Autre continent, autres mœurs. Le *Times* de Londres publie en première page une photographie en couleurs où l'on voit M<sup>me</sup> Benazir Bhutto agressée par la police pakistanaise lors d'une manifestation antigouvernementale. Le quotidien conservateur britannique n'est pas moins sévère pour l'ancienne chef du gouvernement d'Islamabad, qu'il accuse de « populisme démagogique ».

Selon le *Times*, M<sup>me</sup> Bhutto a « délibérément provoqué son arrestation pour se refaire une auréole de martyre. Le résultat pourrait être périlleux pour le Pakistan. (...) Elle a démontré qu'elle place la reconquête du pouvoir avant le respect du verdict des urnes ».

Les missions humanitaires semblent offrir des possibilités de seconde carrière aux actrices que les ans ont éloignées du box-office. La République annonce que Sophie Loren a accepté d'effectuer une mission en Somalie à la demande du Haut Commissariat aux réfugiés : « Sophie arrive en Rolle et annonce : je vais en Somalie ! », ironise le quotidien romain, qui précise également que « la fourrure de l'actrice était assortie à la couleur de la voiture ».

L. R.



# POLITIQUE

## Au conseil national de l'UDF

### M. Giscard d'Estaing assure que l'opposition présentera un seul candidat à l'élection présidentielle

Devant le conseil national de l'UDF, réuni jeudi 19 novembre à Paris, M. Valéry Giscard d'Estaing a assuré « qu'il n'y aura qu'un seul candidat de l'opposition au premier tour de la prochaine élection présidentielle ». Pour les prochaines élections législatives, « un nouveau pacte social » a été présenté pour être soumis à l'appréciation du RPR avant la fin de l'année.

Après beaucoup de fausses notes, M. Giscard d'Estaing a ressorti, jeudi 19 novembre, une partition impeccable de l'union. Il a surpris le conseil national de l'UDF en faisant définitivement sauter le verrou des primaires pour l'élection présidentielle qui bloquait les négociations avec le RPR. Pour la première fois, le président de l'UDF a exprimé sa certitude qu'il y aurait un seul candidat de l'opposition au premier tour de l'élection présidentielle.

#### Mauvais souvenirs

« Il y a beaucoup de gens, a-t-il expliqué, hantés par de mauvais souvenirs, qui élargissent que la rivalité entre Jacques Chirac et moi n'empêche l'élection du candidat de l'opposition à la présidence de la République et profite finalement au candidat socialiste. (...) S'il est naturel que chacun souhaite assurer le triomphe des idées qui ont été celles de toute sa vie politique, aucun de nous - je parle pour moi, mais je pense que je parle aussi de Jacques Chirac - n'a la moindre intention de prendre le risque de faciliter l'élection d'un président socialiste. Nous avons vécu trop intensément depuis douze ans les dommages causés à notre pays par une présidence socialiste pour imaginer de prendre la responsabilité



du retour d'une pareille aventure. Aussi je vous annonce qu'il n'y aura qu'un seul candidat de l'opposition au premier tour de la prochaine élection présidentielle.

Souhaitant que tout soit « définitivement bouclé avant la fin de cette année » et que « les différents cas de figure » soient couverts, M. Giscard d'Estaing a simplement exigé que les primaires soient « démocratiques, représentatives et comportent bien entendu la possibilité de faire campagne ».

L'esprit de conciliation de M. Giscard d'Estaing s'est encore manifesté à propos de la cohabitation, puisqu'il a apparemment renoncé à forcer la main du RPR pour rejeter par avance toute hypothèse de gouvernement avec M. Mitterrand. Le président de l'UDF veut également prévenir tous risques de dérapages pour les élections législatives. Alors que pour commencer les négociations sur les investitures, son souhait, a-t-il dit, est de ramener la possi-

lité de primaires entre le RPR et l'UDF « à moins de 10 % des cas ».

Enfin le « nouveau pacte social » présenté jeudi, un peu à la va-vite, par l'UDF, est assez large et flou pour ne pas heurter le RPR. Quelques responsables de l'UDF s'en sont d'ailleurs plaints. Certes l'expérience de 1986 était encore dans toutes les têtes, il est admis que les promesses inconsidérées, les programmes exhaustifs ne sont plus de

M. Giscard d'Estaing devient président de l'Association nationale des élus régionaux. - M. Valéry Giscard d'Estaing, président (UDF-PR) du conseil régional d'Auvergne, a été élu, jeudi 19 novembre, président de l'Association nationale des élus régionaux. Il succède à M. Jacques Blanc, président (UDF-PR) du conseil régional de Languedoc-Roussillon, qui ne se représentait pas et qui a été chargé de préparer la mise en place du comité des

saison. Mais à quatre mois de l'échéance, l'opposition a du pain sur la planche. Peu de chose sur l'Europe, rien sur l'environnement, la défense passée aux oubliettes, dans la coulisse les luttes pour la conquête des entreprises privatisées semblent provoquer plus de pas-

#### Le piège du « grand diviseur »

Pour M. Giscard d'Estaing, « faire redémarrer l'économie » est l'absolue priorité qui permettra de réduire d'un quart le nombre des chômeurs. L'ancien président de la République, qui a confirmé son intention de briguer un nouveau mandat de député du Puy-de-Dôme, se dit convaincu que l'UDF a les meilleures chances d'être dans quatre mois le premier parti de gouvernement de ce pays et que Mitterrand est à sa portée. Un soutien total du RPR lui est indispensable. Il n'espère plus un bouleversement du calendrier. Il sait aussi que serait définitivement condamné celui qui ferait tomber la droite dans le piège « du grand diviseur » qu'est M. Mitterrand. Il vient opportunément de s'en souvenir.

D. C.

régions institué par le traité de Maastricht. Le nouveau bureau comporte quatre vice-présidents : MM. Charles Millon (UDF-PR, Rhône-Alpes), Jean-Pierre Raffarin (UDF-PR, Poitou-Charentes), Jean-Paul de Rocca Serra (RPR, Corse) et Jacques Valade (RPR, Aquitaine); un trésorier, M. Maurice Dousset (UDF-PR, Centre); et un secrétaire, M. Charles Baur (UDF-PR, Picardie).

### Six engagements pour l'alternance

« En mars prochain s'ouvrira le vote de l'alternance. Pour l'UDF, cette alternance ne constitue ni une revanche ni un retour en arrière mais une profonde volonté de changement pour trouver des réponses aux problèmes des Français. » Telles sont les premières phrases du document présenté, jeudi 19 novembre, par le conseil national de l'UDF. Ce « nouveau pacte social », élaboré sous la responsabilité de MM. Alain Madelin et Edmond Alphandéry, contient six engagements.

1) Un pacte pour un nouveau partage des responsabilités. L'UDF prône une relance de la décentralisation en s'appuyant notamment sur l'application en France du principe de subsidiarité. « Nous voulons un Etat allégé, recentré sur ses fonctions essentielles, laissant aux citoyens, aux collectivités territoriales et aux acteurs de la vie économique, les tâches qui sont les leurs et ne confiant au pouvoir central que les fonctions dont il est seul en état de s'acquitter », écrivent les auteurs. (...) Par cette nouvelle répartition du pouvoir, nous pourrions clarifier les responsabilités, savoir qui décide et qui agit, sanctionner clairement les erreurs.

2) Un pacte de cohésion sociale. Celle-ci exige en priorité une véritable politique d'aménagement du territoire. L'UDF veut redonner confiance à l'agriculture par une loi programmatrice destinée notamment à aligner les charges fiscales et sociales sur la situation la plus défavorable en Europe. Pour définir une véritable politique des barrières, elle songe à la création d'un « contrat de responsabilité » qui engagerait clairement l'Etat aux côtés du maire et donnerait au préfet les moyens de passer outre les contraintes administratives et budgétaires. Elle propose également de « réviser l'acquisition de la nationalité française par une réforme du code de la nationalité » et formule l'idée d'une loi d'orientation sur la famille.

3) Un pacte pour le progrès social et pour l'emploi. Sous ce troisième

chapitre, l'UDF propose « un contrat de législature » de lutte contre le chômage, qui engloberait « une politique dynamique en faveur des PME » et « un vaste programme de privatisations des entreprises publiques » dont le produit serait affecté au désendettement de l'Etat et à des mesures en faveur de l'investissement. Pour lutter « contre les rigidités du marché du travail », l'UDF entend créer « un statut du travailleur indépendant à formalités administratives simplifiées et à charges sociales et fiscales allégées ».

4) Un pacte pour une éducation efficace assurant l'égalité des chances. L'UDF pose comme postulat que « les établissements, écoles, collèges et lycées doivent disposer d'une plus grande autonomie ». Elle veut également « établir un partenariat entre le monde éducatif et le monde des entreprises afin de développer la formation professionnelle et l'apprentissage ».

5) Un pacte pour un Etat fort, juste, honnête et impartial. Sous cet engagement, l'UDF affirme notamment sa volonté de restaurer le bon fonctionnement de la justice et de « faire reculer la corruption » par la création d'un service judiciaire de lutte contre les infractions financières indépendantes du pouvoir politique et composé de magistrats spécialisés.

6) Un pacte pour la France en Europe et dans le monde. L'UDF souhaite que les pays qui ont approuvé le traité de Maastricht développent dès maintenant une politique monétaire commune et mènent une action déterminée en faveur de la paix en Europe, de la protection des minorités pour enrayer la tragédie yougoslave et sa contagion. Enfin, pour parvenir à une Europe « plus démocratique », l'UDF demande que le Parlement français exerce pleinement son « pouvoir de contrôle » et que les députés européens soient élus « selon un mode de scrutin qui rapproche les élus de leurs électeurs ».

C'EST NOEL AVANT NOEL.

#### SÉRIE SPÉCIALE 205 STYLE.

La voiture officielle du Père Noël. Equipement vitres teintées, livrés avec électrovannes, fermeture centralisée des portes à distance, sièges et portes habillés de velours, direction assistée sur la 205 diesel. Elle existe en deux versions 3 et 5 portes essence 1360 cm<sup>3</sup> - PA 7 ou diesel 1769 cm<sup>3</sup> - PA 5.

#### VIGNETTE GRATUITE

Pendant les 30 JOURS CHAMPIONS, si vous achetez une PEUGEOT neuve, la vignette est gratuite.

#### 2000<sup>1</sup> % de réduction

Sur l'achat d'une PEUGEOT neuve essence équipée d'un pot catalytique. Une offre au sens propre !

#### VOTRE OPTION CONSTRUCTEUR POUR 100<sup>2</sup> €

Vitres teintées, peinture métallisée, toit ouvrant électrique, jantes en alliage léger, direction assistée, ces options constructeur pour 100 F TTC de plus seulement.

<sup>1</sup> Offre valable du 19 au 30 novembre 92 incluse réservée aux personnes physiques commandant un véhicule particulier neuf de la gamme PEUGEOT. <sup>2</sup> Offre non applicable pour les versions dites « spécialisées » (peinture métallisée, jantes en alliage léger, direction assistée, etc.). <sup>3</sup> Offre non applicable pour les versions dites « spécialisées » (peinture métallisée, jantes en alliage léger, direction assistée, etc.).

RÉSEAU PEUGEOT.





## L'affaire du sang contaminé et la procédure de la Haute Cour

M. François Mitterrand a répondu à Carreau, dans le Tarn, le 19 novembre, après le complot franco-espagnol organisé à Albi, chef-lieu de département. Célébrant le centenaire de la municipalité socialiste, dans la circonscription qu'il occupe de Jean Jaurès, le président de la République a annoncé ceux qui auraient envie de recommencer, au lieu du sang contaminé, une petite affaire Dryfus. Il a affirmé que la présomption d'innocence des anciens ministres sociaux des « vici de soi ». Il a demandé, d'autre part, l'immobilité, voire le retour en arrière, qui caractérisent, selon lui, les projets de l'opposition.

**CARMAUX (TARN)**  
notre envoi spé

La Verrerie de Carnaulx : un maire dont la voix tremble lorsqu'il parle de Jean Jaurès, élu député en janvier 1893 dans une ville dont la municipalité était devenue socialiste l'année précédente et l'est restée sans interruption depuis lors ; deux cent mille personnes respectueusement attentives : il n'en fait pas davantage pour que M. Millerand, se souvenant de sa visite dans la cité des verreries et des mineurs en 1906, ne dise à son tour : « repassez par les chemins que j'aime » et y ramener ses auditeurs. C'est un président de la République première manière — au sens ancien de comités et du programme d'union sociale — qui a tout organisé et conduit, qui ses électeurs carminas ou écorts pendant près d'une heure, jeudi 19 novembre, sans l'intrompre par le moindre applaudissement, par ses propres, tendes salutations, qu'on ne peut que lui pardonner, si on s'excuse.

Tout de même, M. Mitterrand s'est fâché une fois, quand il a parlé de l'affaire du sang contaminé et des « mauvais fabricants », nous sommes là l'une ni l'autre. Il nous a dit : « Ça va, ça va, ça va, contre les chaînes tribales », avant de justifier sa déclaration du 9 novembre, à la télévision, demandant le « mis en place de la Haute Cour ».

« M. Mitterrand, vous êtes en train de donner la loi dit mal-même à la nation l'autre lundi, a-t-il répété. Même si cela dépasse, si l'on récuse des institutions mal équilibrées, trop politiques pour être des institutions de la République ».

M. Fabius sur la Haute Cour, exprimé le 6 novembre à la radio : « Que les institutions fonctionnent ! » a répété M. Mitterrand. Il est permis de se révolter de voir un homme d'Etat attendre qu'il soit respecté la loi.

**« Des actes d'accusation  
inacceptables »**

[illegible]

M. Mitterrand donne à ses rai-  
sons aux socialistes, qui refusent la  
mise en accusation de M. Fabius,  
de M<sup>me</sup> Georgina Duxoit et de  
M. Edmond Hervé telle qu'elle a  
été rédigée par le docteur au-  
tocratique de la présidence.  
Pour l'opinion du public, il a  
présenté par une brochure de  
ministres, dont M. Paul Quilès,  
candidat aux élections législatives  
dans cette circonscription, en a pris  
pour son grade. Bien  
listes ou alliés de  
voisins  
M. Martin Malvy, ministre du  
budget, du Lot, Jean Gla-  
penseigne-  
ment technique, du des Hautes-Py-  
réénées. M. Jean-Michel Baylet  
(radical de gauche), ministre délé-  
gué au tourisme, du département  
de la Haute-Garonne, n'était pas  
là. Il serait abusif d'en déduire que  
les remarques aigres d'un chef de

« Et sur ces paroles qui m'ont fait réfléchir sur le bilan de leur action au pouvoir, j'adressais plus particulièrement à M. le ministre de l'éducation nationale.

Devant ces habitants de Ceaux, dont la présence lui faisait « chaud au cœur », M. Mitterrand a pu constater que vouloir faire revivre la coexistence qui unissait les candidats en 1963, de 1974, de 1981 — « peuple de gancha », il a pris son auditoire témoin de la malversation grâce que mettent les socialistes à convoquer les candidats à la présidentielle pour l'accomplir. « Tout de même, a-t-il dit, à l'heure du bilan, on pourra penser que ces années-là, qui seront bientôt au nombre de douze, ont considérablement changé le visage de ce pays et de ses habitants. C'est à cette entreprise, a-t-il en effet dit, que l'on tente, car de s'en eux-mêmes. Car les Français, en leur croire, ne s'y trompent pas. Ils ont qui « le sentiment de justice », a-t-il affirmé, ils savent, pour autant, que la France est transformée, et que la marche vers un nouveau progrès. » Ils savent, aussi, qu'ils deviennent, au moins, a-t-il continué, ce qu'ils auraient perdu s'ils avaient choisi autrement. Ce raisonnement devrait être appliqué à tous les Français, et venir comparer les mérites de chacun, les choix fondamentaux, les orientations pour le pays. »

## Le bilan

Dans une ville marquée par le déclin de la production de charbon et les suppressions d'emplois qui en résultent, M. Mitterrand n'a évoqué qu'en quelques mots le « sentiment de déchirement » qu'entraîne toute reconversion. Il ne s'est pas attardé, non plus, sur les « progrès sociaux », qui « ont été

également importants», mais «pas suffisants», parce que «la crise a frappé très durement». «Combien de Français ont souffert, qui s'étonnent!» a-t-il admis, mais il plaider : «Nous nous sommes efforcés de faire que pas un Français ne soit abandonné sur le bord de la route» et de souligner que la protection sociale a été préservée.

Les sujets de fierté sur lesquels le président de la République s'est étendu sont d'un autre ordre. La culture, d'abord, à propos de laquelle, ayant inauguré un centre culturel baptisé du nom du premier maire socialiste de la ville, Jean-Marie Lacroix, il a cité les Carmusins de «*Suisse*» et dans ce grand mouvement culturel ne n'a pas oublié le petit théâtre.

L'histoire de la République.  
«*La République*», ensuite, que M. Chirac aime à se targuer d'avoir libérée de «*l'intervention*» des «*voyous*», et qui est libre de toute «*influence*». La décentralisation, enfin, et qu'on nous jette à la figure, car elle est l'œuvre de nos «*interven- tions*». «*Notre*», dit-il, «*a le pouvoir*, il l'a expliqué, c'est qu'il faut des contre-pouvoirs. Il n'y faut pas un seul homme, un seul parti soient maîtres de tous les leviers de commande, mais une véritable liberté graduelle s'exerce... on finit par en plus savoir qu'en France pas tous- jours existait.»

« Je ne suis pas de campagne électorale, ce n'est pas mon rôle », précisait M. Mitterrand, qui connaît sa rhétorique. Parlant à des « compagnons de voyage, de vie » - « et la vie, cela va vite, on le sait bien à mesure que l'on avance », - le président de la République a naturellement voulu rappeler « démocrates », aux « socialistes », à « ceux qui aiment d'abord la République » que « rien n'est jamais accompli » et qu'ils doivent « avoir

confiance en ■■■. « La réflexion ■■■ la volonté ■■■ permettrait au peuple français ■■■ savoir où se trouvent, et son intérêt, et son idéal. a-t-il affirmé. Il est capable de grandes choses, et je ne crois pas que de grandes choses puissent naître d'actions de retardement. » Le tour de la droite était venu.

## Le gouvernement de l'Andimot

Car, si M. Mitterrand s'est montré sévère vis-à-vis des siéens, il a été serviable vis-à-vis des autres. « J'en ai volé tant et tant, qui rêvent d'stimmobiliser, quand ils ne rêvent pas de revenir en arrière! a-t-il lancé. Je me souviens du temps où le premier soin du gouvernement que j'avais nommé selon le suffrage universel a été d'abolir l'impôt sur les grandes fortunes... L'opposition s'affaiblit aujourd'hui réflexivement, face à une gauche devenue servile, le chef de l'Etat a affirmé : « On ne peut pas rêver comme véritablement paroisans de la réforme... qui les ont toutes refusées. En vérité, le langage peut être un moyen d'écouter... »

Pourquoi donc la droite amène-t-elle la faveur dans les intentions de vote des Français? D'abord, selon M. Mitterrand, parce que cette société « a un goût immémorial des modérés ». Ensuite, parce qu'*'« en est l'Andimut, mesdames et messieurs, qui gouverne la France »*. « Nous pensions que c'était moi ? », dit-il, « mais non, c'est elle ! » Or, le président Andimut répond à l'examen attentif : « Je fais, à la réflexion. En outre, il y a beaucoup de fidoles », car il « représente de l'argent qui... de la puissance ». Enfin, la « classe politique » est « trop souvent séparée du peuple », dit-il, « par une barrière insurmontable ». M. Jacques Goleauque, en conclusion, assure que les communistes sont assurément proche des siens (« comme les élus communistes, qui...

proches de leurs... présidentielle). Ailleurs, « langage qu'on ne comprend plus », « habitudes de... comporte... qui l'« éloignent » simples citoyens. « L'élu, ce n'est quand même... l'ignorer d'autrefois ! » s'exclame M. Mitterrand, « qu'« il y a beaucoup de Gauls en France qui ne font pas parler d'eux et qui ne cherchent même pas à devenir président de la République ! »

Dans sa patrie, M. Mitterrand éprouve « le sentiment, a-t-il dit, d'avoir retrouvé France, à laquelle je crois ». Le socialisme, l'une des « grandes aspirations qui ont fait la société moderne », en « attendant l'effondrement du système communiste », démontre que « là où il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de socialisme », il a encouragé les socialistes à

□ **Haute Cour** : M. Méhaignerie souhaite que la proposition de résolution du Sénat soit amendée. ■  
 ■ Pierre Méhaignerie, député (UDC) au Parlement européen et président du CDS, a estimé, jeudi 19 novembre, que le RMC, qui la proposition de résolution du Sénat pour la création de la Haute Cour de justice dans l'affaire du sang contaminé « doit être amendée pour que la justice puisse agir dans une totale objectivité, la transparence et la confiance ». ■  
 ■ Le texte de la Haute Cour est par lui-même une mise en accusation, il a ajouté, il ne faut pas la naïf, mais, d'un autre côté, je ne pense que la recherche ne soit menur, responsable ■ digne. ■

□ M. Sarkozy (RPR) relance « la chasse à l'homme ». - Invité du « Grand O » O'FM-la Croix, M. Nicolas Sarkozy, secrétaire

les « désarrois », les « anxiétés », les « doutes » qu'il aperçoit chez eux. Il les a invités à « expliquer, dire, faire comprendre » et à garder de loin tout sectarisme, « à bien se-débarasser de leur pré-sé », les Français « nombreux qui aiment la vertu, la justice, la paix ».

S'il n'a pas tenu sa campagne, le président de la République a au moins réussi à effacer l'impression qu'il avait donnée, ces derniers jours, de se préparer à une nouvelle cohabitation avec la droite en France au adieux aux socialistes et en abandonnant ceux-ci à leur sort. Cependant, la confiance de la droite en son propos à leur endroit fait douter de la confiance qu'il place encore en

**PATRICK JARREAU**

général adjoint du RPR, a soutenu que dans l'affaire du sang contaminé, « on ne fasse pas d'opération politique et de chantage à l'homme ». Le député (RPR) des Hauts-de-Seine a ajouté qu'il faut que la Haute Cour de Justice « siége sur des faits de corruption pour le général et un sachant qu'on ne peut la trouver qu'avec une justice sereine ». « Ce n'est pas un esprit de vengeance, a-t-il dit, mais il faut savoir reconnaître une faute morale et la punir si possible ».

□ **Recherches.** - Le dossier du GATT est, selon la déclaration du président de la République que nous avons rapportée dans l'édition du 20 novembre, « un des dossiers les plus difficiles » qu'il ait eu à traiter « depuis 1981 », et non pas depuis 1951, comme nous l'avons écrit par erreur.

**VOTRE SPECIALISTE BANG & OLUFSEN :**  
PARIS ET REGION PARISIENNE : 75 PARIS 1er - BANG & OLUFSEN, 1 - 2 Quai - 75 Boulevard de la Madeleine

[illegible][illegible]

• **Prevalence** = the proportion of a population that has a disease at a particular point in time

**Bang & Olufsen**  
néglige



**Beosystem 2500. L**  
**d'enregistrement, t**  
**Jamais on n'avait v**

\* Prix 19 950 F TTC (14 000 000 en  
francs d'achat, 17 loyers mensuels à 4  
termes de location avec option d'achat

**LA BASILE - ROYAL TELE RADIO - 728, Avenue du**  
**Colonel de Gaulle - 45 ORLEANS - CONNEXION - 8,**  
**Place du Maréchal - 40 ANGERS - MOURSEAU - 46, Rue**  
**Paul Sartre - 69 CHEVRONNE - DOUGLAIS - 57, Rue**  
**de la Paix - 01 NEMES - Etablissements GRUBER -**  
**23, Boulevard Pasteur - 55 NANCY - ATESCO - 16, Place**  
**Saint-Etienne - LA ROCHE-VALENTIN - NOUVELES COMMERCES -**  
**77, Avenue de la Liberté - 17 MONTAUDOU -**  
**Opus DIGITAL TEDI - 75, Rue de Port II Mouscron -**  
**GAUTHIER - 26, Quai des Maréchaux - 50 LILLE**

01A francs

Démontre qu'on peut écouler  
les choses bassement

Laser CD, cassettes auto  
ner AM/FM, 10 stations  
tant de perfection dans

Captions, Alpha apporté [illegible] soit 9986 F par  
[illegible], soit 909,72 F soit un coût [illegible] et 450 F de  
après acceptation du dossier par la banque SOFI.

GALLIÈRE - 58, Rue Experimentum - TAN SCILL - 105,  
Rue Léon Chabot - COINCOING - CORNEILLOU - 391,  
Cheminée Doute Puy - VALDICHESME - NAXIM - 14,  
Place d'Armes - SAUBERIE - SAUBERIE HPF - 9, Avenue  
Abbaye Fer - 62 LE YOUTHER - LE MUST DE LA MER - 103  
Rue [illegible] - 62 ELLE [illegible] - ALMO  
[illegible] - 12, Rue Quercy - 63 LANGE - LAGET - 5, Mairie  
[illegible] - BOURGUEZ - BOUVIER - 1, Avenue de  
Nouveaux - 62 CROIXEY - 9, Rue Bernard Zoben  
- 62 STRASSBOURG - ELECTRO SHOP - 1, Cité de Paix

par mois.

par mois,  
esthète et mélomane  
matérielles.



everse avec réglage auto  
mémorisables, deux ence  
si peu d'espace.

est offert avec premier boyer de 19% et d'un dépôt de  
107,52% sur 1 an 122. Assurances facultatives en es  
CO. Offre valable du 15.11.82 au 15.11.82

**Bang**  
l'expression

MUSIQUE & TECHNIQUE - 3, Avenue de la Division  
Luchère - WOLF MUSIQUE - 34, Rue de la Mémoire  
60 WILMOUR - MICHEL DORELLS - 2, Place  
de la République - 60 LYON - STUDIO DISQUE - 12, Place  
Rambaud - Gips EXCELLENCE TABBY - 18, Place  
Châteaubert - 342, Rue Garibaldi - VIDEO POCH  
65, Avenue Foch - 71 MAGNET - PERRIN - 23, Rue de la  
Régence - 34 LAMBERT - GORDAT BARONNET - 9 rue  
Pons du Colombier - Paris - Tél. 01 47 33 11 11 - 01 47 33 11 11

— 19 —

sans pour autant

matique du niveau  
ntes actives.

mentaire de 1976, équivalent à [redacted]  
[redacted] en vigueur novembre 1982

& Olufsen

de votre différence

[redacted] - 76 ROBER - CONNEXION - 71, Rue Jeanne  
[redacted] - BOLSEC - [redacted] EXPERT - [redacted]  
[redacted] - Place des [redacted] - [redacted] ALBI -  
BOUKHAWOFF - 80, Avenue de Montcalm de Latour de  
Lautrey - 65 THOULOZ - SON & TECHNIQUE - 6, Place  
Papet - 91 BRUNEL - ATELIER - 10, Quai de la  
99 ANZERRE - L'AUDITORIUM - 10, 12,  
Le Temple - [redacted] - L'AUDITO - [redacted] Grande Rue.











## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

## La réforme de la procédure pénale

## Les sénateurs proposent de remplacer l'inculpation par une « mise en examen »

Le Sénat a poursuivi, jeudi 19 novembre, l'examen du projet de loi portant réforme de la procédure pénale. Alors que les députés ont remplacé l'inculpation par une formule à deux vitesses - la « mise en examen » - les sénateurs ont conservé que la phase de « mise en examen ».

Il y a deux écoles chez ceux qui veulent éliminer l'infamie entachant l'inculpation. Il y a ceux qui souhaitent éviter l'usage de la procédure à deux vitesses : dissociant l'ouverture des droits de la défense (autorisée par une « mise en examen ») de la phase de la notification de charges, le gouvernement a proposé de ne pas supprimer l'inculpation. Mais il y a ceux qui, au contraire, souhaitent la suppression de la notification de charges, selon l'expression de M. Jean-Marie Guitton (Rég. et ind. Calvados), rapporteur au nom de la commission des lois. Cet argument a convaincu le Sénat, qui s'est guère fait prier pour supprimer l'ordonnance de notification de charges. Il ne reste que la seule « mise en examen ». C'est un des volets principaux du projet gouvernemental qui disparaîtrait ainsi.

Mais les sénateurs n'en sont pas restés là dans leur réécriture du texte. La réforme de la mise en détention provisoire n'a pas davantage survécu à leur exégèse. Ils ont institué la collégialité dans la mise en détention. Le gouvernement avait déjà esquivé un revers à l'Assemblée qui, non contente d'exclure le juge d'instruction de ce « collège », y avait introduit des échevins (c'est-à-dire des assesseurs). M. Vauzelle a qualifié cette « collégialité » de « fausse bonne idée ». Les sénateurs l'ont si bien

suivi qu'ils ont réécrit jusqu'au principe même de collégialité. Ils ont toutefois souhaité que le juge d'instruction en voie de disparition ait la possibilité de solliciter un « avis » auprès du président du tribunal et d'un magistrat du siège.

M. Vauzelle n'a pas été plus heureux à propos de l'inculpation de la procédure « contradictoire » lors de l'audience de jugement. Les sénateurs ont rayé d'un trait la plume cette réforme qui était d'autant plus précieuse qu'elle était dans un projet déjà « écorché » par son prédécesseur, M. Michel Sapin, elle portait sa « patte » personnelle.

Son autre contribution, la protection de la présomption d'innocence dans les médias, a reçu un meilleur accueil. Hommage quelque peu embarrassant, en vérité, puisque les sénateurs ont conservé le dispositif. Selon la version de l'Assemblée, une personne bénéficiant d'un non-lieu pourra désormais demander au juge d'ordonner l'insertion d'un communiqué dans les médias - à moins qu'elle n'ait été présentée comme coupable. M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la Justice, a présenté un tel recours dans les médias audiovisuels que « si des circonstances particulières le justifient ». Mais il s'est heurté à un refus sans appel des sénateurs.

Emportés dans leur élan, ces derniers ont même souhaité criminaliser les entraves à l'exercice du droit de réponse, aujourd'hui considérées comme de simples contraventions. Il en coûterait aux médias fautive une amende allant de 300 F à 15 000 F. « Pourquoi aggraver ainsi les peines ? Faisons confiance aux journalistes », a rétorqué M. Jeanneney. Mais il était bien seul face à des sénateurs collés à la circonstance.

FRÉDÉRIC BOBIN

## Après l'adoption de l'amendement Charasse par le Sénat

## Le rôle judiciaire confié aux douanes provoque des remous chez les magistrats et les policiers

L'adoption, le 19 novembre (Le Monde du 20 novembre), de l'amendement Charasse (PS, Puy-de-Dôme), visant à créer un « douanier central de police judiciaire » a suscité de vives réactions.

Le ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, a adressé une lettre au premier ministre, M. Jacques Chirac, lui signalant son oppo-

sition catégorique au projet de loi. Au cours de la séance publique au Sénat, le garde des Sceaux, M. Michel Vauzelle, avait déjà souligné l'hostilité du gouvernement. On se souvient toutefois que M. Bérégovoy, lorsqu'il était ministre du budget, exerçant à ce titre la tutelle sur les douanes, M. Charasse,

« Les incohérences et les dangers de ce texte ont été soulignés par le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), selon lequel « l'at-

tribuer la qualité d'OPJ aux douaniers, qui disposent de nombreux pouvoirs exorbitants du droit commun, ne peut que renforcer la confusion des rôles ».

Le texte fait l'unanimité contre lui du côté policier. « Le ministère des finances veut se doter d'un service de police judiciaire », a déclaré le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN, majoritaire dans ce corps). Si l'administration des douanes a des problèmes d'effectifs, pourquoi ne pas prévoir la reconversion de douaniers, formés à cet effet

des pouvoirs du code des douanes, au sein de la police nationale ? », ajoute le commissaire Ange Mancini, membre du bureau du SCHFPN du SRPJ de Versailles.

Le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC, majoritaire chez les inspecteurs) a, de son côté, qualifié de « libéralisme » l'amendement sénatorial. Celui-ci a également été dénoncé par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire dans la « tenue »).

## Séparation des pouvoirs

par Erich Ichiyan

L'AMTTER le débat ouvert par l'amendement Charasse a suscité de vives réactions. Les arguments corporatistes ont été une erreur. Certes, les douaniers se trouvent confrontés à de sérieux problèmes d'emploi avec la suppression des frontières dans l'Europe en 1993, qui met fin au système systématique exercé aux frontières par les douaniers.

Certes, les deux services de l'Etat - la police nationale en zone urbaine, la gendarmerie en zone rurale - chargés par la loi des missions de police judiciaire ont fait, au passé, d'un « jalousie » préserver leurs prérogatives. Mais la création d'une troisième force de police judiciaire en France va bien au-delà des problèmes du moment et des classiques jeux de rivalités entre administrations : c'est la question de la séparation constitutionnelle des pouvoirs et du respect des libertés qui se trouve posée.

Alors que le législateur, inspiré par l'esprit des lois, cher à Montes-

quieu, a toujours voulu au partage de l'équilibre des pouvoirs, l'amendement Charasse revient à l'union de la douane et de la police judiciaire. Au sein du ministère de l'Intérieur et des finances, des pouvoirs à la fois douaniers, fiscaux et judiciaires. A la police et à la gendarmerie qui sont soumise à une double tutelle, celle de leur ministère et celle des magistrats. Selon un haut responsable de la police judiciaire, cela offre « des garanties incontestables du point de vue de son autonomie à l'égard d'éventuelles influences du pouvoir politique ».

La logique inspirant la réforme du code de procédure pénale - mieux garantir les droits et libertés des citoyens - paraît peu conciliable avec la confusion des pouvoirs qui seraient confiés aux « douaniers-officiers de police judiciaire ». Le code des douanes leur confère déjà des pouvoirs inquisiteurs considérables, à la fois plus étendus et moins encadrés que ceux reconnus aux officiers

de police judiciaire (OPJ). Il s'agit notamment du droit de fouiller sans mandat et sans procès-verbal, du droit de visiter domiciles et de droit de saisie administrative avec des peines poursuivies pour infraction douanière. Autant de pouvoirs que le loi confère aux policiers français, comme aux « douaniers-OPJ » allemands ou néerlandais, dont l'exemple a été cité en référence - mais sans qu'il précède cette limitation de leurs compétences - par l'ancien ministre du budget.

Or l'amendement Charasse ne prévoit aucune restriction au cumul de ces pouvoirs inquisiteurs et des pouvoirs judiciaires (la mise en garde à vue, par exemple) qui seraient reconnus aux douaniers. Seul l'exposé des motifs précise qu'« il va de soi que les douaniers officiers ou agents de police judiciaire ne pourraient utiliser successivement pour une même affaire les pouvoirs très du code des douanes et ceux découlant du code de procédure

pénale ». Mais ce n'est pas dans le texte adopté, sans doute un peu vite, par le Sénat.

Peut-on concevoir, à cet égard, que dans le sein de l'administration des douanes, une hiérarchie unique soit chargée d'engager une procédure administrative prévoyant des transactions financières, et d'engager une procédure judiciaire ? Imaginerait-on, à contrario, de doter des policiers ou des gendarmes de tous les droits conférés par le code des douanes ?

L'Europe de la sécurité intérieure impose sans nul doute d'adapter le dispositif français à la nouvelle donne de l'espace unique. C'était précisément la finalité du projet de loi sur la sécurité intérieure, qui visait à mieux coordonner les missions des douanes, gendarmerie, police, douanes) concourant à la sécurité intérieure. Mais ce projet, annoncé à maintes reprises depuis 1988, n'a jamais été présenté au Parlement.

EN NOVEMBRE CHEZ CITROËN

9000 F\*

sur l'achat d'une CITROËN AX  
à moteur catalysé pour  
tous les Amoureux de la Nature.

UNE CITROËN AX 10 E CATALYSÉE  
43 500 F\*



\* 2 000 F D'AIDE FISCALE + 7 000 F DE REPRISE MINIMUM, par exemple 43 500 F au lieu de 52 500 F (prix TTC) en main le 28/09/92 - AM 93) pour une CITROËN AX 10 E. CITROËN reprend votre véhicule 7 000 F TTC minimum, quel que soit son état ou aux conditions Argus\*\* + 7 000 F si la carte grise est à votre nom depuis plus de 12 mois, pour tout véhicule d'une CITROËN AX 10 E AM 93, d'une cylindrée au moins égale à 1100 cm³ du véhicule à reprendre. En plus, sur toutes les CITROËN AX essence catalysées, vous bénéficierez de l'aide fiscale de 2 000 F. Offre valable dans la limite des stocks disponibles, pour les véhicules commandés en novembre et immatriculés au plus tard le 31 décembre 1992, 100 000 points CITROËN affichant l'opération. Offre non cumulable avec d'autres offres promotionnelles. \*\* Valeur de reprise Argus calculée en fonction du moyen de l'Argus du jour, du kilométrage du véhicule, et diminuée des frais éventuels de remise à l'état standard et de 15 % pour frais charges professionnelles. 106 24 24 (appel gratuit) Minitel 3615 CITROËN.

CITROËN AX ESSENCE OU DIESEL

CITROËN

CITROËN préfère TOTAL



## QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

## CIRCULATION

traient, en effet, depuis le 16 novembre, des signes de fatigue provenant vraisemblablement de la perte du sommeil (pour avoir d'entre eux) et de la perte de l'appétit (chez la troisième). Aucun d'entre eux ne présentait de troubles neurologiques ou psychiques, mais aucun n'aurait pu faire le programme de travail dans l'eau du canyon humide prévu à - 700 mètres (le Monde du 4 novembre).

Décompressés jusqu'à -650 mètres au cours de la journée du 17 novembre, les plongeurs se sont très vite sentis beaucoup mieux. Dans la nuit du 18 au 20 novembre la compression a repris. Deux des hommes sont allés à -675 mètres, le troisième est allé -701 mètres à 11 h 25 le 20 novembre. Il y avait deux heures, au sec, pour se reposer et travailler. Dans l'après-midi du 20, il devait rejoindre ses deux compagnons à -675 mètres.

La décompression finale pourrait commencer le 21 novembre pour s'achever entre le 15 et le 18 décembre.

**Les armées pourront  
rappeler des réservistes  
volontaires  
à tout moment**

Les armées doivent rappeler ces réserves à tout moment, ainsi leur esprit. Le projet de réforme du système des réserves, « en privilégiant la notion de qualité à celle de quantité », autorise, « en effet, « un appel aux compétences des réserves à tout moment », a indiqué le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, qui s'est entendu, jeudi 19 novembre, par la commission de la défense de l'Assemblée.

En présentant l'esprit de cette réforme, le ministre a dit : « On forme ce qu'on appelle le *«général du Goïts»* mortel », pour le service que, plus tard, d'un réservoir de réservistes indifférenciés, les *«Diapasons»* dans la nation, sont destinés à pourvoir l'utilité des *«limites»* de simples soit en métropole pour à des tâches laissées vacantes, soit exceptionnellement en *«extérieurs»*. Le projet de réforme a notamment pour objectif de *«épurer»* les *«volontaires»* en établissant une sorte de contrat moral entre les armées et les réservistes volontaires », a-t-il expliqué.

Ces volontaires, qui constituent l'élément central de la modernisation des réserves, pourront désormais, et pour la première fois, être mobilisés en temps de crise, voire en temps de paix pour des opérations humanitaires par exemple.

### L'expérience Hydra-10

## ■ **attein**

L'expérience de plongée profonde, qui avait commencé le 11 novembre dans les saisons hyperbares du la recherche américaine COMNAV, a été ainsi modifiée mercredi 10 novembre. Les trois hommes, qui descendent à la profondeur fictive de -675 mètres, ont

## NOUVEAU CATÉCHISME

« La Bonne Nouvelle sous haute  
Chrézien dans son numéro 111  
du samedi 21 novembre. L'hebdo-  
maire, dans un important édi-  
consacré au catholicisme universel  
qui vient de paraître, publie ana-  
lyses et points de vue, mais aussi  
s'oppose sans ambiguïté à ce docu-  
ment très largement négatif. L'édi-  
tional de Georges Montaron — « Un  
christianisme surgié — », un texte  
de Guy Aurenche — « Un caté  
désespéré » — et d'autres articles  
disent pourquoi les chrétiens s'ont  
pas besoin, pour vivre, d'un  
« code de la route », mais de la pa-  
fondatrice de l'Évangile.

**TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN**  
En vente (17 F) dans toutes les mai-  
sons de la presse et au siège : 49,  
Faubourg Poissonnière, Paris 9ème.

Représentant la majeure partie des sept mille fonctionnaires des services extérieurs du ministère de la jeunesse et des sports, quatre syndicats d'inspecteurs et de personnels techniques (1), habituellement discrets, ont profité du débat législatif pour dire haut et fort leur mécontentement. Ils ont lancé, un appel en direction notamment des fédérations sportives, des associations d'éducation populaire et des mouvements de jeunesse, afin qu'ils ouvrent « une réflexion sur un ministère de la jeunesse et des sports renoué », préalable à la constitution d'états généraux de la jeunesse et des sports.

Contrairement à ce qu'on a pu en dire, et excepté la « privatisation » dénoncée de quatre-vingt-dix cadres techniques dans les fédérations sportives qui devraient être redistribués sous forme de postes vacants, l'annonce n'est pas directement le ministre de tutelle, M. Frédéric Bredin, dont la politique « offensive » est par ailleurs « positive ». Trop « offensive » peut-être, puisque ce sont les relais de l'administration qui ont pu prendre l'initiative en créant une prime administrative ne suivant plus, La technique bureaucratique mangearit les coussins. Surtout aux sports, dont la direction, tenue par M. Philippe Gralliot, un proche de l'Elysée, est devenue la plus délicate des tâches déconcentrées. En un mot, les vices déconcentrés. Lourdes,

trop lentes, ou finalement trop usées par sept changements ministériels en dix ans...

Appelés à jouer un rôle grandissant et de plus en plus diversifié (mise en place de la politique de la ville, participation aux actions de promotion sociale, d'insertion des jeunes, etc.), les personnels de jeunesse et sports doivent se soumettre à une gestion de leur « petit budget » qui demeure « en souffrance » à Maignion. Ils exposent leurs difficultés à faire valoir, d'un point de vue statutaire, les nouvelles missions éducatives qui leur sont confiées. Et ils posent, à leur niveau, la question plus générale des relations entre les différents secteurs des sports (0,22 % du budget de l'Etat) et le ministère de l'Education nationale, qui, dans les faits, semble effectivement maitriser la mission éducative aménageant du temps de l'enseignement, insérer les jeunes et ce « petit » ministère des sports. Les deux ministères ont donc une simple relation d'Etat à l'Etat et y ont de plus en plus de mal à se faire entendre.

**J.- M. Dv.**

(1) Syndicat national des inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs (SNIPJSL), Syndicat national des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs (SNISL), Syndicat national des conseillers techniques d'éducation populaire (SNCTEP) et Syndicat national pour les activités physiques et sportives (SNAPS).

## EN BREF

Cin Arrestation de deux évadés de Clairvaux — Deux des principaux évadés de la prison de Clairvaux (Aube) ont été arrêtés, jeudi 19 novembre par des policiers de la brigade de recherches et d'intervention du SRPJ de Lyon. Jimmy Segura, trente-deux ans, et Philippe Fabre, trente-deux ans, faisaient partie du groupe de huit détenus qui s'étaient évadés de Clairvaux le 17 septembre dernier, au cours duquel Roland Petrosque, vingt-huit ans, Adrien Gosselin, vingt-huit ans, avaient été repris à Bordeaux, le 18 septembre. Un troisième, Dominique Dégma, avait été tué par la police lors de cette arrestation. Trois évadés, François Payen, trente-neuf ans, Franck Weis, trente-sept ans, et Michel Ghellam, trente-trois ans, sont toujours en fuite. Ils ont été arrêtés, vendredi 20 octobre, à Mucard, quarante-sept ans, avait été lui aussi un gardien de prison, au cours de l'opération.

❖ La brigade criminelle est saisie de l'enquête sur l'incendie du boulevard de Grenelle... La brigade criminelle de la préfecture de police de Paris a été saisie de l'enquête concernant l'incendie qui a éclaté, jeudi 19 novembre, au 96, boulevard de Grenelle à Paris (15), et qui a fait quinze blessés dont quatre dans un état sérieux (*nos dernières éditions du 20 novembre*). Les policiers privilégient l'hypothèse d'un acte criminel, un bidon d'essence ayant été retrouvé au rez-de-chaussée de l'immeuble qui appartient à une association d'action éducative en faveur de jeunes en difficulté.

o Le directeur de la gendarmerie royale du Canada élu à la présidence d'Interpol. — M. Norman David Inkster, directeur général de la « police montée » canadienne, a été élu président d'Interpol à l'issue de la 61<sup>e</sup> assemblée générale de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC), le 10 ~~septembre~~ à Dakar (Sénégal). M. Inkster était le seul candidat briguant la succession du Français Ivan Barbot, préfet et ancien directeur général de la police nationale, dont le mandat de quatre ans arrivait à expiration.

□ Un nouveau syndicat de grands et gardiens dans la police. — La police en tenue est secourue par les tentatives syndicales qui servent de toile de fond à la campagne électorale dans la police nationale (*le Monde* du 17 octobre). Les dissidents, qui avaient quinze en octobre le Syndicat général de la police (SGP), branche parisiennaise de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, proche de la gauche) pour les grands et gardiens de la paix, ont dernièrement créé une organisation aux ambitions nationales, nommée Différent. « Différence, le syndicat des policiers en tenue », présentera des listes régionales et nationales aux prochaines élections professionnelles.

Le frère d'Ali Raïfa repose par M<sup>re</sup> Mitterrand et M. Emmanuel Mitterrand, Daniel Mitterrand, présidents de la Fondation France libertés, a reçu, jeudi 19 novembre, le frère d'Ali Raïfa — le fils de hanté — en 1989 par un boulanger de Reims qui vient d'être acquitté — et ses proches. « La mort d'Ali est absurde. Elle ne sert à rien, à personne. C'est le symptôme d'une maladie, d'une... **Inégalité et préjudice à notre démocratie,** » déclare M<sup>re</sup> Mitterrand, ajoutant que « reconnaître la France est une urgence » et que « l'égalité pour tous, quelle que soit la couleur de la peau, la religion, l'origine, est la condition du maintien de la cohésion sociale de notre pays. » Apparaissant les proches d'Ali Raïfa avaient été reçus par le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, qui avait exprimé « sa profonde émotion ».

Emotion ressentie également par M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, qui a déclaré : « On exige l'excellence des hommes politiques. On ne peut qu'attendre la même exigence à l'égard des Français chargés de rendre la justice ».

□ Rectificatif : manifestation contre le verdict de Reims, samedi 21 novembre à Paris. — La manifestation organisée à l'appel des associations et de la gauche de l'homme, et de la gauche pour protester contre l'acquiescement de la bourgeoisie est prévue le samedi 21 novembre à 14 h 30, place du de la justice, et non le 28, comme nous l'avons écrit par erreur.

■ Incidents à Paris à propos du beañoalais nouveau. — Des heurts se sont produits, vendredi 20 novembre vers 1 heure, entre des forces de police et un groupe de personnes appartenant au mouvement beañoalais nouveau, place Saint-Sulpice, à Paris. Trois personnes ont été légèrement blessées, dont un policier. Six personnes ont été interpellées.

■ Bibliothèque de France : réquisi-  
tions de non-lieu pour M. Domini-  
que Jamet... Le ... du tribu-  
nal de Paris ... pris, jeudi  
19 novembre, ... réquisitions de  
non-lieu en ... M. Domini-  
que Jamet, président des Établisse-  
ments publics, ... de la ...  
de M. Jamet avait ... inculpé,  
le 23 septembre dernier, d'infraction  
l'article 7 de la loi 91-3 du  
3 janvier ... relative à la trans-  
parence de la ... la ...  
marchés publics.  
... avec ... dépôt d'une plainte de l'en-  
treprise C&S, de la ...  
des eaux. Selon elle, lors de la pro-  
cédure, les ... ont tenu à  
CBC ... et ... facon  
irrégulière au profit  
de Bouygues. Des réquisitions ... non-  
tuent, ont seulement été prises en

faveur de M. Serge Goldberg, directeur général de l'établissement public de la Bibliothèque de France, également inculpé dans cette procédure.

o La reconstruction des services hospitaliers en urgence. — Après avoir publié la liste des 50 hôpitaux et des consommateurs d'une « liste noire », les services hospitaliers des urgences « ont émis (ou a fermé) le Monde du (1982) », le ministre de la santé a publié, jeudi 19 novembre, un communiqué dans lequel il affirme que « la carte de France des urgences est largement inexacte, voire mensongère ». Certains hôpitaux ont même cette nuit ont disparu. Il ne faut donc pas d'urgence (...) les affirmations erronées de ce manuel, qui ne sont fondées et des techniques, mettent en cause l'efficacité du personnel et le personnel des établissements », souligne le ministre de la santé, qui réaffirme « la nécessité de mettre au service des urgences ».

□ La démission du directeur du Centre de transfusion de l'Île de la Réunion - La démission du directeur d'administration du Centre départemental de transfusion sanguine (CDTS) de l'île de la Réunion (Finistère), M. Jean-Paul Selaun, a été acceptée à l'unanimité de ses fonctions à la suite de l'infirmité du sang contaminé par le virus du sida (le Monde du 7 novembre), ont refusé, jeudi 19 novembre, sa démission. M. Jean-Paul Selaun, ancien directeur du CDTS, est un poète, a-t-on indiqué au CDTS, sans autre commentaire.

□ L'ancien évêque de Londres souhaite la création d'une « prélatrice » anglicane au sein de l'Eglise catholique. — Dans **Le Monde** publiée jeudi 19 novembre par le journal *Catholic Herald*, le docteur Graham Leonard, ancien évêque anglican de Londres et chef de file, dans l'Eglise d'Angleterre, de la tendance hostile à l'ordination sacerdotale des femmes, a annoncé son intention de rejoindre l'Eglise catholique romaine. Il souhaite y bénéficier d'un statut de prélatrice, de « prélatrice ». — (AFP)

**JOURNAL OFFICIEL**

Sont publiés au Journal officiel  
du vendredi 20 novembre :

**IN ARRÊTÉ**  
- Du 2 novembre 1993 modifiant l'arrêté du 10 septembre 1990 portant règlement d'examen **technologies**

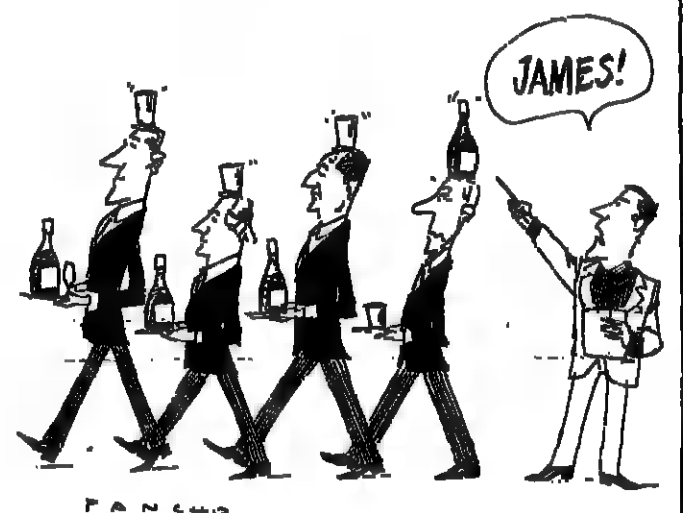
**DES DÉCRETS**  
- N° 92-1223 du 18 novembre 1992 relatif aux ~~arrêts~~ de retour à l'emploi.  
- N° 92-1223 du 18 novembre 1992 portant application de l'article L. 351-25 du ~~code~~ du travail.

*No problem,  
Sir*

La scène se passe à Londres, dans le salon d'un palais d'aristocrates. Cheveux noirs, cheveux blancs, pour un homme, moyenne d'âge 40-45 ans, une douzaine de centimètres de costume sombre défilent un verre sur un plateau vers les mains. Sous l'œil critique et plein d'humour d'un homme treizième génération, un homme en cratin, devenu professeur de bonnes manières. Sportif, bronzé, bien habillé, il joue à la perfection son rôle de Jeaves, l'indémodable butler de P.J. Woodhouse ou celui du maître de maison.

— Je vous salue !  
Cachez-moi sous le plateau.  
C'est affreux, un pourceau qui dépasse. Tenez-le droit. Plus droit. Souriez.  
Nous ne sommes pas là entièrement, nous sommes un cocktail.  
— Vous êtes comme à Lady Serrata.  
C'est votre patronne.  
Qu'est-ce que vous lui dites ? James ne dit rien !  
Sur verre, sur verre, un tombé. Il s'en est allé un autre sur le crâne et s'approche, très digne, en enjambant les débris : Your champagne, Madam ! Et moi : Merci, James ! Non, voyons, James, brochant. Vous buvez du champagne, vous le savez par leur nom. Rappelez-vous que ce n'est pas moi, James, c'est moi.

Dick. Vous n'avez pas dit Monsieur ~~vous~~ sans que d'apporter les consommations. Est-ce que vous le lui signalez? Oui. A haute voix? Non. Comment? En revenant cinq minutes après, avec une note posée sur un plateau lui demandant discrètement s'il veut que les ~~soins~~ soient très bien! Le téléphone sonne. Vous décrochez. Vous dites...? Dans les rangs. La ~~maison~~ sèche. Et le professeur tempêté: Enfin, bon ~~vous~~ dites: Bon-jour! Ici la résidence de Mrs ~~Martha~~ Brown, le butler à l'appareil. May I help you ~~vous~~ ? Oui, pour un verre qu'on ne peut pas de 200 F. Le butler (50 F par an, nourri, logé, blanchi. Un jour et demi du congé par semaine. Et dans le ~~monde~~ de l'Europe par an. Pour snobier l'entourage au point que ~~vous~~ ne pouvez pas aller dans le ~~monde~~ de Mr Spencer, à l'heure du ~~dîner~~ au Savoy, ni de ~~vous~~ emmener ouailles, histoire de leur ~~montrer~~ dans quel genre d'hôtel ils ~~peuvent~~ se loger à dépense ~~de~~ leur maître. Après une visite chez Dunhill et Hulton et Key, au cas où il enverrait ~~vous~~ des cigares et des ~~cartes~~ de visite. Et l'accueil des invités, à l'argenterie ni au service de table, le butler a pris du gelon. Préparez des ~~cartes~~ et



pas même l'entrée de service. A vous, William. Vous êtes déjà chez le directeur de la maison. Vous l'appellez comme ça ? Vous l'appellez ? En fin, pas à 7 heures du soir ! Uniquement le matin au réveil et quand elle se réveille pour la nuit. Inutile de rappeler la longueur de journées aux gens s'ils qu'ils le sont. Ils le savent.

Et tu tournant très mal : C'est à ces petits détails qu'on reconnaît un bon film stylé ! Ce ne sont donc pas qu'un homme, Roy Spencer, qui a écrit la suite de la vie de son père. Une œuvre de réputation internationale, très chère, fait compter 500 \$ pour un stage. Il lui fait semaines, qui fournit, agence de placement à l'appui, des majordomes, des gouvernantes, aux milliardaires américains, anglais ou japonais le plus souvent — ce qui est une distinction — le pantalon rayé, chemise blanche, cravate, gilet et veston noir le matin, gris l'après-midi.

— Ou en complet, tant qu'il prend l'air avec nous. **FRANÇOIS** lui la leçon suivante. Vous êtes en Concorde. Asseyez-vous en rang par là. **A droite**, la butler. A gauche, le patron. Le premier s'adresse au second, le second au premier. **Le** réponse à la question commence par...? **Le** en chœur : Yes, Sir, ou No, Sir. **Quel** ? No problem, Sir. C'est ça ! Et pourquoi **le** du **le** ?

— Pour faciliter **le** mon employeur, donner son pass-  
port, sa valise d'embarquement, ses journaux, ses médicaments, la petite monnaie ou une **le** cas où il aurait besoin de téléphoner à l'aéroport, payer le taxi, filer la pièce au bagagiste etc... Bon, ça va !

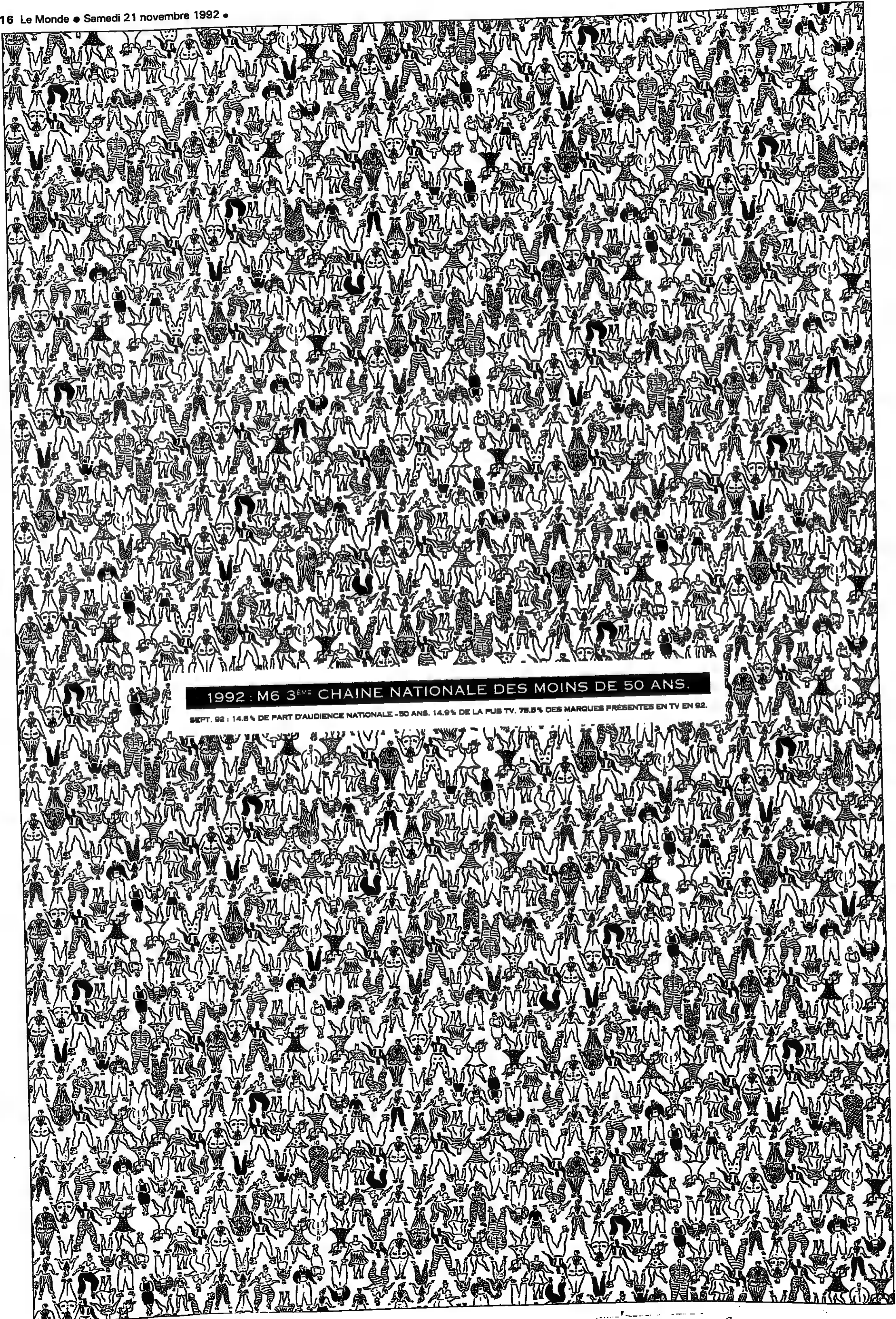
Changement de décor. Monsieur reçoit quelque un dans son bureau. Vous l'y avez conduit.

chauffeur, garde du corps, secrétaire, maître d'hôtel, mais il a tout pour arriver à son employeur de Paris. Les seules choses qui lui manquent, c'est un nouveau maître. Ça s'apprend. Par de doux bouts. Il ne suffit pas d'être un chien. Encore faut-il éduquer un maître, mais de quel il ne s'agit pas de le respecter. C'est lui qui on aime. Voilà pourquoi du nouveau maître.

Je m'étonne : Mettons que je sois une pop star française, une femme de la culture new-yorkaise et que j'aie engagé un de vos chiens. Où lui : Où faire le voyage. Vous allez louer deux chambres, un pour moi, pour lui, qu'il a une Waldorf Astoria. Ça fait vingt-quatre heures. Le matin, nous frappons à votre porte. Vous m'ouvrez d'abord, un peu plus tard, vous ne répondez pas. Nous sommes d'autorité. Vous êtes au lit. Seule, dans une galante compagnie. Mais pas de féminine, pas de morale. Ne prenez pas de parti. Vous êtes un homme, un gâché, mais vous êtes impitoyable.

Et les voilà qui miment, pince-sans-rire, mon rôle à celui de Bill, ou Brown, pardon, pas de familiarité déplacée ! Méduse, ça veut dire le luron qui a toujours ses bœufs. Et le petit déjeuner ? Méduse, ça veut dire, n'est-ce pas, comme d'habitude ? En réalité, ça veut dire, dans la salle à manger, mais là... Bon, maintenant, vous allez voir comment ça va se passer, préparé par votre chef, vous resservir du caviar, laisser votre butler virer discrètement un invité près de la cheminée, et à l'envie d'embrasser celui de vos amis qui vous ont invité en week-end ? Je propose, vous voyez vraiment quelque chose ? Non, je ne demande ça, parce qu'il y a à quelques temps, une dame qui suivit mes cours incongru pendant un mois, rien que pour apprendre à se servir d'un serviteur !





1992 : M6 3<sup>ème</sup> CHAÎNE NATIONALE DES MOINS DE 50 ANS.

SEPT. 92 : 14,6 % DE PART D'AUDIENCE NATIONALE -50 ANS. 14,9 % DE LA PUB TV. 75,8 % DES MARQUES PRÉSENTES EN TV EN 92.

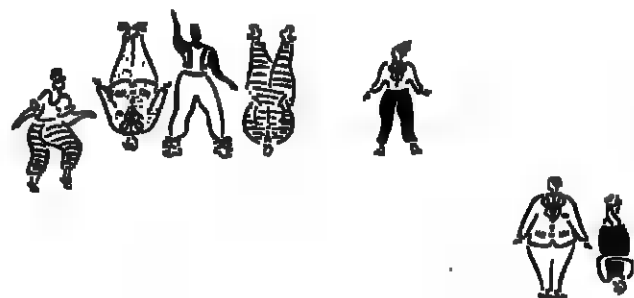


السلامة



1987 : NAISSANCE DE M6.

SEPT. 87 : 1.8 % DE PART D'AUDIENCE NATIONALE. 1.4 % DE LA PUB TV. ■ DES MARQUES PRÉSENTES EN TV EN 87.





# L'automne de Robert LePage

thoven, la création française du  
*Quintette pour piano* et cordes d'Er-  
nest Bloch. Prix : places de 10 à 15  
F. Tél. : 47-42-53-71.

□ Vidéo-danse ■ Beaumont, -  
Centre Pompidou propose le 22  
dimanche 22 novembre, « tous jours  
est allemande, dans le cadre d'un  
cycle vidéo-danse. A l'honneur  
Mary Wigman (*When the Fire  
Dances* 14 heures), Kurt Jooss  
(*The Green Table* 15 heures).

■ Marcia Haydée (*Dancing is Joy*  
Futh 15 h 30), William Forsythe  
(*Expedition Ballet* 17 heures).

■ Pina Bausch *ou Paimine* du 22 au  
24 novembre à l'Opéra de Paris.  
(*Silence* 19 heures, *Les autres* Link  
(15 heures). L'entrée est gratuite  
mais les billets doivent être retirés  
à l'avance (tél. : 44-78-12-33).

□ ■ francophone, - ■  
cadre du festival « francophone  
météissée », le centre Wallonien  
Bruxelles lance la quinzaine d'



## CULTURE

### CINÉMA

#### Détournement en mineur

Les adieux de Vittorio Gassman à l'écran

VALE D'AMOUR  
de Dino Risi

Est-il vraiment sorti, ce film ? Oui, depuis mercredi 18 novembre, mais si discrètement, comme un objet bête (et après une sortie différée à plusieurs reprises) qu'on aurait pu ne pas s'en apercevoir. Il est pourtant signé par Dino Risi, avec Vittorio Gassman qui l'a choisi pour faire ses adieux au cinéma. Est-ce un mauvais film ? Pas, désolé. Et bien pas du tout. C'est même sans doute le meilleur réalisé par Risi depuis l'époque de *Parfum de femme*, *Ames perdues*, *Chambre de l'évêque* et *Dernier amour*, à la fin des années 70.

Un vieillard, ex-directeur de banque sorti d'un asile psychiatrique, fuit les vilénies et les bêtises du monde en se réfugiant dans sa petite musique intérieure au rythme ternaire de la *Valse des patineurs*, se lie de tendresse avec sa petite-fille malheureuse dans une belle-famille de bourgeois glacés, copine avec un

ancien patron d'asile (Eliott Gould dans un numéro burlesque attendu) aux confins d'un no man's land bucolique de banlieue. Ce canevas sert de prétexte à Risi pour une suite de sketches féroces sur le conformisme, la solitude, les mensonges télévisuels, qui prouvent que le réalisateur a retrouvé cette ironie vacharde qui faisait le tonus du *Fanfan* et des *Monstres*.

Nul ne prendra *Vale d'amour* pour un chef-d'œuvre : le film qui relie ces saynètes est par trop ténu, le gamin est filmé avec une complaisance suspecte, et l'image constamment sureclairée est d'une affligeante. Mais sur un canevas de convention, Risi, plus scénariste que cinéaste, brode d'infimes variations, détourne la convention, s'empare des abîmes de perversions au tournant d'une séquence rigolote ou poétique. Bref retrouve, fil-à-fil en mineur, le pas dansant et caustique des beaux jours de la « comédie à l'italienne ».

JEAN-MICHEL FRODON

#### Du côté de Royan

Un conte cruel de l'auteur de « la Discrete »

MAU FIXE  
de Christian Vincent

Elles sont quatre, Valérie, Carine, Frédérique et Armelle. Elles ont tous, étudient la médecine. Pour passer ensemble leurs examens, s'installent dans une villa appartenant à la grand-mère de Valérie, aux environs de Royan. Leur plan est contrarié par l'arrivée de Francis, cousin de Valérie, grand fâché chargé de repêcher les volets de la maison et qu'elles prennent en grippe.

Il y a tout juste deux ans, la *Discrete*, premier long métrage de Christian Vincent, sortait dans un concert de louanges et remportait un joli succès. Guetté avec attention, sinon avec tendresse, pour son deuxième film, Christian Vincent a changé de point de vue. On l'avait vu réaliser une *Valérie* des sentiments, un jeu quasi rétrospectif de la « comédie à l'italienne » de la *Discrete* une sorte de « conte moral » pervers. Pour *Beau fixe*, l'histoire et le réalisme objectif des comportements prennent un air de famille avec *Villa Beau Soleil* de Philippe Alard (co-scénariste) et *Du côté d'Orléans* de Jacques Rivette.

On parle beaucoup dans *Beau fixe*,

mais avec des bouffées d'improvisation, un exercice de style sur le naturel, défini par le regard neutre que le cinéaste pose sur ses personnages. Parisiennes transplantées, les quatre filles, Valérie plus doucement que les autres, se posent en intellectuelles prétentieuses face à un intrus — moins bête qu'il n'y paraît — socialement méprisé. A partir d'incidents extérieurs à la psychologie des personnages, Christian Vincent laisse aller les séquences du film au gré d'attitudes révélatrices. C'est le contraire de la *Discrete* où le spectateur était guidé par la manipulation à l'intérieur du film.

Il faut aller au-delà de ce qui se passe sur l'écran, au-delà de ces grandes peines en train de vivre, sans s'en rendre compte, un échec sur plusieurs terrains (beau travail d'actrices pour Judith Rémy, Jean Zylberstein, Estelle Larrivé). Le jeu comique à l'air, le phallosystème féminin se dégrade, deux des filles font l'expérience de l'égotisme masculin. Avec l'apparition de deux mecs d'aujourd'hui, le film vire au conte cruel. En revenant la vapeur, Christian Vincent échappe aux définitions.

JACQUES SICLIER

#### Filles du tonnerre

UNE ÉQUIPE  
HORS DU COMMUN  
de Penny Marshall

Quand les hommes partent faire la guerre en Europe, les équipes de femmes sont délaissées. On peut tout attendre des Américaines, sauf de sacrifier leur sport national. Sans parler à leur libération, ils ont trouvé la parade : former des équipes féminines. L'idée est venue d'un industriel, « roi de la barre chocolatée ». Les girls ont suivi, et le film de Penny Marshall *Une équipe hors du commun* raconte deux d'entre elles, les sœurs Gail Davis et Lori Petty.

Sur cette image authentique, l'ironie est complexe : l'entraînement, qui évoque celui de la boxe, des arts martiaux et de la danse ; la montée de l'équipe ; la réussite ; la gloire après quelques ratés ; la « d'une communauté homogène, les caractères se ressemblent » ; la « brave fille généreuse, la laide coincée mais championne, celle qui veut des enfants, l'ambitieuse qui ne veut pas de famille, la rivalité entre les deux sœurs dénouée » ; un duel au sommet. Et aussi un joueur alcoolique, abruti et méchant (Tom Hanks), qui, évidemment, finit bien.

COLETTE GODARD

#### Le bracelet de papa

LA PUSSANCE DE L'ANGE  
de John Avildsen

En plus de l'apartheid, l'Afrique du Sud possède de grandes paysages et une lune qui éclaire à contre-jour les troupeaux d'éléphants. Outre leurs avantages visuels, ces éléphants sont susceptibles de piétiner le père du héros. Lequel avait offert à sa femme un bracelet, qu'elle donne à son tour à son fils (Stephen Dorff) avant de mourir. Lui le donnera à la rouquine de ses rêves — Fay Masterson, qui mourra peu après. Ce n'est pas à cause du bracelet, mais de l'apartheid. Car, bien que fille unique d'un leader nationaliste, elle se laisse séduire par les idées libérales et généreuses du garçon : un Anglais, c'est-à-dire épris de justice sociale, et considéré avec presque autant de haine que de mépris que les noirs par ces brutes d'Africains.

*La Puissance de l'ange* est un mélo angélique — le titre original, moins explicite, est *Power of One*. On attendait de voir se laisser séduire, comme Fay Masterson par Stephen Dorff — comme Armin Mueller-Stahl et Morgan Freeman qui font trois petits tours — par ses généreuses idées. Mais le réalisateur manque, en cette folie et en cette poésie qui fait le charme de ce film, la main qu'une délicate et délicate, après la laquelle les produits du cinéma réaliste-socialiste seraient les maîtres de la vie.

C. G.

#### Alertez les bébés

SUR LA TERRE  
COMME AU CIEL  
de Marion Hanel

Il semble que Carmen Maurs soit membre du cabinet d'un européen à Bruxelles, et puis non, elle serait plutôt présentatrice au journal télévisé, ce n'est pas clair, ce n'est pas grave non plus. Ce qui est clair, et grave (enfin, un peu triste), c'est que la comédienne électrique d'Almodovar est d'emblée déconnectée, éteinte. Court-circuitée par les clichés et le symbolisme moralisant dont ruisselle le film. Idem pour le *Didier Bezace*, si convaincant dans *Le 677* de l'année.

Il s'agit d'une fable, que dis-je ? d'une parabole. Figures-vous que le monde en général, et sans doute plus encore son épique communautaire, cosmopolite et belge, serait devenu si laid, si bête et si méchant que les bébés refusent de naître, préférant le suicide intra-utérin à cet univers voué à la famine, à l'indifférence, à la violence et au « Tapis vert ». Honorable idée de nouvelle (Bradbury nous aurait tressé ça en huit pages bien tassées), possible idée de court-métrage pour fin d'études linguistiques à la FEMIS.

Mais en faire quatre-vingts minutes, avec apparitions récurrentes du fetus papotant à sa poche amniotique ! Sur la terre comme au ciel est finalement un film convaincant : en le voyant, on conçoit que les bébés préfèrent le néant.

J.-M. F.

#### Suspense noyé

LES EAUX DORMANTES  
de Jacques Trépo

Jusqu'où le cinéma français ira-t-il dans la production (financièrement assistée) d'un film agoté comme l'est de pique et de suspense une vague sortie en salles où les spectateurs ne se presseront pas, aboutiront forcément à un échec de télévision publique ou à la « mauvaise qualité » ne gêne personne ?

Ce film-ci n'est pas désolé comme les *Martins*, ou béneux comme les *Amis de ma femme*. Il y a un sujet de suspense criminel et psychologique emprunté à Boileau-Marcjac (homme déboussolé, femmes dangereuses, maison piégée, honteux secret de famille). Mais le suspense se dilue dans l'insignifiance de la mise en scène. Les allées et venues de personnages dont les aires mystérieuses n'inspirent que l'ennui font peine pour les comédiens qui vivent beaucoup mieux que les galères. La Brière et ses marais semblent avec le film pour un moment à des postes au présentoir d'un café-tabac. Il y a donc une atmosphère à-dedans !

J. S.

o Festival à Bobigny. — Le *Musée de Bobigny* organise, mardi 24 novembre à 20 h 30, « Nuit des Fantômes ». Les deux premiers épisodes du *Les Fantômes* cinématographique, réalisés par Louis Feuillade en 1913, seront présentés sur musique originale de Sylvain Kassab, interprétée par *Les Fantômes*.

► Magic Cinéma, rue du Chemin-Vert, Bobigny, tél. : 48-30-32-87.

A L'OCCASION DE LA SORTIE DU NOUVEL ALBUM "KEEP THE FAITH"



## Le Concert d'un Soir

22 H 30  
LUNDI 23 NOVEMBRE  
PRÉSENTATION FRANCIS ZEGUT  
**RTL**

POURQUOI THY?



## FIABILITÉ ET PRÉCISION...

Sécurité ■ précision sont le gage de professionnalisme, un concept de base essentiel en aviation.

Depuis 59 ans, Turkish Airlines a fait de cette philosophie sa devise pour toutes ses activités en Turquie et à l'étranger, sur la terre comme au ciel. Elle jouit actuellement d'une excellente réputation, nullement usurpée, parmi les usagers des transports aériens de par le monde.

Les professionnels ■ techniciens de Turkish Airlines forment une solide équipe, parfaitement qualifiée, ■ service 24 heures sur 24 pour ■ votre sécurité à bord. Fiabilité ■ ponctualité sont d'ailleurs leurs maîtres mots.



**TURKISH AIRLINES**

"Vous comptez ■ plus pour ■"







مكتبة

# ÉCONOMIE

## Le conflit à la RATP

### Les « seigneurs de la grève »

Les désagréments infligés depuis mardi 17 novembre aux Parisiens illustrent les excès d'un syndicalisme incapable de distinguer la frontière qui sépare la défense légitime des intérêts catégoriels du corporatisme exacerbé. Mais ce conflit qui tire peut-être à sa fin est d'abord la conséquence des blocages d'une entreprise prisonnière d'un mode de fonctionnement...

Avec neuf organisations (dont quatre autonomes) subdivisées en vingt-huit structures professionnelles distinctes, la mosaïque syndicale de la RATP colle à sa stratification sociale. Or, à l'instar de la SNCF, la régie autonome tente depuis quelques années de casser les rigidités engendrées par la stricte logique de métiers sur laquelle elle a été créée. Ainsi, la direction a créé des « centres bus » rassemblant pour la première fois dans un même ensemble chauffeurs, services de maintenance et personnel administratif.

Mais le poids de l'histoire a donné naissance à une hiérarchie interne au sommet de laquelle les 3 450 conducteurs de métro ont su se hisser. Syndiqués à 80 %, ces « seigneurs » de la RATP sont essentiellement représentés par le Syndicat autonome traction (SAT) et la CGT. Marginalisées, FO et la CFDT ne participent pas à un mouvement qu'elles jugent excessivement corporatiste. La position stratégique des conducteurs - qu'ils cessent le travail, et c'est tout le réseau du métro qui est bloqué - leur a permis d'obtenir au fil des ans de substantiels avantages salariaux et sociaux. Mais cette logique hyper-catégorielle est aussi facteur de divisions. Ainsi, des dissidents du RER ont quitté le SAT pour obtenir des avantages équitables.

Jusqu'à présent, cette situation a permis aux conducteurs d'être les seuls à se soustraire à la réforme des déroulements de carrière et des horaires. Selon eux, l'avancement individuel ne peut que s'effectuer « à la tête du client ». Mais quelle est la crédibilité du SAT et de la CGT - qui, visiblement, se soucient autant des usagers que de leur première grève - lorsqu'ils affirment que les conducteurs « sont traités comme des moins que rien » ?

Parce qu'elle a sous-estimé ces blocages, commis une erreur de calendrier - et que le gouvernement tient davantage à éviter les rouspades préélectorales qu'à assurer la réussite de la réforme, - la direction de la RATP a manqué une nouvelle occasion de convaincre les « seigneurs de la grève » que la modernisation n'est pas forcément un recul social.

JEAN-MICHEL NORMAND

## Les syndicats et la direction sont parvenus à un projet d'accord

Les syndicats grévistes et la direction de la RATP sont parvenus, dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 novembre, à un projet d'accord qui sera soumis aux conducteurs du métro et du RER lundi 23 novembre.

La grève de la RATP ne devrait pas tarder à prendre fin. La direction de la régie et les quatre syndicats grévistes (SAT-autonomes, CGT, GATC-autonomes et indépendants) sont parvenus à un relevé de conclusions sur le projet de réforme de la filière des conducteurs, dans la nuit de jeudi à vendredi. Ce texte devra être validé par une consultation des agents de conduite dans la journée de lundi.

ont annoncé les syndicats, et les préavis de grève sont maintenus pour les 20 et 23 novembre.

### Eviter de perdre la face

Le projet d'accord, dont le contenu n'était pas révélé vendredi matin, ne devrait pas apporter de solutions sur le fond. Il ne fait que reporter les négociations à des jours meilleurs, c'est-à-dire à partir du mois de février. Les syndicats s'opposent principalement à l'introduction d'une formule d'évaluation continue des conducteurs « à titre de référence » et à une modification des horaires en fonction de la demande aux heures de pointe.

La période n'était pas propice à des négociations. Le 1<sup>er</sup> décembre, les élections des comités d'établissement, le 9, les élections municipales et, en janvier, les élections des députés du personnel. Le report des négociations semblait le meilleur moyen de sortir de la crise. D'autant plus que la grève risquait d'être longue. Ses effets sont pénalisants pour les syndicats qui procèdent à des arrêts de travail momentané, le matin entre 5 heures et 7 heures, le soir entre 17 heures et 21 heures. Pour deux semaines de grèves, ce ne sont finalement qu'environ deux journées et demi de salaire perdues.

Le tout était de sortir de la grève en évitant que les différents prota-

gonistes ne perdent la face. Les syndicats exigeaient le retrait pur et simple du projet, la direction de la RATP ne voulait entendre parler que de gel. Le texte, qui ne parle ni de l'un ni de l'autre, est suffisamment équilibré pour ne pas perdre la face de la RATP. Reste que la réforme ne s'appliquera pas le 1<sup>er</sup> janvier 1993 comme prévu et que les négociations à février pourraient être plus rudes. La direction de la RATP pourra-t-elle compter sur le soutien du gouvernement pour mener à bien son projet à la veille des élections législatives ?

Les conducteurs du métro et du RER quassent le dernier bastion des réfractaires à une réforme de la régie mise en cause il y a maintenant un an et demi.

qui bouleverse de fond en comble l'entreprise publique. L'entreprise de transports de voyageurs, dans les stations, modification des déroulements de carrière et de l'appréciation professionnelle sont nécessaires pour permettre de mieux répondre aux besoins des usagers, dit la RATP. La modernisation a déjà été le chemin au sein de l'entreprise et concerne aujourd'hui presque tous les métiers de la RATP. Il faudra sûrement attendre de longs mois avant que la direction puisse venir à bout de son projet.

MARTINE LARONCHE

Lire page 30 le point sur les perturbations dans le métro.

## Le différend agricole entre les Etats-Unis et la CEE

### Les négociateurs américains et européens se séparent après avoir constaté « des progrès »

NEW-YORK

de notre correspondant

Les discussions visant à rapprocher les points de vue de l'administration américaine et de la Communauté européenne sur le volet agricole de l'Uruguay Round, en estimant que des progrès avaient été accomplis. Par la voix de son ministre de l'Agriculture, M. Soisson, la France continue de refuser qu'un accord éventuel aggrave la réforme de la politique agricole commune.

Les deux délégations ont souligné que « des progrès » avaient été accomplis et sont convenues de poursuivre ultérieurement les discussions, sans préciser toutefois de date ni d'endroit pour la poursuite des négociations. « Nous avons fait des progrès substantiels. Nous sommes très près de conclure. Nous reprendrons les discussions aussitôt que possible », a indiqué M. Frans Andriessen, commissaire chargé des

relations extérieures, avant d'envoyer pour Bruxelles en compagnie de M. Ray MacSharry, le commissaire européen aux affaires agricoles. De son côté, M<sup>me</sup> Carla Hills, la représentante spéciale du président Bush pour les négociations commerciales internationales, a également indiqué que « des progrès » avaient été enregistrés au cours de ces deux semaines de discussions. Le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Edward Madigan, qui, la veille, estimait que la position américaine pouvait adopter les propositions européennes, a aussi exprimé sa satisfaction.

Pour les deux délégations, les discussions sont simplement interrompues, et non pas rompues, et les négociateurs de la CEE vont maintenant rendre compte auprès de la Communauté et des membres des dernières propositions américaines qui, selon Washington, devraient permettre

de parvenir à un accord avant le 5 décembre prochain, la limite fixée par M<sup>me</sup> Hills pour appliquer une réduction de 200 % à l'équivalent de 100 millions de dollars d'importations annuelles aux Etats-Unis, notamment de vins blancs. Aucun détail n'a pu être communiqué sur la nature des dernières contre-propositions américaines présentées à Washington comme le seul moyen d'éviter le déclenchement d'une guerre commerciale transatlantique.

M<sup>me</sup> Hills s'est contentée d'indiquer que les deux parties devaient maintenant examiner les progrès constatés à l'occasion de ces deux jours de pourparlers et demander à leurs négociateurs de reprendre des discussions qui aboutiraient éventuellement à un accord final.

SERGE MARTI

### Pour M. Soisson, un « éventuel accord » devra être compatible avec la politique agricole commune

« J'ai la conviction que les Etats-Unis veulent depuis longtemps et avec obstination la destruction de la politique agricole commune », M. Jean-Pierre Soisson n'y est pas allé par quatre chemins au cours de sa conférence de presse du jeudi 19 novembre. S'exprimant au lendemain du conseil des ministres des Douze et du conseil restreint présidé par le président de la République, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a indiqué que la difficile négociation du volet agricole du GATT « n'était pas une affaire d'état qui mais uniquement de... ».

Et si la tension entre Paris et Washington est tellement forte, c'est parce que les Etats-Unis sont la première puissance agricole du monde et la France la seconde. « Or, depuis dix ans, la France a gardé des parts du marché mondial et les Américains ne nous la pardonneront pas », a-t-il ajouté.

M. Soisson a explicité la position française en ces termes : « Nous demandons que les conséquences de l'éventuel accord du GATT soient compatibles avec les engagements pris le 21 mai dernier par les Douze et

par la Commission européenne sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). Nous refusons qu'ils aillent au-delà. » Le débat chahuté entre les Douze sur cette compatibilité aura lieu au moment des négociations européennes de Washington, et la Commission devra présenter au Conseil un document chiffré précis, produit par produit, sur cette compatibilité.

Interrogé sur le point de savoir si Paris ferait jouer son droit de veto en application du compromis de Luxembourg de 1966, M. Soisson a répondu : « Il s'agit d'une décision qui appartient au président de la République ».

M. Séguin proteste contre la destruction du drapeau américain par des agriculteurs. M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, s'est déclaré « profondément choqué », jeudi 19 novembre, par les images montrant un drapeau américain brûlé par des agriculteurs, la veille, lors d'une manifestation à proximité de l'ambassade des Etats-Unis à Paris. M. Séguin estime que « la volonté légitime de la France de s'opposer à une capitulation européenne dans l'affaire du GATT ne peut être qu'effacée par de tels dérapages et un tel manque de sang-froid ».

M. Jospin estime que la France doit « faire preuve de fermeté ». - Invité de Franco-Culture, jeudi 19 novembre, M. Lionel Jospin, ancien ministre de l'Éducation nationale, a affirmé que la France doit « faire preuve de fermeté et dans deux mois à un accord agricole qui soit au-delà de la réforme de la PAC dans les négociations commerciales du GATT. « Cela peut avoir des conséquences, mais il faut que nos partenaires tiennent compte de nos intérêts », a précisé M. Jospin, qui s'est déclaré favorable à une « éprouve de vérité ».

M. Chevènement se prononce pour « l'affirmation d'une forte cohésion nationale ». - M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la Défense et fondateur du Mouvement des citoyens, s'est prononcé, jeudi 19 novembre, pour « l'affirmation d'une forte cohésion nationale, comme l'a souhaité le premier ministre », dans les négociations du GATT. Selon M. Chevènement, « la France se met plus encore dans la main des Etats-Unis en s'en remettant à la CEE du soin de défendre ses intérêts ».

que, mais il est bien évident que si cette compatibilité n'était pas respectée, la France ne donnerait pas son aval à un accord agricole. Quant à la question de savoir si, au sein du gouvernement, l'attitude de fermeté du ministre de l'Agriculture était partagée par ses collègues, M. Soisson a précisé : « Toute l'attention se focalise excessivement sur la question agricole. Je ne vois pas pourquoi l'agriculture pourrait seule le choc du GATT ; tout doit être mis sur la table. Que diriez-vous d'un élève qu'on interroge sur l'œuvre de Corneille et qui ne répondrait qu'en citant le Cid ? »

Enfin, M. Soisson a commenté ainsi la manifestation des paysans devant l'ambassade américaine à Paris : « Je déplore les blessés du côté des forces de l'ordre, mais je comprends et je partage les inquiétudes des agriculteurs français. Il a, par ailleurs, regretté, dans une lettre à l'ambassadeur américain rendue publique dans la soirée, l'attitude particulièrement inamicale de certains d'entre eux envers le drapeau américain ».

FRANÇOIS GROSCHARD

### Le Parlement de Strasbourg approuve la ligne conciliante de la Commission

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le Parlement européen n'est venu au secours de la position française sur le volet agricole du GATT. Bien au contraire, dans une résolution votée jeudi 19 novembre à une large majorité (102 voix pour, 43 contre et 3 abstentions), l'assemblée des Douze « demande instamment aux négociateurs d'aboutir à un accord lors de leur réunion de la semaine à Washington ». La poignée de parlementaires français qui étaient restés à Strasbourg pour participer à la réunion n'ont pu empêcher l'adoption d'un texte appuyant la position de la Commission à Bruxelles, M<sup>me</sup> Frans Andriessen et Ray MacSharry. Ils n'ont pas réussi, malgré l'appui des Verts, à faire annuler la résolution.

Le rejet de cette requête a déclenché une colère d'autant plus grande de M<sup>me</sup> Nicole Fontaine (CDS) et de

M. François Froment-Mouries (CDS) que leurs amis du Parti populaire européen (démocrates-chrétiens) ne les ont pas soutenus. La vice-présidente du Parlement a dénoncé une assemblée consentante face à des concessions communautaires qui seraient inacceptables pour la France à terme, néfastes pour l'Europe ». De son côté, M. François Guillaume (RPR) a tenu un discours compatible.

Certes, la majorité prend la précaution de réclamer un « accord global et équilibré » avant la fin de cette année, comportant, outre le volet agricole, la protection de la propriété intellectuelle et la libéralisation du commerce et des services. Pour sa position, la majorité des députés affirme qu'une « conclusion hâtive de l'Uruguay Round » permettrait « la poursuite de l'économie mondiale (...) » et relancerait l'emploi dans la CEE. Difficile de faire plus près aux arguments avancés par les Britanniques et les Américains. Mais même si étonnant, lorsqu'il s'agit de l'Europe, c'est de ces derniers jours dans les couloirs du palais européen que la priorité est donnée à l'accord avec les Etats-Unis plutôt qu'à la ratification du GATT.

MARCEL SCOTTO

## SOCIAL

### En position dominante depuis la Libération

### La CGT n'est plus majoritaire chez Renault-Véhicules industriels

LYON

de notre correspondant régional

Après avoir perdu la majorité au sein de l'ex-régie Renault, la CGT a également perdu le leadership qu'elle exerçait chez Renault-Véhicules industriels. A la suite des consultations qui ont eu lieu dans douze des treize établissements de l'entreprise, la centrale de M. Louis Vianet a obtenu, mercredi 18 novembre, six sièges au total sur quinze. La CFDT (cinq sièges), la CGC (deux sièges) et Force ouvrière qui ont affiché leur intention de constituer une « majorité de gestion » - identique à celle formée chez Renault - devraient donc prendre le relais. La CFDT accède aux postes de secrétaire et de trésorier. La « majorité de gestion » se propose d'attribuer à un militant CGT le poste de secrétaire adjoint.

Ce basculement est historique, car la CGT pouvait s'appuyer sur le comité central d'entreprise RVI depuis sa création. Jusqu'ici, les relations entre syndicats et régies par un accord de 1970, qui a été dénoncé, cet automne, par les militants FO. A la suite de cette rupture, des négociations amiables, qui auraient attribué à la CGT un total de sept sièges, ont échoué, et l'arbitrage de la direction du travail et de l'emploi du Rhône a été sollicité. On en est finalement venu à une simple application de la loi.

La nouvelle « majorité de gestion » se propose notamment de restituer à chacun des comités d'établissement la gestion des œuvres sociales intégrant près de 17 500 salariés.

GÉRARD BUÉTAS

8 Jours exceptionnels!

DU 13 AU 23 NOVEMBRE

Une fois par an, Roche-Bobois vous rend la vie plus belle en vous proposant des ventes vraiment très exceptionnelles.

Pendant 8 jours, vous allez pouvoir vous offrir tout ce dont vous rêvez chez Roche-Bobois : salons cuir ou tissu, meubles par éléments, tables repas, chaises, tables basses, lampes, tapis... à des prix sensationnels.

Du 13 au 23 novembre, ne manquez pas ces 8 jours d'affaires exceptionnelles signés Roche-Bobois.

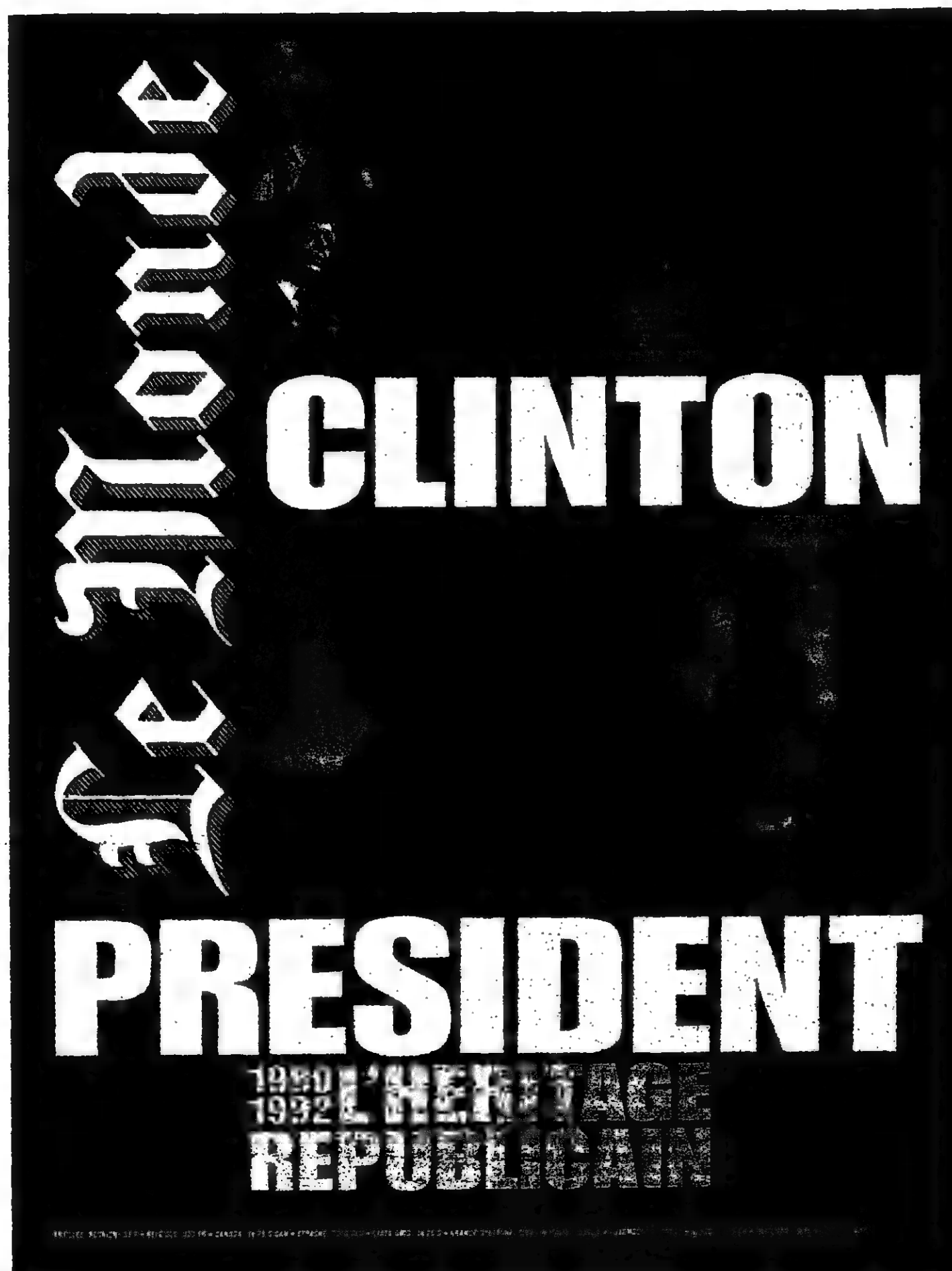
ROCHE-BOBOIS

PARIS 12, 10-11-18 RUE DE L'ÉTOILE 42-44-46-48-50-52-54-56-58-60-62-64-66-68-70-72-74-76-78-80-82-84-86-88-90-92-94-96-98-100-102-104-106-108-110-112-114-116-118-120-122-124-126-128-130-132-134-136-138-140-142-144-146-148-150-152-154-156-158-160-162-164-166-168-170-172-174-176-178-180-182-184-186-188-190-192-194-196-198-200-202-204-206-208-210-212-214-216-218-220-222-224-226-228-230-232-234-236-238-240-242-244-246-248-250-252-254-256-258-260-262-264-266-268-270-272-274-276-278-280-282-284-286-288-290-292-294-296-298-300-302-304-306-308-310-312-314-316-318-320-322-324-326-328-330-332-334-336-338-340-342-344-346-348-350-352-354-356-358-360-362-364-366-368-370-372-374-376-378-380-382-384-386-388-390-392-394-396-398-400-402-404-406-408-410-412-414-416-418-420-422-424-426-428-430-432-434-436-438-440-442-444-446-448-450-452-454-456-458-460-462-464-466-468-470-472-474-476-478-480-482-484-486-488-490-492-494-496-498-500-502-504-506-508-510-512-514-516-518-520-522-524-526-528-530-532-534-536-538-540-542-544-546-548-550-552-554-556-558-560-562-564-566-568-570-572-574-576-578-580-582-584-586-588-590-592-594-596-598-600-602-604-606-608-610-612-614-616-618-620-622-624-626-628-630-632-634-636-638-640-642-644-646-648-650-652-654-656-658-660-662-664-666-668-670-672-674-676-678-680-682-684-686-688-690-692-694-696-698-700-702-704-706-708-710-712-714-716-718-720-722-724-726-728-730-732-734-736-738-740-742-744-746-748-750-752-754-756-758-760-762-764-766-768-770-772-774-776-778-780-782-784-786-788-790-792-794-796-798-800-802-804-806-808-810-812-814-816-818-820-822-824-826-828-830-832-834-836-838-840-842-844-846-848-850-852-854-856-858-860-862-864-866-868-870-872-874-876-878-880-882-884-886-888-890-892-894-896-898-900-902-904-906-908-910-912-914-916-918-920-922-924-926-928-930-932-934-936-938-940-942-944-946-948-950-952-954-956-958-960-962-964-966-968-970-972-974-976-978-980-982-984-986-988-990-992-994-996-998-1000-1002-1004-1006-1008-1010-1012-1014-1016-1018-1020-1022-1024-1026-1028-1030-1032-1034-1036-1038-1040-1042-1044-1046-1048-1050-1052-1054-1056-1058-1060-1062-1064-1066-1068-1070-1072-1074-1076-1078-1080-1082-1084-1086-1088-1090-1092-1094-1096-1098-1100-1102-1104-1106-1108-1110-1112-1114-1116-1118-1120-1122-1124-1126-1128-1130-1132-1134-1136-1138-1140-1142-1144-1146-1148-1150-1152-1154-1156-1158-1160-1162-1164-1166-1168-1170-1172-1174-1176-1178-1180-1182-1184-1186-1188-1190-1192-1194-1196-1198-1200-1202-1204-1206-1208-1210-1212-1214-1216-1218-1220-1222-1224-1226-1228-1230-1232-1234-1236-1238-1240-1242-1244-1246-1248-1250-1252-1254-1256-1258-1260-1262-1264-1266-1268-1270-1272-1274-1276-1278-1280-1282-1284-1286-1288-1290-1292-1294-1296-1298-1300-1302-1304-1306-1308-1310-1312-1314-1316-1318-1320-1322-1324-1326-1328-1330-1332-1334-1336-1338-1340-1342-1344-1346-1348-1350-1352-1354-1356-1358-1360-1362-1364-1366-1368-1370-1372-1374-1376-1378-1380-1382-1384-1386-1388-1390-1392-1394-1396-1398-1400-1402-1404-1406-1408-1410-1412-1414-1416-1418-1420-1422-1424-1426-1428-1430-1432-1434-1436-1438-1440-1442-1444-1446-1448-1450-1452-1454-1456-1458-1460-1462-1464-1466-1468-1470-1472-1474-1476-1478-1480-1482-1484-1486-1488-1490-1492-1494-1496-1498-1500-1502-1504-1506-1508-1510-1512-1514-1516-1518-1520-1522-1524-1526-1528-1530-1532-1534-1536-1538-1540-1542-1544-1546-1548-1550-1552-1554-1556-1558-1560-1562-1564-1566-1568-1570-1572-1574-1576-1578-1580-1582-1584-1586-1588-1590-1592-1594-1596-1598-1600-1602-1604-1606-1608-1610-1612-1614-1616-1618-1620-1622-1624-1626-1628-1630-1632-1634-1636-1638-1640-1642-1644-1646-1648-1650-1652-1654-1656-1658-1660-1662-1664-1666-1668-1670-1672-1674-1676-1678-1680-1682-1684-1686-1688-1690-1692-1694-1696-1698-1700-1702-1704-1706-1708-1710-1712-1714-1716-1718-1720-1722-1724-1726-1728-1730-1732-1734-1736-1738-1740-1742-1744-1746-1748-1750-1752-1754-1756-1758-1760-1762-1764-1766-1768-1770-1772-1774-1776-1778-1780-1782-1784-1786-1788-1790-1792-1794-1796-1798-1800-1802-1804-1806-1808-1810-1812-1814-1816-1818-1820-1822-1824-1826-1828-1830-1832-1834-1836-1838-1840-1842-1844-1846-1848-1850-1852-1854-1856-1858-1860-1862-1864-1866-1868-1870-1872-1874-1876-1878-1880-1882-1884-1886-1888-1890-1892-1894-1896-1898-1900-1902-1904-1906-1908-1910-1912-1914-1916-1918-1920-1922-1924-1926-1928-1930-1932-1934-1936-1938-1940-1942-1944-1946-1948-1950-1952-1954-1956-1958-1960-1962-1964-1966-1968-1970-1972-1974-1976-1978-1980-1982-1984-1986-1988-1990-1992-1994-1996-1998-2000-2002-2004-2006-2008-2010-2012-2014-2016-2018-2020-2022-2024-2026-2028-2030-2032-2034-2036-2038-2040-2042-2044-2046-2048-2050-2052-2054-2056-2058-2060-2062-2064-2066-2068-2070-2072-2074-2076-2078-2080-2082-2084-2086-2088-2090-2092-2094-2096-2098-2100-2102-2104-2106-2108-2110-2112-2114-2116-2118-2120-2122-2124-2126-2128-2130-2132-2134-2136-2138-2140-2142-2144-2146-2148-2150-2152-2154-2156-2158-2160-2162-2164-2166-2168-2170-2172-2174-2176-2178-2180-2182-2184-2186-2188-2190-2192-2194-2196-2198-2200-2202-2204-2206-2208-2210-2212-2214-2216-2218-2220-2222-2224-2226-2228-2230-2232-2234-2236-2238-2240-2242-2244-2246-2248-2250-2252-2254-2256-2258-2260-2262-2264-2266-2268-2270-2272-2274-2276-2278-2280-2282-2284-2286-2288-2290-2292-2294-2296-2298-2300-2302-2304-2306-2308-2310-2312-2314-2316-2318-2320-2322-2324-2326-2328-2330-2332-2334-2336-2338-2340-2342-2344-2346-2348-2350-2352-2354-2356-2358-2360-2362-2364-2366-2368-2370-2372-2374-2376-2378-2380-2382-2384-2386-2388-2390-2392-2394-2396-2398-2400-2402-2404-2406-2408-2410-2412-2414-2416-2418-2420-2422-2424-2426-2428-2430-2432-2434-2436-2438-2440-2442-2444-2446-2448-2450-2452-2454-2456-2458-2460-2462-2464-2466-2468-2470-2472-2474-2476-2478-2480-2482-2484-2486-2488-2490-2492-2494-2496-2498-2500-2502-2504-2506-2508-2510-2512-2514-2516-2518-2520-2522-2524-2526-2528-2530-2532-2534-2536-2538-2540-2542-2544-2546-2548-2550-2552-2554-2556-2558-2560-2562-2564-2566-2568-2570-2572-2574-2576-2578-2580-2582-2584-2586-2588-2590-2592-2594-2596-2598-2600-2602-2604-2606-2608-2610-2612-2614-2616-2618-2620-2622-2624-2626-2628-2630-2632-2634-2636-2638-2640-2642-2644-2646-2648-2650-2652-2654-2656-2658-2660-2662-2664-2666-2668-2670-2672-2674-2676-2678-2680-2682-2684-2686-2688-2690-2692-2694-2696-2698-2700-2702-2704-2706-2708-271



# Le Monde

NUMÉRO HORS SÉRIE



**C**ETTE brochure dresse le tableau de l'Amérique d'aujourd'hui telle que va la trouver le nouveau président, Bill Clinton, après douze années de gestion républicaine.

A partir d'articles déjà publiés par *le Monde*, de nouvelles synthèses ou des textes de présentation, cinq grands chapitres se dégagent : le récit de la campagne électorale et les résultats commentés, puis, au plan international, les grands traits d'une politique étrangère qui a visé à redonner son prestige à l'Amérique. Sur le terrain économique, une politique ultra-libérale qui laisse un lourd bilan. Une société qui doute d'elle-même, une vie culturelle qui bute sur ses contradictions. Avec des graphiques, des tableaux, des cartes, des photos et les dessins des illustrateurs du *Monde*.

## BON DE COMMANDE : CLINTON PRÉSIDENT

Nom : ..... Prénom : ..... France (métropole uniquement). Nombre d'ex. .... X 54 F (port inclus) = ..... F  
 Adresse : ..... Dom-Tom ou étranger. Nombre d'ex. .... X 58 F (port inclus) = ..... F  
 Code postal : ..... Localité : ..... Bulletin à découper à envoyer avec règlement à  
 Pays : ..... « le Monde » : 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15 (France)  
 Pour être servie, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque postal ou bancaire

En vente dans tous les kiosques, 148 pages - 48 F

مكتبة



الجزيرة

# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Nouveaux revers pour les promoteurs de réacteurs à neutrons rapides

### Les Britanniques se retirent du projet de surgénérateur européen

Déjà ébranlés au mois de juin par la décision du gouvernement français de redémarrer le surgénérateur européen Superphénix, les promoteurs des réacteurs à neutrons rapides viennent de subir un nouveau revers avec les Britanniques. La Grande-Bretagne a annoncé, dans la soirée du jeudi 19 novembre, que cette filière « n'était pas une priorité » et qu'elle se retirait du projet EFR (European Fast Reactor) visant à développer en commun avec les Allemands et Français un concept de surgénérateur moderne, utilisable dans des conditions économiques acceptables vers 2010-2020 (Le Monde 20 novembre).

Ce retrait, qui a provoqué une vive réaction de la part de l'opposition travailliste et des syndicats (deux cent soixante-dix personnes au moins pourraient être licenciées), n'a pas vraiment surpris. Ces derniers jours, le gouvernement britannique avait annoncé qu'il ne financerait pas au-delà de 1994 le réacteur surgénérateur prototype de 250 mégawatts de Dounreay. Il avait également fait savoir qu'il ne songerait pas à aller au-delà du mois de mars 1993 sur le projet EFR, considérant finalement qu'en matière d'énergie c'était à l'industrie de payer ses propres projets de recherche.

En revanche, Paris a été étonné par « le caractère brutal et unilatéral » de la décision britannique, qui remet en cause la série de trois accords signés en février 1989 par Londres, Paris et Bonn sur la coopération en matière de recherche et de développement, la coopération industrielle et la mise en commun de la propriété industrielle sur cette filière. Depuis cette date avaient été lancés un certain nombre de travaux pour définir, d'ici au mois de mars prochain, le concept d'un réacteur surgénérateur moderne de 1 500 mégawatts (EFR) dérivé en partie des techni-

ques utilisées sur Superphénix. Parallèlement, une étude économique détaillée devait montrer s'il était possible, demain, de construire en France de tels réacteurs dans des conditions économiques acceptables : prix du kilowatt-heure produit, coût de ces réacteurs, coût d'investissement, etc.

An regard de ces préoccupations, la Grande-Bretagne laisse un grand vide financier. Elle participait, via l'Atomic Energy Authority, à environ 20 % des dépenses de recherche et développement (100 millions de livres par an) menés sur ce projet par les trois partenaires. De plus, l'industriel britannique Nuclear Corporation gérait le tiers des 200 millions de francs de dépenses investies chaque année sur le sujet. Le retrait des Britanniques risque enfin d'avoir de graves conséquences au plan technique. Ils avaient la responsabilité de certaines relations aux réacteurs du type de ceux réacteurs aux feux de sodium. Or, pour éviter les doubles, les installations équivalentes, existant en Allemagne qu'en France, ont été soit mises en sommeil, soit démantées.

Dans ces conditions, alors que Superphénix n'a toujours pas redémarré, le surgénérateur a-t-il encore un avenir européen ? Confrontés à de nouvelles réalités budgétaires, les Allemands seront-ils sensibles, lors de la réunion prévue début décembre, aux arguments des Français qui affirment, avec les nucléaristes américains, japonais et russes, qu'on ne pourra demain se passer de cette filière capable de brûler tout à la fois plutonium et déchets et qu'il faut peut-être, pour cette raison, rechercher une coopération internationale élargie ?

JEAN-FRANÇOIS MAGEREAU

En une seule journée

### Dix mille suppressions d'emplois annoncées en Grande-Bretagne

Une convergence de mauvaises nouvelles, jeudi 19 novembre, a jeté un sérieux doute sur le redémarrage de l'économie britannique. A la chute du PNB (produit national brut) au troisième trimestre (effet ajouté des projets de réductions d'effectifs, massives, chez British Rail (5 000 suppressions de postes) et à la Bank of Scotland (3 500).

milieux économiques. L'annonce d'automne du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, accompagnée d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt (le Monde 14 novembre), avait pour objet de démontrer la volonté des pouvoirs publics de mettre en place un dispositif budgétaire pour favoriser une reprise de l'activité. L'essentiel de réductions d'effectifs concernent British Rail (suppression de 5 000 emplois), la Bank of Scotland (3 500 postes sur cinq ans), ainsi que l'industrie du ciment et les services financiers.

mesures d'économies budgétaires dans la gestion du métro londonien. Quelques 5 000 suppressions de postes (sur une main-d'œuvre de 21 000 personnes), ainsi que des réductions de salaires, ont été prévues par la direction de London Underground, assure RMT, le syndicat des employés du métro. Un mot d'ordre de grève générale d'une durée indéterminée a été lancé à partir de lundi 23 novembre.

#### La barre des 3 millions de chômeurs

Ces menaces sur l'emploi laissent pressager que la barre des 3 millions de chômeurs sera atteinte au début de l'année 1993. Le gouvernement britannique, qui attend un peu de juger des effets économiques bénéfiques de trois baisses successives des taux d'intérêt et d'une dévaluation de facto de la monnaie de près de 15 %

depuis le 1<sup>er</sup> septembre dernier. Les derniers chiffres indiquent cependant une chute de 0,3 % du PNB (à l'exclusion des revenus du Nord) du 3<sup>e</sup> trimestre. Le PNB de la Grande-Bretagne a ainsi perdu 4 % depuis le début de la crise, il y a deux ans et demi.

Pour relancer l'activité, le gouvernement n'exclut pas une nouvelle baisse de 1 point des taux d'intérêt - actuellement fixés à 7 %. Il s'efforce, d'autre part, de ne pas dépasser l'objectif d'un volume de dépenses limité à 244,5 milliards de livres au cours de l'année budgétaire. L'annonce d'une nouvelle « vente d'actions » de British Telecom (le gouvernement détient 33 % des actions) manifeste cette volonté, le Trésor espérant recueillir quelque 5,5 milliards de livres de revenus de la privatisation.

LAURENT ZECCHINI

#### LONDRES

correspondant

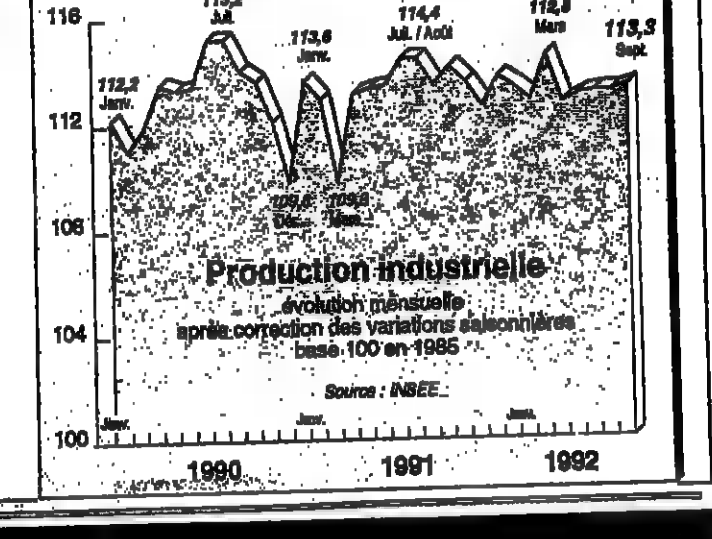
L'annonce, jeudi 19 novembre, de quelque 10 000 suppressions d'emplois porte un coup à la « stratégie de croissance » amorcée par le gouvernement de M. John Major pour tenter de faire reprendre la confiance

#### CONJONCTURE

### La production industrielle en France plafonne depuis presque deux ans

Après avoir plafonné pendant presque cinq ans, de 1980 à 1985, la production industrielle avait recommencé à augmenter à partir de 1986. La croissance avait alors été forte, dans un climat de grande activité mondiale, à peine troublé par le krach boursier d'octobre 1987. On retrouve l'indice de la production industrielle à 115,2 % en juillet-août 1990, traduisant une progression de 15 % en moins de cinq ans. Ce sera le point le plus haut d'une ascension qui va prendre fin.

La crise du Golfe qui débute à l'été 1990 va immédiatement provoquer une forte baisse de la production, rapidement compensée dès la fin des hostilités, survenue fin février 1991. Mais la reprise qui se produit sera de courte durée, s'interrompant dès le mois de septembre 1991. Nous en sommes là en cette fin d'année 1992 : la production industrielle se maintient très légèrement en dessous de son niveau le plus haut, atteint à l'été 1990. C'est grâce à des progrès très importants à l'exportation que les entreprises françaises ont pu maintenir leur production, alors que le climat se dégradait. Il est donc inquiétant de savoir que les progrès à l'exportation vont être maintenant beaucoup plus difficiles.



## CENTRE D'ESSAIS RENAULT : DU 19 AU 25 NOVEMBRE 1992

# CONDUITE COMPARATIVE DES AUTOMATIQUES CLIO, RENAULT 19, RENAULT 21, SAFRANE.

Faites un premier test sur le papier. Cochez la case 1 ou la case 2. Et dans tous les cas, rendez-vous à la case 3.

**1**

**Je suis pour la boîte de vitesses mécanique.**

Sur l'autoroute comme sur la route, j'aime passer mes régimes et entendre le moteur répondre à mes exigences. De plus, la conduite sportive n'est pas pour me déplaire.

**2**

**Je suis pour la boîte de vitesses automatique.**

J'aime aller à l'essentiel. Automatiquement, j'opte pour une conduite où je n'ai même plus à me soucier des changements de vitesses. Je suis plus décontracté, ça roule tout seul ! Surtout dans les embouteillages.

**3**

**Je suis pour essayer la conduite automatique.**

J'ai coché la case 1, mais je ne suis pas insensible à votre offre d'essai. Si je veux prendre un rendez-vous d'essai, je téléphone gratuitement au 05 05 05 54

**JE SUIS POUR GAGNER UNE CLIO BACCARA EN VERSION AUTOMATIQUE.**

J'ai coché la case 2, mais je n'ai rien contre le fait de gagner un participant sans obligation d'achat un jeu par tirage sort.

Les modalités du règlement seront précisées sur des affichettes apposées à l'intérieur du d'essais.

## ESPLANADE DU CHATEAU DE VINCENNES









الخطوط الجوية

## ÉCONOMIE

### COMMUNICATION

#### L'obstruction britannique retarde l'adoption d'un plan communautaire sur la télévision haute définition

Onze Etats membres ont confirmé, lors de la réunion des ministres des télécommunications des Douze qui s'est tenue jeudi 19 novembre à Bruxelles, leur appui à l'adoption d'un plan d'action communautaire pour la promotion des services de télévision en format 16/9. Mais l'obstruction britannique et l'attente du sommet d'Edimbourg retardent la fixation des crédits nécessaires à ce plan.

BRUXELLES

(Communauté européenne)

de notre correspondant

Dans l'état actuel de la technologie, seule la norme européenne D2 MAC (intermédiaire vers la télévision haute définition) permet ce format 16/9, et pourrait donc bénéficier immédiatement du plan préparé par la Commission.

Le Royaume-Uni a toutefois refusé d'approuver une déclaration qui consacrait cet accord politique, en prétextant que rien ne pouvait être fait tant que les Douze n'auraient pas approuvé la programmation budgétaire pour la Communauté au cours des cinq années à venir, ce qu'on appelle le « plan Delors 2 ». Les décisions à ce sujet doivent en principe être prises par les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE, les 11 et 12 décembre à Edimbourg. L'obstruction systématique pratiquée par M. Edward Leigh, le ministre britannique, qui présidait les travaux des Douze, a été dénoncée, en termes souvent très vifs, par les autres membres du Conseil.

Le D2 MAC, cette norme de transmission des images par satellite développée par Thomson et Philips, dont une norme annonce régulièrement le mois, bénéficiera donc vraisemblablement d'un concours financier. C'est ce que prévoit le plan communautaire, mais au point par les Douze conformément aux orientations de la directive qu'ils avaient

approuvée en décembre 1991. Sur le contenu du plan, tout le monde est en principe d'accord, y compris même les Anglais.

Le problème qui s'est posé jeudi était de savoir si cet accord pouvait être formellement annoncé, alors que rien ne pouvait être dit, concernant le montant du concours financier consenti par la Communauté, en l'absence de décisions sur la programmation budgétaire.

Le Royaume-Uni et le Danemark se sont opposés à un projet de déclaration présenté par M. Emilio Zaccarelli, le ministre français, auquel les dix autres Etats membres étaient prêts à souscrire. Le Danemark s'est rallié à un second texte, moins engageant notamment en ce qui concerne la partie financière, proposé par M. Filippo Maria Pandolfi, vice-président de la Commission européenne chargé de la politique de la recherche.

#### Une politique d'intervention insupportable

Renouveler formellement l'engagement du Conseil exigeait cependant l'unanimité. M. Leigh n'a rien voulu savoir, comme si l'idée de voir adopter un jour ce plan d'action, symbole d'une politique d'intervention à laquelle le gouvernement conservateur est allégué, lui était, en fait, insupportable.

Mais, au grand mécontentement de ses collègues, le ministre britannique pousse plus loin la mauvaise volonté. Il refuse l'idée de convoquer une réunion extraordinaire des ministres des télécommunications pour approuver le plan d'action, entre le 12 décembre, c'est-à-dire entre la date du Conseil européen où devraient être fixées les orientations budgétaires et la fin de l'année. M. Pandolfi lui fit valoir qu'il dépassait ses droits, tels qu'ils sont définis par le règlement du Conseil.

Apparemment peu troublé, M. Leigh réserva sa décision. « La présidence britannique a pris une lourde responsabilité en tentant de freiner la progression de l'Europe

vers une nouvelle technologie », a commenté M. Zaccarelli. Cet incident illustre la mauvaise ambiance caractérisant une présidence britannique à laquelle il est souvent reproché de se montrer résolument négative.

La Commission avait proposé un concours de 850 millions d'euros, soit près de 6 milliards de francs, pour financer le plan d'action. L'effort de la Communauté sera inférieur, mais les Etats membres ont tous estimé que, pour être efficace, il devrait demeurer significatif. La « masse critique », conçue avec l'objectif de parvenir à une vingtaine de chaînes proposant des services en 16/9, devrait se situer aux alentours de 500 à 600 millions d'euros (de 3,5 à 4,2 milliards de francs).

L'aide, qui, pour l'essentiel, sera partagée entre les chaînes et les producteurs de programmes, aura comme objectif affiché la promotion de la télévision diffusée sur écran large. En d'autres termes, le soutien communautaire pourrait bénéficier à d'autres technologies que le D2 MAC, dès lors qu'elles seraient en mesure d'être transmises en 16/9. C'est là une ouverture en direction des Allemands qui misent sur le développement de la norme PAL+, ou d'autres qui présentent activement la diffusion numérique.

Cependant, dans le court terme, compte tenu de la situation au plan technologique (PAL+ ne devrait arriver sur le marché que vers 1996), c'est la norme D2 MAC qui devrait être le bénéficiaire quasi exclusif du plan de soutien. « Le grand format représente un avenir incontournable et, aujourd'hui, il n'y a qu'une norme qui puisse porter ce format, c'est le D2 MAC », a constaté M. Zaccarelli. Le ministre a souligné que trois chaînes (France 2, Canal+, Ciné Cinéma) émettraient en France, par l'intermédiaire du satellite Télécom 2A, une vingtaine d'heures, chaque jour, en D2 MAC.

PHILIPPE LEMAÎTRE

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### Actionnaires

#### Renforcer nos atouts

Comme l'an dernier il pareille époque, je souhaite vous informer sur la situation de Lafarge Coppée en cette fin d'année et d'abord rappeler l'environnement économique de nos activités.

#### Dans un contexte difficile...

La situation de faiblesse de l'économie mondiale que nous avons connue en 1991 ne s'est guère améliorée en 1992, bien au contraire. La reprise américaine tant attendue ne s'est pas concrétisée. Sur nos principaux marchés européens, la détérioration des marchés de la construction s'est accentuée au premier semestre. A l'atténuation et la crise de confiance économiques sont ajoutés les soubresauts d'une monnaie instable. Pour 1993, nous anticipons une nouvelle baisse de moindre ampleur.

#### ...nous résistons à la dégradation des marchés...

Dans ce contexte difficile, notre groupe bénéficie de son implantation sur certains marchés en croissance. Dans la partie orientale de l'Allemagne d'abord, la reconstruction s'est maintenant amorcée, dans les pays ou zones en voie d'industrialisation, comme la Turquie, le Maroc, le Malawi et l'Océan Indien. Globalement, les ventes de ciment dans le monde devaient en 1992 être à peu près au même niveau qu'en 1991.

D'autre part, nous recueillons les fruits des investissements de modernisation de notre outil de production, de réduction des coûts et du développement de nouvelles lignes de produits.

C'est ainsi que nous avons pu annoncer des résultats pour le premier semestre 1992 identiques à ceux du premier semestre 1991.

#### ...en intensifiant nos actions de rationalisation et de productivité.

Pour résister à la dégradation de la conjoncture, retrouver progressivement un meilleur niveau de rentabilité, nous intensifions nos actions de rationalisation et de productivité :

- en Amérique du Nord, la réduction des coûts et la vente de certains actifs non stratégiques nous ont permis de réduire les pertes de Lafarge Corporation.
- sur un marché européen en pleine restructuration, Plâtres Lafarge a gagné 30% de productivité en 4 ans. En outre la tendance à la baisse des prix de vente de la plaque de plâtre s'est inversée. Asland s'est engagé dans un vaste programme de restructurations pour atténuer les effets du ralentissement de la croissance espagnole.
- nous avons continué à investir, mais avec une grande sélectivité et en appliquant avec rigueur nos critères de rentabilité. Les investissements de 1992 représenteront 3 milliards de francs, financés par l'endettement par la banque et quelques emprunts.
- nous avons fait le choix de ne pas compromettre la fiabilité et la capacité de progrès de nos outils industriels et nous avons poursuivi nos actions de protection de l'environnement. Nous poursuivons nos efforts de recherche et développement et nous poursuivons, bien qu'à un rythme un peu moins soutenu, nos recrutements pour la constitution de nos équipes de demain.

La réussite de l'offre publique d'échange des actionnaires minoritaires de Cementia témoigne de la confiance des investisseurs dans l'action Lafarge Coppée et va avoir un effet positif sur le résultat par action du groupe.

Conjuguer rigueur dans le court terme et préparation de l'avenir est un exercice exigeant, mais nécessaire. Il s'accompagne d'une mobilisation permanente de tous, à tous les niveaux, pour atteindre nos objectifs de rentabilité.

#### Nous nous appuyons sur des atouts solides pour aborder le contexte incertain de 1993.

En 1993 nos marchés d'Europe Occidentale baisseront sans doute encore. Aux Etats-Unis si les décisions de relance prévues à la nouvelle loi fédérale se confirment, l'orientation de nos activités ne pourrait qu'en bénéficier.

Le contexte des mois et des années qui viennent reste donc très incertain mais nous avons de sérieux atouts :

- notre santé financière, 10 milliards de francs environ de dettes pour 11 milliards de francs de fonds propres.
- une implantation géographique équilibrée et une large gamme de produits qui nous permettent de profiter des éléments de reprise là où ils se manifestent.
- des marchés où les besoins en matériaux de construction (logements, infrastructures, réhabilitation...) restent élevés si le contexte économique n'est pas aujourd'hui favorable.
- la volonté et une capacité de progrès, les valeurs partagées de notre groupe.

Cela doit nous permettre d'atteindre notre objectif essentiel : assurer la rentabilité du groupe et maintenir sur le long terme l'investissement de nos actionnaires.

Bertrand Collomb  
Président-directeur général



LAFARGE  
COPPÉE

leader mondial des matériaux de construction

Eric  
Clapton  
sur Europe 2  
en concert  
acoustique  
le 23 nov. de 20h à 21h



en diffusion simultanée sur









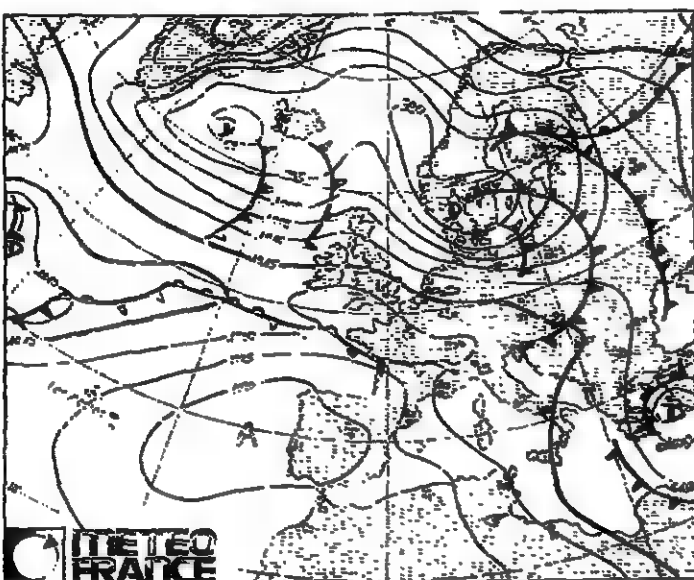
**Cours relevés à 13 h 30**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

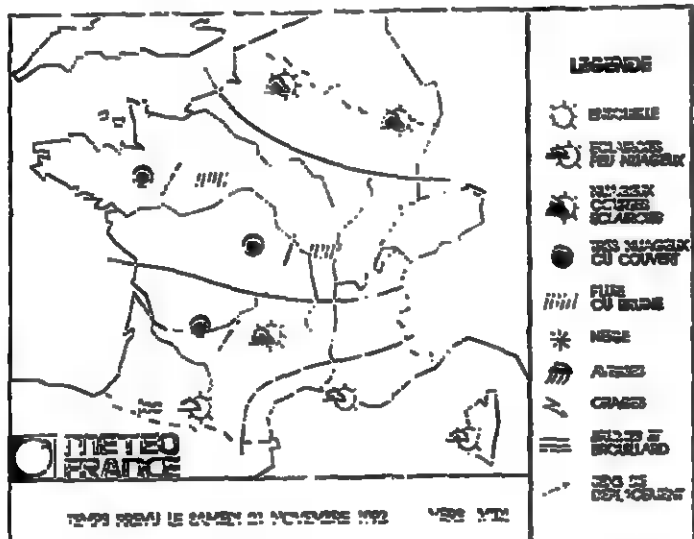


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION ■ 20 NOVEMBRE ■ 12 HEURES TUC



PRÉVISIONS POUR LE 21 NOVEMBRE 1992



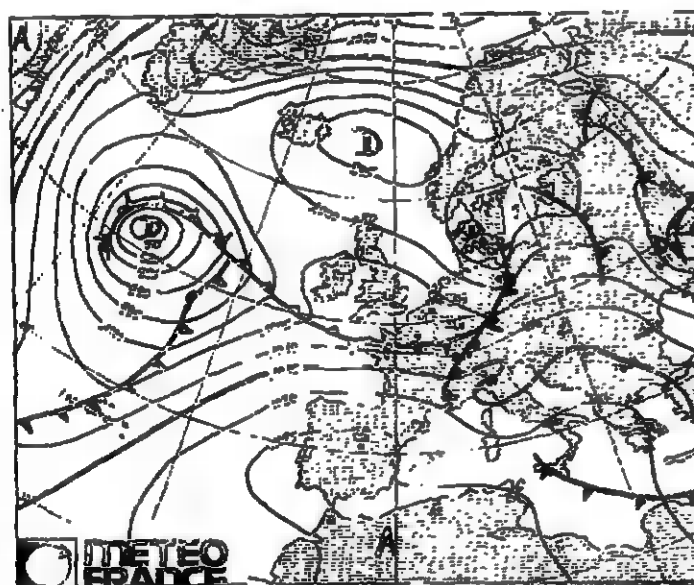
**Samedi : pluie sur l'Ouest.** Des courants de nuages du Sud. Sur la bordure méditerranéenne, la pluie sera encore intermittente avec des moments de soleil. Pour l'ensemble, la pluie sera plus ou moins abondante. Quelques dégelées ponctuelles sur la bordure belge à la mi-journée.

Sur la moitié sud, il ne devrait pas pleuvoir.

Le vent d'ouest sera modéré sur les côtes atlantiques.

Les températures maximales seront douces : entre 8 degrés à 12 degrés l'après-midi, les thermomètres indiquant 8 degrés à 12 degrés sur un quart nord-est, 12 degrés à 14 degrés sur l'Ouest, 17 degrés à 18 degrés sur la moitié sud avec localement 20 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 22 NOVEMBRE 1992 ■ 12 HEURES TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 20-11-92

Villes choisies pour les prévisions

FRANCE	STRASBOURG	LYON	PARIS	TOULOUSE	NANTES	BRETAGNE	ALPES	PIÉMONTE	VAL D'AOSTE	ITALIE	ESPAGNE	PORTUGAL	GRÈCE	TURQUIE	AFRIQUE	ASIE	Océanie
18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18
10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

TUC : temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

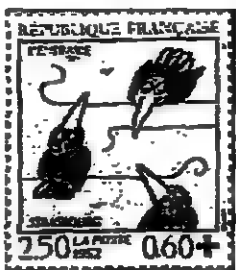
(Données établies avec les données techniques officielles de la météorologie nationale)

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

# PHILATÉLIE

## Croix-Rouge 1992

La France mettra en vente générale, le 21 novembre, le timbre Croix-Rouge 1992, intitulé « L'Enfance - Strasbourg ». Sa valeur faciale de 2,50 F est affectée d'une surtaxe de 0,60 F. Le montant de cette surtaxe sera reversé, conformément à la tradition, à la Croix-Rouge française.



En France, le premier timbre surtaxé au profit de la Croix-Rouge a été émis le 18 août 1914, sous la forme d'une « Semeuse » à 10 c, surtaxée de 5 c (tirage à 600 000 exemplaires).

Le timbre, au format vertical 27 x 32,75 mm, dessiné par Toni Ungerer, mis en page par Michel Durand-Mégret, est imprimé en héliogravure sur feuilles de trente ainsi qu'en miniature (vendus 31 F) de dix timbres et deux vignettes publicitaires comportant le texte :

« Soyons fidèles, continuons l'Histoire ».

## En filigrane

Manifestations. - Bureau de poste temporaire sur le thème « L'Homme de Taubert », les 21 et 22 novembre, au Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro à Paris, avec un timbre dessiné par Raymond Mécatti (et auteur du motif de l'obélisque). Raymond Mécatti et Henry de Lumley ont sur place les deux jours, de 10 heures à 17 heures, pour des séances de dédicace.

Derniers jours, les 21 et 22 novembre, de l'exposition organisée par l'Association philatélique de Maisons-Laffitte, au centre culturel Longueval, avenue Longueval, face à la mairie (entrée libre).

Bureau de poste temporaire, le 27 novembre, pour la Semaine de la lecture, sur le thème de l'Union (31). Société philatélique auprès de l'Association philatélique du CNES. G. Carpentier, 18, avenue Edouard-Belin, Toulouse.

Concours de philatélie sociale. - L'Union dans la forêt équatoriale récompensera les vainqueurs du concours philatélique scolaire, ouvert aux élèves des écoles élémentaires, des collèges et lycées, organisé

par la Fédération des sociétés philatéliques françaises, l'Association Regards croisés, le CFIEN et l'OCCE. Thème du concours : « L'homme et la forêt ». Date limite des inscriptions : 30 novembre. Pour tout renseignement : Concours philatélique scolaire, Philippe Lesage, BP 168, 45201 Montargis Cedex.

Les mystères de l'univers. - Une incroyable œuvre feutrée-tout de soie bleue de timbres intitulés « Mystères de l'univers » a été récemment achetée par M. de la Meuse. On y trouve, pêle-mêle, le triangle de Pascal, le yéti, le monstre du Loch Ness, Tchernobyl, les fantômes, les manoirs anglais, l'énigme du Sphinx, l'Atlantide, Stonehenge, les OVNI...

# CARNET DU Monde

## Naissances

- Evelyn et Olivier STERN ont annoncé la naissance d'une petite fille.

Anna.

18 novembre 1992. - France, auprès du Centre de l'Europe, 67000 Strasbourg.

- Dan, Laurence et Antoine LEVY-LAMBERT ont la joie d'être parents.

Léa.

16 novembre 1992. - 6, rue de Mulhouse, 75002 Paris.

- Olivier et Nathalie HURTIER, née Lallier, ont la joie de faire part de la naissance

Nicolas.

13 novembre 1992. - 180, rue de la Vierge, 51100 Verdun.

## Fiançailles

- Anna-Sophie SCHUMACHER et Thierry MULLER ont décidé de se fiancer.

22 novembre 1992.

## Décès

- Georges Blanchard, son épouse, et Guillaume, ses enfants, ont décidé de faire part du décès.

Renée BLANCHARD, disparue le 10 novembre 1992.

180, rue de la Vierge, 51100 Verdun.

- M. et Mme Claude Bonnard et leur famille, font part du décès de

BONNARD.

16 novembre 1992. - Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Pierre Mentré, M. et Mme François Mentré et leurs enfants, ont décidé de faire part du décès de

M. et Mme Benoît Mentré et leurs enfants.

M. et Mme Marc Mentré, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MENTRÉ, décédé le 17 novembre 1992.

14, rue de la Belle-Vierge, 51100 Verdun.

## INSTITUT

Deux nouveaux membres à l'Académie des sciences

MM. Jacques Girard et Michel Mouton ont été élus membres de l'Académie des sciences, lundi 16 novembre, respectivement dans les sections « neurosciences » et « physico-chimie des solides ».

M. Jacques Girard, né le 30 août 1936, dirige depuis 1972 le département de neurophysiologie à l'Université de la Méditerranée, où il a été nommé au Collège de France depuis 1982, en lui doit plusieurs avancées importantes, tant sur le métabolisme des neurotransmetteurs que la fonction des systèmes nerveux qui sur les neurotransmetteurs de la neurotransmission. Auteur - dès les années 50 - des premières études sur le métabolisme cérébral des neurotransmetteurs, il fut également à l'origine de la découverte de l'insuline dopaminergique du cerveau préfrontal.

M. Michel Mouton, né le 23 janvier 1938, est l'un des spécialistes les plus novateurs de la chimie de collée. Professeur de chimie expérimentale à l'université Bordeaux-I, il travailla dans les années 60 sur les brucines oxygénées de vanadium et de tungstène. Alors transféré dans ce domaine au sein de la communauté scientifique, il a été une série d'interprétations originales, basées sur une connaissance approfondie de la chimie chimique. Cette démarche a conduit ensuite à des progrès de recherche aussi divers que la stabilisation de valences nouvelles des éléments de transition, les propriétés de transport électronique de systèmes organiques ou les mécanismes de croissance cristalline. On lui doit également la découverte de structures intermédiaires, dont les applications régissent aujourd'hui la catalyse et la photocatalyse.

**STERN GRAVEUR**

Cartes à visite  
Invitations  
Papier à lettre  
qualité

le prestige de la gravure  
47, Passage des Capucins  
75002 PARIS  
Tél. : 45.06.36.45 - Fax : 42.36.48

DU 20 AU 23 NOVEMBRE 1992

**LES ANTIQUAIRES AU CHATEAU DE BRETEUIL**

CHATEAU DE BRETEUIL - YVELINES

COUVERTURE AU PUBLIC  
VERGES, DIMANCHE DE 10 H 30 À 12 H  
LUNDI DE 10 H 30 À 12 H

8<sup>e</sup> SALON DES ANTIQUAIRES PARIS XVI<sup>e</sup> PORTE DE PASSY

PELOUSE d'ANTIQUE  
HIPPODROME DE PASSY

PROLONGATION EXCEPTIONNELLE  
LUNDI 22 NOVEMBRE 1992  
de 11 h à 22 h tous les jours

Organisation EXPOTROLLES  
171 rue de la République 75011 PARIS  
Tél. : 43.47.35.00 Fax : 43.45.64.23

## WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS  
Samedi 21  
Drouot-Richelieu, 14 heures : argenterie, bijoux, tableaux, dessins, sculptures, boîtes à photographes.

Dimanche 22  
Drouot-Montaigne, 13 heures : horlogerie. Pavillon royal (bois de Boulogne), 14 heures : mobilier, objets d'art.

ILE DE FRANCE  
Samedi 21  
Le Varenne-Saint-Hilaire, 15 h 30 : argenterie, bijoux, argenterie, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Auxerre, 14 h 30 : art primitif. Chartres, 14 heures : mobilier, tableaux, miniatures. Fontainebleau, 14 heures : l'École de Barbizon. L'Isle-Adam, 14 h 30 : art d'Asie. Provins, 14 heures : argenterie, bijoux, Verres, 14 h 30 : Arts de la table. Versailles (Rameau), 14 h 30 : œuvres de Jean Peské. Versailles (Palais des Congrès), 14 heures : mobilier, tableaux. Versailles (Château de Versailles), 14 h 30 : sculptures.

La quinzième édition européenne de l'initiative de la communauté des frères de Taizé, aura lieu durant six jours, du Noël au Nouvel An, à Vienne (Autriche). Le thème sera : « Vie intérieure et solidarités humaines ». Le rassemblement comprend l'accueil dans les familles et les paroisses, des temps de prière commune, des ateliers de réflexion, des ateliers de jeunesse.

van-tégère), 14 h 30 : sculptures.

PLUS LOIN  
Samedi 21  
Bercy, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Dijon, 10 heures : vins de Bourgogne. Laval, 14 h 30 : Extrême-Orient. Lyon (Maison Rivière), 14 h 30 : Extrême-Orient. Lyon (Séjour Apollinaire), 14 h 30 : argenterie, bijoux. Marseille, (Cantini), 14 h 30 : cartes postales. Marseille, (Jean Martin), 14 h 30 : mobilier, tableaux. Nancy, 14 heures : Byrron, régionalisme. Nantes, (centre Beaulieu), 14 heures : tableaux-postes. Orléans, (Pot-de-fer), 14 heures : vins, alcools. Orléans, (Notre-Dame-du-Chemin), 14 heures : tableaux. Rouen, (Croix), 14 h 30 : céramique, art populaire. Troyes, 11 heures et 14 heures : livres, documents. Troyes, 14 heures : livres.

Dimanche 22 novembre  
Bercy, 14 h 30 : tableaux, mobilier. Châteaubourg, 14 heures : mobilier, argenterie. Dijon, 10 heures : 14 heures : vins de Bourgogne. Gien, 14 heures : archéologie, Extrême-Orient. La Flèche, 11 heures et 14 heures : livres. Limoges, 14 heures : mobilier, objets d'art. Montauban, 15 h 30 : jouets, soldes de plomb. Nantes, 14 heures : autographes, documents. Neuville-de-Poissy, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Rouen, (rue du Général-Girard), 14 h 30 : tableaux, lithos. Rozen (Palais des congrès), 14 h 30 : mobilier, d'art, orfèvrerie. Saint-Dié, 14 heures : mobilier, objets d'art. Vieux, 14 h 30 : mobilier, tableaux.







Une semaine après l'inculpation et l'incarcération de M. Pierre Botton

## M. Michel Noir a décidé de sortir de son silence

M. Michel Noir, maire de Lyon, a décidé de sortir de son silence dans l'affaire Pierre Botton. Il s'exprime vendredi 20 novembre, au journal de 20 heures de TF1. Inculpé et écroué depuis le 14 novembre, l'homme d'affaires lyonnais, le gendre de M. Noir et fut son directeur de campagne, chargé notamment des questions financières. En mars 1991, dans un mémoire en réponse à l'administration fiscale où M. Botton justifiait ses largesses envers des personnalités des médias (le Monde du 18 novembre), M. Noir avait aussi plusieurs reprises son beau-père.

Le choix de TF1 n'a pas soulevé l'enthousiasme de tous ses conseillers. Certains auraient préféré soit qu'il continue à se taire, soit qu'il choisisse une autre chaîne que TF1. M. Bouygues pour s'exprimer sur ses relations avec M. Botton. Car,

les explications données en 1991 par son gendre aux enquêteurs du fisc sur les dépenses somptuaires de sa société Vivien SA, le maire de Lyon est présenté - à l'instar de M. Patrick Poivre d'Arvor, présentateur vedette de TF1, qui cependant dément catégoriquement la plupart des assertions de M. Botton - comme l'une des personnalités scientiellement utilisées afin de promouvoir les prestations de Vivien auprès de pharmaciens. M. Botton n'hésite pas à justifier ainsi, en affirmant qu'ils correspondaient bien à l'objet social de sa société, les frais qu'il a engagés pour payer des voyages, des cadeaux, des séjours pour M. Noir, sa famille, voire le professeur de M. Noir du maire de Lyon.

## Les comptes de la campagne municipale

Une facture Air France de 27 000 francs de début 1987 est ainsi commentée : « Concerne Michel Noir qui participait à la notoriété de la société Vivien en acceptant de déjeuner et de dîner en présence de pharmaciens... ». Le provient des différentes attestations. Celles-ci, au nombre d'une dizaine et signées par des pharmaciens, attestent que le ou la signataire « dîné » dans la villa qui jouait à l'époque, durant l'été, M. Botton à Saint-Tropez avec M. Patrick Poivre d'Arvor et Michel Noir, ainsi que d'autres personnalités du Tour Paris. Une facture Pan-Européenne Air Services, d'un montant de 1 750,30 francs, est datée du 21 août 1986, est justifiée par M. Botton dans les termes suivants : « Déplacement à Saint-Tropez avec M. M. M. pharmaciens à Saint-Rémy, où ils ont dîné avec M. Noir et donné leur accord pour la transformation de leur pharmacie... ».

Une facture SAR-Avions Taxis du 31 décembre 1987, de 23 000 francs, est ainsi commentée : « Déplacement de Michel Noir et de sa famille à Venise (la rapatriation comme un attestations) démontrent, que de nombreux pharmaciens ont dîné ou déjeuné avec Michel Noir et que, par conséquent, un livre dédicacé par Michel Noir lui-même leur a été remis. Cela confortait l'image d'une société excep-

tionnelle. Une facture Air France d'un montant de 432 francs, du 4 décembre 1987, alors que M. Noir était en voyage d'affaires à Los Angeles, est commentée : « Commerce extérieur dans le gouvernement Chirac, concerne, toujours M. Botton, un voyage effectué en compagnie de son beau-père à Los Angeles et Las Vegas dont la motivation, écrit-il, était la décoration du « plafond de la pharmacie du Polygone à Montpellier » par un dessin en trompe-l'œil représentant les rues de Lyon... ».

Sur l'exercice 1986 de Vivien, M. Botton impute enfin une facture Visa Palace de 1 376 francs à un « repas avec Michel Noir et le président des laboratoires Dexco ». Plus anecdotique est une facture L'Oréal de 2 700 francs - « concerne l'achat d'un sous-main offert à Michel Noir » - ou encore l'envoi, pour 175 francs, de fleurs à M. C. présentées comme la « récompense qui tenait les comptes pour Michel Noir ». L'ensemble de ces affirmations s'engage que M. Botton, qui peut très bien avoir cherché à imputer à d'autres des dépenses de sa société qu'il ne pouvait justifier auprès du fisc.

Entre M. Noir et M. Botton, les questions financières se posent depuis l'accession du premier à la mairie de Lyon grâce, entre autres, au service-faire médiatique et financier du second. Le maire de Lyon traite en effet comme un boulet depuis le mois d'avril 1989 la question du financement de sa campagne, puisqu'il s'était engagé publiquement à financer les dépenses de sa campagne. Il a obtenu le refus de la loi, mais ne peut pas répondre à un journaliste du Monde Rhône-Alpes sur le sujet. Il avait fini par déclarer à un journa-

liste qui insistait : « Je n'ai pas de comptes à rendre. Je ne vous en rendrai pas... ».

Si cette question revient aujourd'hui, c'est que les comptes de la société Vivien SA que dirigeait M. Botton avant de la liquider en avril dernier révèlent d'énigmatiques manœuvres de gestion. Les enquêteurs de la police judiciaire sont intéressés jusqu'à présent, sur la base des documents fiscaux, à la période du 1<sup>er</sup> juillet 1987 au 30 juin 1988. Or, dans une ville qui a abouti à la liquidation de la société, les chiffres s'effondrent de 10 %, tombant à 3,8 millions de francs, tandis qu'un procès-verbal de l'administration révèle sur la même période « des produits exceptionnels » et « abandons de créances ». De plus, une grosse partie de ces « produits exceptionnels » - 3,5 millions - est immédiatement rapatriée de Vivien sous forme de « charges exceptionnelles ».

Tel est le contexte qui a amené les policiers du SRP à souligner, dans une note transmise à la Direction de l'Enquête, les « manœuvres importantes » qui « caractérisent plusieurs comptes bancaires » de M. Botton tout comme « les remises en espèces de près de 3 millions de francs » et « le versement de fonds exceptionnels ».

ROBERT MARMOZ et EDWY PLENEL  
Lire également en page 29, la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN

## La rédaction de France 2 réagit vivement à une mise en garde de M. Bourges

A la suite d'un reportage de France 2 d'actualité datant du 18 novembre sur l'affaire Botton et à la suite en cause d'un certain nombre de journalistes des médias, Jean-Pierre Poivre d'Arvor, M. Hervé Bourges, président de France 2-France 3, a fait part de son malaise de voir les journalistes des deux chaînes pratiquer la « circonspection ». Il a souhaité que soit évité tout traitement qui s'apparente à la « délation ». « Il ne faut pas ajouter des règlements de compte à un climat délétère, dans une époque

où l'absence de politique et de médias, notamment audiovisuels, sont critiqués », aurait déclaré le PDG de France 2-France 3. Réagissant vivement, la rédaction des journalistes de France 2 s'est honorée, dans un communiqué daté du 19 novembre, par le fait que la rédaction n'a fait que son métier en enquêtant sur l'affaire Botton, sans esprit de corporatisme.

M. Mitterrand reconnaît que son honnêteté a été mise en question à l'occasion de l'affaire Botton. M. François Mitterrand, qui se rendra à Paris le 23 novembre en Israël, explique, dans un entretien au quotidien israélien Yediot Aharonot, à propos du dépôt d'une gerbe officielle le 11 novembre sur la tombe de Pétain, que « les dernières générations ne rappellent plus exactement ce qui s'est passé pendant la première guerre mondiale et comment la liberté de la France a été sauvée ». Le président de la République estime toutefois qu'il y a là « un problème sensible qui demande à être réexaminé ». Soulignant qu'à l'époque beaucoup de gens n'ont pas été au courant d'un événement comme le « Vél d'Hiv », il ajoute qu'il s'agit d'un fait de l'histoire de l'Etat français de Pétain dans ces événements semble particulièrement lourde.

Dossiers Van Ruymbeke : ouverture d'une information judiciaire à Paris. Une information judiciaire contre X... pour influence a été ouverte, mardi 17 novembre, par le parquet de Nantes sur les activités de la société nantaise d'investissement (SNEP) liée au financement de certains députés de la région. L'affaire a été lancée, au juin dernier, par une perquisition du rennais Renaud Van Ruymbeke, chargé d'instruire plusieurs affaires de financement politique, au siège de la SNEP. Les documents au financement d'activités politiques, notamment une liste de contributions faites par des députés élus socialistes pour les élections législatives de mai 1993, ont été saisis par le juge. Le directeur de la SNEP, M. Daniel Nedzela, avait été brièvement mis en garde à vue.

Au deuxième tour de scrutin

## M. Delevoye (RPR) est élu président de l'Association des maires de France

M. Jean-Paul Delevoye (RPR), sénateur, maire de Bapaume (Pas-de-Calais), commune de quatre mille habitants, a été élu, au second tour, président de l'Association des maires de France (AMF), jeudi 19 novembre à Paris. Il a cédé à M. Michel Giraud (RPR), ancien maire du Puy-de-France (Val-de-Marne), dont le mandat de trois ans était arrivé à terme, et qui se représentait pour le mandat 15-16 novembre.

avait été réélu dès le premier tour 59,52 % des suffrages.

R. R.

M. M. janvier 1947 à Bapaume (Pas-de-Calais), négociant, M. M. est maire de sa commune natale depuis 1982. Conseiller général du canton de Bapaume depuis 1980, il a été élu député RPR en 1986 mais battu en 1988. Il a été élu sénateur le 27 septembre dernier.

## La grève à la RATP a été moins suivie vendredi matin

La grève des conducteurs de la RATP a été moins suivie vendredi matin 20 novembre (entre 5 et 7 heures) que la veille, selon la régie. Parmi les lignes les plus perturbées, la ligne 1 (Château de Vincennes-La Défense) n'a ouvert que vers 7 heures de matin, la ligne 8 du RER, la ligne 12 (Porte de la Chapelle-Mairie d'Issy) a démarré vers 6 heures. Vers 10 heures, le trafic était revenu quasiment à la normale. La veille, entre 17 heures et 21 heures, le trafic avait été perturbé sur l'ensemble du réseau. Jeudi et vendredi le pourcentage des grévistes avoisinait les 55 %.

Pour renforcer la capacité militaire de la CEE

## La France, l'Italie et l'Espagne proposent de créer une force aéronavale européenne

Le chef d'état-major français des armées, l'amiral Jacques Lanxade, a estimé, jeudi 19 novembre, à Londres, que la Communauté économique européenne devait se doter « de sa propre capacité militaire » une fois son union politique faite. Trois pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), la France, l'Italie et l'Espagne, ont proposé de créer une force aéronavale européenne. L'amiral Lanxade a déclaré que la Grande-Bretagne « n'aurait pas d'objection » à un tel projet à condition que cette force soit « permanente », ni limiter le bassin de la Méditerranée.

seule instance compétente en matière de défense et réunissant les pays de la CEE, sauf la Grèce, l'Irlande et le Danemark.

L'UEO « a pour vocation de devenir un instrument de défense européen », a souligné l'amiral Lanxade en ajoutant que l'OTAN, à laquelle est liée la France, a un « rôle important à jouer » pour le « maintien des équilibres » en Europe.

Il existe déjà, au sein de l'OTAN, une force navale en Méditerranée, qui n'est pas constituée en permanence mais qui est rassemblée - à la demande - à partir de bâtiments fournis par les pays alliés qui le veulent. Créée depuis 1969, cette force (NAVFOR-MED) est placée sous l'autorité du commandement suprême des alliés en Europe.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT  
TESTER ET ENRICHIR SON VOCABULAIRE

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
la garantie  
d'un grand maître tailleur  
A qualité égale, nos prix sont les plus bas.  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

3615 42 F

## SOMMAIRE

## COURRIER

Justice : invitation à l'autodéfense ; SNCF : plaidoyer pour les lampistes.

## ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie. 3 M. Eltsine propose de renforcer la sécurité en Asie orientale. 4 Crise en Asie : l'état-major de l'armée israélienne. 5 La Chine et le mouvement d'émigration d'un million d'immigrants étrangers. 6 Angola : M. Sarmento se dit « prêt à accepter les résultats des élections ».

## ESPACE EUROPÉEN

Les week-ends de l'Union Européenne. 7 Le touriste grec en quête d'un second souffle. 8 La presse serbe sous haute surveillance. 7 à 9

## POLITIQUE

Le conseil national de l'UDF : M. Giscard d'Estaing présente un candidat à la présidence. 10 L'ordonnance du conseil d'Etat sur la procédure de la loi de Cour. 11 M. Mitterrand annonce ceux qui cherchent à provoquer une « petite affaire Dreyfus ».

## SOCIÉTÉ

Le débat sur la bioéthique à l'Assemblée nationale. 13 La réforme de la procédure pénale au Sénat. 14 Une histoire de Claude Sarment : « Ma problem, Sir ».

## CULTURE

Théâtre : Polygraphe au Rond-Point. 18 Cinéma : Un amour, un Dino Risi ; Deux fois, un Mitterrand Vin-

cent ; M. Pétain et l'ange, de John Avildsen ; Les deux faces du ciel, de Marion Hanel ; Les Étoiles, de Jacques Trépolet ; Une équipe d'élite, de Penny Marshall.

## ÉCONOMIE

La grève à la RATP. 21 Le débat agricole entre l'Europe et la CEE. 21 La Chine se réveille : l'industrie textile et la couronne. 24 Baisse du taux de base des banques. 24 L'obstruction britannique retarde l'adoption d'un plan d'aide économique. 26

## SANS VISA

Guadeloupe, le retour de Saint-John Parise. 31 La magie de l'évent. 31 La librairie d'Adrienne. 31 Les naufragés du Nouveau. 31 Caviar à l'encan. 31 à 38

## Services

Abonnements. 2 Annonces classées. 24 Carnet. 28 Loto, Tac-o-tac. 26 et 27 Marchés financiers. 26 et 27 Météorologie. 28 Philatélie. 28 Radio-télévision. 29 Spectacles. 20 Week-end d'un chineur. 28 La télématique du Monde. 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 31 à 38 Le numéro du « Monde » daté 20 novembre 1992 a été tiré à 478 691 exemplaires.

## Demain dans le Monde

« Heures locales » : le congrès de l'Association des maires de France  
L'élection du maire RPR de Bapaume (Pas-de-Calais) à la présidence de l'AMF a mis en évidence sa fragile unité : peut-elle représenter les communes, quelles que soient leurs tailles ? Au sommaire de ce supplément de huit pages : un dossier sur les maires de la loi M (secteurs sauvegardés) ; une enquête à Saint-Malo dans la « Cité ».

**VOYAGE PRATIQUE**

10 guides de voyage de poche

**USA**

Pour une poignée de dollars...

LE GUIDE POCKET DÉTACHABLE

N° 3 SPÉCIAL USA

**VOYAGEZ MALIN**

VOYAGE PRATIQUE, le magazine de ceux qui partent vraiment vous invite à découvrir l'OUEST AMÉRICAIN pour une poignée de dollars.

■ SKI : LES STATIONS COUP DE CŒUR  
Les 18 meilleures stations de charme en Europe. Tous les détails pour partir demain !

■ VENISE EN HIVER Une semaine magique. Un brillant reportage pour rêver et les clés pour aller !

**VOYAGE PRATIQUE**

UNE NOUVELLE PRATIQUE DU VOYAGE



Je m'insolite

# S A N S V I S A

## Guadeloupe, le retour de Saint-John Perse

L'île antillaise s'inquiète : va-t-on laisser tomber en poudre la maison du poète d'Anabaz ? Une laide bâtisse reniée par son ancien occupant remet sur le tapis la question de l'antillanité de Saint-John Perse. Visite à ses lieux qu'il quitta adolescent et ne chercha jamais à revoir.

■ L'île forme de papillon n'est pas contente. Tout ce qu'elle a conservé de « poète », de « Prix Nobel », une pauvre maison grise de Pointe-à-Pitre, va-t-elle aussi disparaître ? Comme, il y a douze ans, disparut pour toujours de la Guadeloupe le jeune Alexis Léger, futur Saint-John Perse (1887-1975), l'auteur de huit nobélisés strophes, « Désir de créole » :

« Là les colibris verts ont plus de plumes... »

Car les gens de Pointe-à-Pitre, Basse-Terre, Bouillante ou Gosier ne se souviennent jamais de cette « laide bâtisse » qu'ils conservent en outre, comme une incompréhensible vexation, le souvenir d'une maison affectée par l'écriture célèbre à l'édification du Récit sans déguiser même son fœtus son vol natal ; plus encore les incessantes croisières emmenées par le diplomate au large du port de la Pointe-à-Pitre, etc.

Il reste évidemment l'essentiel : l'œuvre, les poèmes, tout particulièrement ces *Eloges* d'où s'écoule toute la sève savoureuse naturelle, coloniale, antillaise de la Guadeloupe :

« Ces fleurs sont toutes seules dans les abouillons, ces fleurs jaunes-rouges-de-noir-pourpre-là-bas que l'on emploie dans la diarrhée des bêtes à corne... Et le sexe est bon. La fleur s'ouvre un chemin facile. Un homme peut entrer sans nez dans la pli de son bras. Ces rives gonflent, s'accroissent sous des couches d'insectes sans notes suspendues. La rame a bougé dans la main du rameur. Un chien n'est au bout d'un croc est le meilleur pour le requin... »

« Oui, mais un livre, ce n'est qu'un livre... » Et c'est le livre pointillonné d'affirmes... Et dans les livres en étaient là, la vieille humilité jamais guérie de l'absence, de l'indifférence calculée. Le souvenir jamais asservi en cette terre catholique et patriarcale de voir, comme il se doit, s'accomplir le parolote de l'Enfant prodige. Et le soupçon secret, lancinant sur cette île noire, plus noire que la Martinique - où ne revint pas non

plus Joséphine... de la « vraie créole », du « Blanc-pays »...

N'importe-t-on pas... lorsque l'île toute la gens Léger s'embarqua sans retour pour la métropole, « une des figures espagnoles d'anciens rapatriés » Cuba... l'Espagne venait d'être chassée, l'île crainte de l'invasion anti-Européenne... Guadeloupe ? Ainsi l'ère éternelle de la suspicion perdurait, bien que l'île fût fierté, adulation, proclamés et d'ailleurs sincères quand même l'œuvre de la maison antillaise.

« Affaire », le mot d'ordre trop fort. Et Saint-John Perse lui-même l'annonça dans sa fameuse autobiographie rédigée à la troisième personne - même de Gaulle ne se risqua que rarement à parler ainsi de lui - où il écrit : « 1887, 31 mai : la naissance à la Guadeloupe de Marie, René, Alexis Saint-Léger Léger (...) né sur l'île de Saint-Léger-les-Feuilles » au large du port de la Pointe-à-Pitre, etc.

L'acte de naissance officiel dispose, lui, que « Léger Marie, René, Auguste, Alexis » naquit en la ville même de Pointe-à-Pitre, le 31 mai 1887, dans la « maison de la dame Délias, rue d'Arbaud » demeure de son père (...) premier adjoint au maire, etc.

Le mystère, le petit mystère du grand homme commençait. « Né sur l'île (...) l'enfant est transporté à la ville où sa naissance est déclarée », se borna à préciser Saint-John Perse. Et il est de fait que le registre municipal pointillonné recueillit la déclaration le 3 juin, sur le lendemain de l'accouchement. Colloques et débats ne sont pechés que par un détail. Et c'est le jeune Léger - et non point d'ailleurs « Saint-Léger Léger », incontestable fantaisie patronymique de Perse - était devenu homme d'Etat, conquérant au chef de la dynastie... Mais, hors littérature, le pic de sa carrière ne fut que d'être le très conformiste, très conformiste plus haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères (1933-1940).

En fait, quoi, une si bonne raison historique de fouiller jusque dans la placenta d'Alexis Léger. Quant au poète, au créateur au grand air qui battait son, ou devrait lui rendre la paix, lui accorder la liberté du fait pour sa vie et son œuvre atteint des hauteurs où tout est simple. Mais c'est une manie de tourner et retourner la fausse parodie de Balzac, tel vrai ou faux « Chateaubriand », la généalogie auvergnate de Coco Chanel ou l'« inventeur » parisien de Jean-Edern Halter. C'est dis-puter certains « chercheurs » ne bien connaître la production de leur objet d'étude quand ils ne croient pas autorisés à la dénigrer au nom de telle ou telle microscopique « imposture »...

Revenons à la maison, d'ailleurs d'ailleurs pour une Guadeloupe. Elle est, bien sûr, au cœur de Pointe-à-Pitre, à quelques mètres de la darse, jouxtant la l'Alma de compensation, face à l'ancienne mairie. Elle est pierre, façade en bois, le tout d'un galetis ajouté plus tard, semblait-il. Fût un brimborion tropical, pas un signe amical du dix-neuvième siècle, rien que du revêche, de l'anonymat. Un sommier rouillé sur l'île de Balzac. Tout un claquement, inhabité, abandonné, après avoir été revendu, squatté, dégradé.

Loin de son île créole, le poète resta fidèle au panama jusqu'à sa retraite provençale où le photographe a saisi sa silhouette.

Une plaque - apposée en 1976 - après la mort du poète, là-bas, en métropole, dans sa propriété des Vigneaux, près d'Hyères-les-Falmiers, par l'Association des amis de la Guadeloupe, en présence d'une triptote de journalistes - indique : « Ici a vécu de sa naissance à la fin de sa douzième année le poète, Prix Nobel, etc. » Cela, à la différence de la de sa vie, n'est point discuté, à l'exception par Perse, lequel qu'il ait préféré ne jamais évoquer l'insignifiante demeure du 54 rue d'Arbaud.

L'érudit franco-antillais Edmond Dupland, dévot de Perse, ajoute tristement : « Cette maison, il semble qu'il ait voulu la revêtir d'un voile pudique, la soustraire à nos regards indiscrets et curieux, d'un décor de théâtre, un fantasme metteur en scène s'avisant d'éliminer soudain une partie jugée par lui, arbitrairement, inutile. » Quelques décennies durant le nom même de la demeure, à l'instar de celui de l'Alma à Aden, fut perdue, puis retrouvée, grâce à des camarades d'enfance et à un acte notarié.

La rue d'Arbaud avait été construite vers 1840 dans une gloire locale, Achille-Henri Bédouin (les Fillet-à-Feuilles, enjolivé par Perse en « Saint-Léger-les-Feuilles », s'appelle ainsi prosaïquement de nos jours « Fillet Petreluzzi », du nom de son présent propriétaire), avec la toile du fond, comparée avec d'anciennes photos, a peu changé, alignant un tranquille, une habitation tranquille, une lycée Carnot badigeonné en blanc où Alexis fut élève. Rien d'épique, comme d'ailleurs dans le reste du plat pays versant la baie de Pointe-à-Pitre, rien de

piquant même dans le premier environnement persien.

« Saint-John Perse était un monsieur très timide de lui-même. Il a arrangé les débuts de sa vie en fonction de l'idée aristocratique qu'il se faisait de lui-même : voulait qu'on conserve de lui », rappelle Sylvie Tersen, la jeune conservatrice du Musée municipal Saint-John Perse installé lui, dans la splendide maison Souques-Pages, ci-devant résidence d'un directeur de sucrerie, bouquet de mansardes en zinc en zinc, auquel ne manque que d'avoir abrité l'œuvre d'une célébrité mondiale.

« Propriété des Léger, habitée de même durant les douze premières années de sa vie par le futur poète, l'immeuble dit de dame Délias vaut la peine d'être sauvé. Il est d'ailleurs en cours d'inscription à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques. L'enjeu, c'est qu'étant situé en plein centre, son propriétaire, Roger Damoiseau, un riche rhumier qui a reçu la coupe du meilleur rhum blanc 1992, l'a mis en vente pour mille francs ce qu'il faudrait plus d'un million pour transformer le bâtiment en Institut de littérature antillaise ou toute destination culturelle en liaison avec notre musée. Jusqu'à présent, les collectes, le mécénat, les subventions, y compris celle promise par Bruxelles, n'ont permis de réunir que six mille francs », précise Sylvie Tersen (« Le Monde » des livres) du 20 décembre 1991).

De notre envoyé spécial  
Jean-Pierre Péroncel-Huguez  
Lire la suite p. 34



LUCIEN CLERGE

### AU SOMMAIRE



A Paris, la librairie d'Adrienne... p. 33  
25 décembre, Noël du monde... p. 31  
Névigateurs, les grands naufrages... p. 20  
Covier, un brade... p. 34

Escalier (p. 32) • Table (p. 32)  
Jeux (p. 36) • Table (p. 37)

### Vacances au pays du Père Noël

séjours de neige en Finlande et en Laponie  
nouvelle de séjours en auberges, chalets. Des randonnées à ski et à « motoneige ».  
Programmes spéciaux LAPONIE : Noël et St-Sylvestre, des vacances de rêve !



Demandez la brochure ALANTOURS FINLANDIE-LAPONIE à votre agent de voyage ou :  
ALANTOURS, 5, rue Danielle - Paris - (1) 42 96 99 78  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_







# REFLEX



## Le rhum, liqueur ecclésiastique

Le rhum, l'enfant tardif du sucre, équivalent à l'appellation d'origine contrôlée pour un vin, d'un « rhum de sucrerie » né, via le sucre, inusable de Labat, de la mélasse distillée. Le dernier est le rhum courant, « industriel » si on veut, le rhum des grandes occasions dont l'arôme peut égaler voire dépasser en force celui de son noble cousin « agricole ».

Tout rhum nouveau est blanc. C'est le vieillissement en fût de chêne ou une modeste addition de caramel qui suscitent la gamme infinie des jaunes et des bruns. Tout rhum assemblé peut être considéré comme « vieux ». Le rhum paille est un agricole ayant séjourné un an en fût. Quand il le faut, avec le renfort de Jean-Luc Pouteau, « meilleur sommelier du monde », qui aime comparer cette « eau-de-vie exceptionnelle des Antilles, mal connue et mal servie » aux « meilleurs cognacs, armagnacs et calvados », Marie-Reine de Jaham décline dans le détail tous les aspects du rhum à table, de l'armoire aux rhums, des étiquettes, des coutumes dégustatoires. Elle passe ensuite aux recettes s'appuyant sur l'alcool-roi de la mer des Caraïbes depuis l'arrivée du punch créole, d'un terme des vieilles Indes — *panch* — signifiant « cinq » car le punch original comportait, dit-on, rhum, thé, cannelle, citron vert et sirop de sucre.

A l'heure où « l'irruption aux Antilles des supermarchés avec leur cortège de frigos, robots et autres fourneaux dernier cri », il n'était pas inutile, au-delà de l'aventure humaine, de mettre noir sur blanc — Marie-Reine de Jaham s'y est prise à la plume — l'histoire du rhum. L'éditeur a reproduit telle quelle son écriture à l'ancienne, assortie à chaque page de dessins à mi-chemin de Sempé et de Dolce — les préparations culinaires des Antilles. Du chodou, angélique entremets, premières communions au feroc, diabolique entrée à l'ail d'avocat, manioc, morue et piment, ce sont d'authentiques découvertes, surtout pour ceux qui n'avaient pu tester jusqu'ici que les rhums pour touristes de Fort-de-France ou de Pointe-à-Pitre.

Présidente de l'association Patrimoine créole (4), Marie-Reine de Jaham nous offre aussi son carnet d'adresses à Paris, en province, outre-mer et en Belgique. On y trouve entre autres la mini-île française de Marie-Galante produisant toujours un rhum pur jus le nom de l'inoubliable Père Labat, alcool distribué en France par Jarousse, distributeur parisien connue sous le nom de « Liqueur ecclésiastique ».

J.-P. P.-H.

Tout ce ne négocierait point ses origines bêtes, Marie-Reine de Jaham, déjà auteur de romans maritimes dans son terroir, notamment la Grande Antille (1) (Robert Laffont, 1989, « Le Monde sans visa », du 19 mai 1990) et le Vin mon ami (Robert Laffont, 1991, « Le Monde sans visa », du 16 mars 1991) (3), s'est, dans ses *Rituel du rhum*, surtout intéressé à décortiquer les secrets de cet alcool traditionnel grossier, imbibé cantonné aux zines populaires et à la pâtisserie bourgeoise. Débarassé, par l'abolition de la peine capitale, de son romantisme morbide de « petit monde du condamné à mort », mais privé aussi, par les hélicoptères, de son côté saint-bernard, le rhum revient tout nu devant nous, paré de son vrai et pur profil écologique : nul additif chimique n'a jamais sali son sang.

Ce « petit monde » du condamné à mort, qui se gauchement séduire aux gosiers froids de cognac à huit quartiers et de rhum vieilli en caves chics, Marie-Reine de Jaham nous montre combien nous le connaissons mal, même parmi ses fidèles, et moins en métropole. Elle nous apprend donc à distinguer un « rhum agricole »,

du jus de canne pur distillé, équivalent à l'appellation d'origine contrôlée pour un vin, d'un « rhum de sucrerie » né, via le sucre, inusable de Labat, de la mélasse distillée. Le dernier est le rhum courant, « industriel » si on veut, le rhum des grandes occasions dont l'arôme peut égaler voire dépasser en force celui de son noble cousin « agricole ».

Tout rhum nouveau est blanc. C'est le vieillissement en fût de chêne ou une modeste addition de caramel qui suscitent la gamme infinie des jaunes et des bruns. Tout rhum assemblé peut être considéré comme « vieux ». Le rhum paille est un agricole ayant séjourné un an en fût. Quand il le faut, avec le renfort de Jean-Luc Pouteau, « meilleur sommelier du monde », qui aime comparer cette « eau-de-vie exceptionnelle des Antilles, mal connue et mal servie » aux « meilleurs cognacs, armagnacs et calvados », Marie-Reine de Jaham décline dans le détail tous les aspects du rhum à table, de l'armoire aux rhums, des étiquettes, des coutumes dégustatoires. Elle passe ensuite aux recettes s'appuyant sur l'alcool-roi de la mer des Caraïbes depuis l'arrivée du punch créole, d'un terme des vieilles Indes — *panch* — signifiant « cinq » car le punch original comportait, dit-on, rhum, thé, cannelle, citron vert et sirop de sucre.

A l'heure où « l'irruption aux Antilles des supermarchés avec leur cortège de frigos, robots et autres fourneaux dernier cri », il n'était pas inutile, au-delà de l'aventure humaine, de mettre noir sur blanc — Marie-Reine de Jaham s'y est prise à la plume — l'histoire du rhum. L'éditeur a reproduit telle quelle son écriture à l'ancienne, assortie à chaque page de dessins à mi-chemin de Sempé et de Dolce — les préparations culinaires des Antilles. Du chodou, angélique entremets, premières communions au feroc, diabolique entrée à l'ail d'avocat, manioc, morue et piment, ce sont d'authentiques découvertes, surtout pour ceux qui n'avaient pu tester jusqu'ici que les rhums pour touristes de Fort-de-France ou de Pointe-à-Pitre.

Présidente de l'association Patrimoine créole (4), Marie-Reine de Jaham nous offre aussi son carnet d'adresses à Paris, en province, outre-mer et en Belgique. On y trouve entre autres la mini-île française de Marie-Galante produisant toujours un rhum pur jus le nom de l'inoubliable Père Labat, alcool distribué en France par Jarousse, distributeur parisien connue sous le nom de « Liqueur ecclésiastique ».

(1) Marie-Reine de Jaham publie, depuis 1993, chez Albin Michel, un roman, cette fois d'inspiration proche-orientale, le Libanais.

(2) Patrimoine créole, 97, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.

(3) Marie-Reine de Jaham, *Rituel du rhum et la cuisine créole*, Ed. Montorgueil, 100 p., 20 x 30 avec cent dessins originaux en couleurs de l'auteur, 148 F.

(4) A signaler aussi le Guide Trois-Rivières de la vie antillaise à Paris sous la direction de Catherine Dink, Denoël, 150 p., 75 F.

## Guadeloupe, le retour de Saint-John Perse

Suite de la page 31

La spécialiste des Antilles, si l'on n'est jamais revenu de l'île, tout en y maintenant des antennes épistolaires, est que son attachement à l'insulaire est « plus intellectuel que charnel ». Marie-Reine de Jaham, épouse par le poète en 1958, son mari pleura lors d'un passage en avion au-dessus de la Guadeloupe. Le Musée de Pointe-à-Pitre possède copie d'un plan de la ville, tracé de la main de l'écrivain alors âgé de quatre-vingt-six ans. Plus troublant, la Fondation Saint-John Perse, à Aix-en-Provence, a dégoté, dans les papiers de l'auteur, une carte maritime du terroir original, montrant un circuit de cabotage autour de la Guadeloupe avec escale à l'Îlot de la Désirade. Pourquoi ? Simple projet ? On ne saura sans doute jamais.

En dehors d'une partie d'*Eloges* et du fameux « Discours de l'Antilles », la publication duquel Perse, au reste, tempéra, on ne peut pas dire que l'« antillanité » du poète soit d'emblée avérée. Il aspirait même à plonger son « horizon de toute poésie dans une personnalité » : trouvant « une localisation à l'œuvre » ; s'emparent d'un article sur un poète orné d'une photo de lui dans ses *Antilles diplomatiques* on contre un thème par lequel des liens entre les deux univers parallèles (plutôt que « double vie » au demeurant) : « La personnalité du poète n'appartient en rien au lieu où il a écrit, à l'œuvre révoquée, détachée comme un fruit de son arbre ». Et toi, la porte est claquée au nez de l'enquêteur !

Dès une lettre de 1909, Perse s'en était pris sans équivoque à l'« exotisme (...), une atroce griserie, un satanisme. Une fuite et une lâcheté » ; refusant même, ultérieurement, à l'occasion d'un hommage à Gide, toute « indigence en art pour l'impureté et l'hybridité ».

Porteur d'un bizarre pseudonyme anglo-américain de sa fabrication, peut-être avait-il choisi « Perse » par référence au poète latin de ce nom, un stoïcien ayant aspiré à une « totale pureté » ? Tou-

jours est-il que, malgré ce qu'il apparaît de toute antillanité antillanisme, les ondes poétiques de Saint-John Perse, plume française sans ascendance ni postérité, classable dans aucune école, ont été captées à travers les Caraïbes avec grandissante intensité au fur et à mesure de l'évolution du temps :

Mer agitée, entrée de jardins enlous

Plus visage africain aux allures

Plus haut que nous dilapidé la

et prononcé « persennement » le

Mais cédres, cyprès et casuarinas

qui le nommait ainsi avait

le voir dans ce pays à l'été

nomme des femmes

Prix Nobel de littérature 1922

Derek Walcott doit publier, en 1993, à New-York, chez Farrar

Strauss et Giroux, le *Discours de l'Antilles*, essai en anglais traduit

polymet de Saint-John Perse et d'Aimé Césaire (né en 1913), l'au-

superchampion de l'Antilles francophone en ce siècle aux Antilles.

Jusqu'au jeune romancier mar-



L'intégration sieste du jeune Alexis Léger dans la vie métropolitaine laisse néanmoins subsister les Antilles dans l'« œil de grain-de-café » du futur Saint-John Perse.

Martiniquais Edouard Glissant (né en 1928).

La même impression « généalogique » se dégage de la poésie anglophone de Derek Walcott (né en 1930 à Castries, chef-lieu de Sainte-Lucie, lie anciennement française, restée créolephone et catholique, annexée par les Anglais en 1803 et participant de nos jours au mouvement franco-phonie international).

Le capitaine les appelle « les Antilles du Canada ».

Un poète, l'un des théoriciens de la « créolité » moderne, Patrick Chamoiseau, lauréat du prix Goncourt 1991 pour *Texaco* et auteur d'un texte récent (1), préconisant l'indiscipline interne sur Léger-Perse, l'individu et son travail étant autoritairement réunis par un successeur :

« Né en Guadeloupe, dans la lignée des maîtres blancs créoles (2), il est le témoin de leur décadence (...). L'œuvre de Saint-John Perse a embarrasé (et embar-

rasse encore) beaucoup de critiques occidentaux, elle embarrasse aussi ceux qui, aux Antilles francophones, se posent la question de son antillanité, de sa créolité. (...) Malgré les indignations, l'évidence donnait là : l'œuvre du bête guadeloupéen transportait la langue du pays, la faune, la flore, l'existence du pays. Bref, avec la réalité créole, notamment dans *Eloges*, l'indéchiffrable du monde, Saint-John Perse entraînait en connivence avec nous Antillais. Cette connivence demeurait ouverte sur un univers décidé mais indéfinissable. Elle existait. En pleine période de la trace littéraire de la Négritude, de fascination africaine, il fallut admettre qu'un bête, parti tôt en exil sans jamais revenir, trouvait, dans ses premiers poèmes, des accents créoles que bien des poètes noirs ou mulâtres bon teint auraient pu lui envier. »

En 1991, « l'œuvre de Saint-John Perse » est aussi venue conférer à l'Antilles une « créolité » mais tant pis, le mal est fait ! — une touche un peu plus humaine à un Perse mûr volontaire dans un légitime élan de reconnaissance éternelle, une force empreinte de ces Antilles malades par trop indisciplinées.

D'un certain point de vue, Saint-John Perse est enfin en retour à la Guadeloupe, avec son œuvre intacte, précieuse comme un astre mort auquel ne s'ajoute point quelques éclats de soleil vivant.

De notre envoyé spécial  
Jean-Pierre Péroncel-Hingon

(1) Lettres inédites (trois antillaises et continentales de la littérature : Haiti, Guadeloupe, Martinique, Guyane, 1935-1975). Hachette, 1991, 225 p. Ouvrage co-écrit par Patrick Chamoiseau et une autre plume martiniquaise distinguée, Raphaël Confiant (« Le Monde des livres » du 25 octobre 1991).

(2) Notes toutouises que, de côté personnel, la créolité de Perse se résumait qu'à l'arrivée d'un Léger aux Antilles au début du dix-septième siècle et qu'elle ne s'incarnerait pas dans la propriété terrienne mais dans des fonctions éditoriales ou juridiques. Le poète, il est vrai, a « inventé » une lignée Saint-John Perse, descendant d'un cadet de Bourgeois, parti de France à la fin du dix-septième siècle. Plus prosaïquement, les Léger, hommes de loi, virent plus tardivement de Cadillac-sur-Seine (Côte-d'Or) et de Paris.

## Guide

Sur l'homme et l'œuvre, on peut lire Saint-John Perse de Mireille Besson (Belfond, 1991, 340 p., « Le Monde des livres » du 29 mai 1987), travail universitaire, bourrains mais...

De même, le Fonds possède une trentaine de manuscrits, dont certains inédits, de Saint-John Perse, sans compter quelques documents diplomatiques d'Alexis Léger, plus de mille lettres de Gide, Valéry, Claudel et sommités intellectuelles ou politiques du siècle ; deux mille photographies ; deux cents œuvres d'art appartenues au donateur (œuvres de Matisse, Laurencin et Braque, fresques chinoises anciennes, etc.) ; des cartes postales et les nombreuses publications éditées par la Fondation.

L'essentiel de l'œuvre de Saint-John Perse tient en un tome de la Pléiade, y compris sa correspondance, ses hommages à d'autres auteurs, ses poèmes sont également disponibles chez Gallimard en petits volumes séparés. Perse appartient à la dizaine de plumes entrées de leur vivant dans la collection fondée en 1931 par l'imprimeur-libraire d'origine russe Jacques Schiffrin et rachetée, via Gide, par Gallimard en 1933.

L'écrivain numéro 240 (sur 349) reçoit la faveur, unique dans la Pléiade, de rédiger lui-même, en 1972, sa chronologie privée et littéraire. Cette particularité, ces trente-quatre pages sont écrites à la première personne.

Pour l'homme et l'œuvre, on peut lire Saint-John Perse de Mireille Besson (Belfond, 1991, 340 p., « Le Monde des livres » du 29 mai 1987), travail universitaire, bourrains mais... d'informations inédites et de réflexions originales sur l'auteur d'Amers ; Saint-John Perse, antillanité et universalité, ouvrage collectif basé sur un colloque réuni à Pointe-à-Pitre en 1987 (Editions caribéennes, 5, rue Lallier, 75008 Paris, 1988, 205 p. Avec un index, un index noir et blanc). Ce livre contient (p. 75) « Discours de l'Antilles », poème d'enfance de Perse.

Parmi les œuvres pouvant être rattachées au « patrimoine », citons les *Indes de l'Antilles* d'Edouard Glissant (Seuil, 1986, 128 p.) et, plus récemment un autre poète antillais, anglophone celui-là, Derek Walcott, Nobel de littérature 1992 et dont le seul recueil traduit en français (avec l'anglais en regard) est le *Royaume du fruit-étoile* (Ed. Circé, Stasbourg, 1992, 110 p. Traduction de Claire Malroux).

Inauguré en 1987 le Musée municipal Saint-John Perse (angle rues Boineuf et Nozères, 97110 Pointe-à-Pitre, Guadeloupe ; tél. : (19) 590-80-01-92) n'est pas seulement digne de visite pour ses objets et documents provenant du poète mais par l'architecture exemplaire de la colonie où il a été installé.

Une association 1901 a été

fondée en 1991 pour « la sauvegarde de la maison natale de Saint-John Perse ». Présidente : M<sup>me</sup> Denise Derivery. Siège : Musée Saint-John Perse, Pointe-à-Pitre.

Aux environs de la plaine, propriété masquée par les séjours de l'écrivain dans son enfance, le Relais la Grande-Souffrière (hôtel-restaurant, rue des Officiers, 97120 Saint-Claude-de-la-Guadeloupe ; tél. : (19) 590-80-01-27) offre, outre son jardin tropical, une version « nouvelle cuisine » de la gastronomie antillaise.

A flanc de montagne, hier domaine caféier, aujourd'hui bananeraie, La Joséphine — qui appartient à un jeune planteur béké, Pascal Voisin, allié aux Léger par les femmes — ne se visite pas pour le moment, sauf autorisation particulière. Ce ne sera peut-être plus le cas quand M. Voisin aura mis à exécution son idée de reconstruire à l'identique l'« habitation » — maison de maître dans une plantation — où vint Perse adolescent et qui fut détruite lors du cyclone de 1964. En revanche, ont été éparpillés la petite nécropole familiale et le très riche arboretum tropical qui tous deux inspirèrent le poète, notamment dans *Eloges*.

« Le Monde sans visa » a publié sur les Antilles « Retour en Guadeloupe » (6 janvier 1990) et « La Martinique en mots d'auteurs » (19 mai 1990).

فكر من ليد



# Les naufragés du Nouveau Monde

**A l'époque des grandes découvertes maritimes, les petits bateaux qui allaient sur l'eau coulaient à pic. Mais les navigateurs portés, emportés par leur mission, reprenaient sans cesse la mer...**

DES cartographes, des charpentiers, des calfs, des traîneurs, pressant la vraie mesure du monde, fixaient leurs yeux sur l'horizon d'où bientôt surgiraient des terres inconnues. Le grand jour s'annonçait où ils pourraient toucher à ces « îles d'en face », ces « Antilles », que les pêcheurs des Apores avaient cru entrevoir et que de savants théologues situaient dans les brumes phosphorescentes d'un paradis perdu. Les Portugais, à la proue de la vieille Europe, veillaient avant l'orage. Déjà leur imagination prenait le large. De noirs nuages à l'ouest ressemblaient à des continents...

Ils partirent donc sur des nefs incertaines, contraints et forcés par l'impérieux devoir du siècle, par la folle aventure qui devait arracher à l'Occident ses certitudes médiévales. Ils partirent affamés de fortune, lourds d'orgueil, l'esprit encore obscur de merveilles, ignorant parfois jusqu'à la rose des vents. Le destin pesait sur leurs épaules, l'humanité les envoyait en éclaireurs : c'était beaucoup d'honneur et beaucoup de misère... Ils rassemblèrent donc leur courage, leurs instruments capricieux, et mirent le cap sur l'or et les épices, en emportant un grain de folie plus utile peut-être que leur savoir, leurs croyances et toute leur rusticité civilisée, prenant en pompe ce léger délire, comme un doux zéphir dans leurs têtes, qui, plus sûrement que le sang-froid ou les précautions de la science, les menait aux confins désirés.

Car ils durent affronter une mort tracassière qui soufflait des tempêtes, défilait des galions, déchirait des volutes, blessait et projetait des hommes dans la mer, qui parfois, désinvolte, écartait des cadavres, des soleils noirs pour la soif et la faim, et qui, sans pitié, accueillait les rescapés avec des masques d'anthropophages et des fûts empoisonnés. Quand ils étaient

saisis de terreur, ils pleuraient et priaient beaucoup. Ils se donnaient la discipline et des farces tragiques. « Alors, écrit Henrique Dias dans sa relation du naufrage de la nef *Sao Paulo* en 1560 sur les côtes de Sumatra, la hâte de se confesser était si grande qu'un homme ne pouvant attendre, se mit à demander à grands cris à un religieux de l'entendre en confession et, sans patienter davantage, il disait des prières à voix haute, des prières si graves et si énormes que le religieux fut obligé de lui mettre la main sur la bouche en lui criant de se taire. » Mais, si le danger passé, ils cinglaient de plus belle sur leur jouet des flots vers les pays du prêtre Jean, vers la Colombie...

Ils ne s'étaient pas attendus sur les préparatifs, ils avaient plongé dans l'océan où le temps n'avait plus de durée. Déjà, ils n'avaient plus les pieds sur terre, les boussoles étaient affolées, les gouvernails branlaient dans l'étambot, les pompes embarquées fuyaient, les chaloupes disparaissaient sous les ballots, les voiles toutes rapiécées cédaient aux premières rafales, les biscuits pourrissaient aux premières pluies, leur nef altière avait quitté le port le ventre plein de rats. Ils couraient ainsi dans l'urgence d'un monde nouveau.

A bord, certains, pris de fièvre, divertissaient l'équipage qui soudain les voyait danser. Quand l'enfant des tropiques pesait comme un casque d'Hidalgo, ils improvisaient des comédies. Ils s'amusaient à prendre méchamment des godaillards comme des cerfs-volants. Si le soleil brûlait leur crâne, ils montaient s'asseoir sur les vergues. Ceux qui tombaient à l'eau n'étaient pas repêchés : le pilote, perdu dans son casse-tête, ses rouliers et ses portulans, ne voulait plus virer de bord. Ils rêvaient au bastingage à leur file au trésor et, les nuits de tempête, les feux de Saint-Elme couvraient les mâts de scintillants collants.

Ainsi brinquebalant, ils découvrirent en moins de cent ans les vastes régions inconnues qu'attendaient à bon port les fins penseurs de la Renaissance pour l'inventaire des Temps modernes. On les vit naviguer à l'espérance, toucher aux côtes du Brésil, approcher Terre-Neuve, doubler le cap de Bonne-Espérance, les fjords de Patagonie, attendre enfin la mythique Cathay et l'extrême

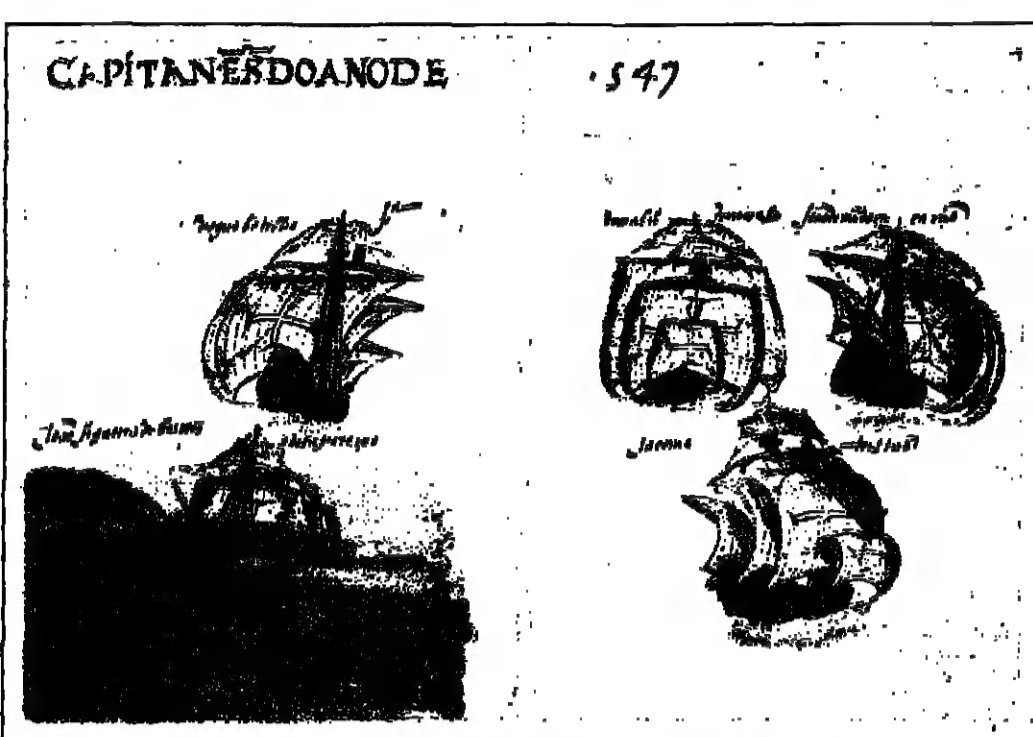


Illustration extraite du « Livre des armées », de Lisuarte de Abreu, datant du milieu du seizième siècle (Pierpont Morgan Library, New-York).

Japon. Ils troublèrent entre-temps cent peuples effarés, emplumés, rieurs ou sanguinaires, avec leurs mousquets qu'ils mettaient un quart d'heure à recharger, leurs chapeaux de feutre et leurs femmes de capitaine en robe de velours qui faisaient encore des manières parmi les Cafres ou les Guarani. Après de folles équipées, touchant au rivage, ils voulaient évangéliser les naturels et, sous leurs yeux, ils montaient des messes en plein air, tombaient à genoux, levaient les bras au ciel, croisaient des bouts de bois avec des bouts de ficelle... Le cornemuseur jouait un petit air, ils dressaient une croix, un *padraon*, puis, ils s'en retournaient dans leurs vaisseaux mettre à la voile sous d'autres lieux. Aussitôt les indigènes démolissaient le *padraon*.

En mer, les matelots s'empoignaient à nouveau, se volaient, se taillaient au visage et pour finir se promettaient de se tuer à la prochaine escale. Après des milliers de lieues marines, des milliers de quarts, ils s'étaient tellement envenimés de haine qu'ils en oubliaient le but du voyage. Lorsque enfin le hunier criait : *Terre!*, ils affilaient gaiement leurs dagues et leurs épées pour vider leur querelle au plus tôt. Les plus sains d'esprit se remplissaient les poches de « châteaux en l'air » et se voyaient déjà roulant carrosse dans les rues de Lisbonne, comme s'il n'y avait plus d'océans.

Aux ports des terres promises, la moitié de l'équipage avait déjà péri. Ils gagnaient alors jusqu'à bord leurs nefs de richesses, de poivre et de cannelle. L'entraînement au danger, aux privations, aux maladies les avait couverts d'écaillures, aveuglés, en avait

fait des monstres d'imprudence et de témérité. Ils chargeaient, surchargeaient leur galion et semblaient l'affrêter d'un cœur léger pour le naufrage. Ils sifflaient en rembarquant, beaucoup ne savaient pas nager, comme si la bonne étoile qui les avait guidés troublait des cervelles noircies par le scorbut. Ils se sentaient plus fous et plus forts que la mort, car ils avaient vu des miracles, des huniers qu'un bec d'ancre avait retenus dans leur chute par le fondement, des matelots emportés par une déferlante et aussitôt rapportés par une autre sur le pont... car ils avaient accosté au pays des merveilles.

Ils croyaient que leur vie ne basculerait plus en mer avec leur nef.

Les naufrages étaient alors si nombreux qu'en novembre 1505 le roi Manuel I<sup>er</sup> approuva une flotte pour rechercher les rescapés des années précédentes sur les côtes d'Afrique. Couler, rouler sur des écueils, toucher les bas-fonds, faisait partie du voyage. Des cinq navires de l'escadre de Vasco de Gama, deux seulement surnagèrent. La flotte de Magellan - cinq vaisseaux, deux cent cinquante hommes d'équipage - fut anéantie et l'amiral mourut percé de flèches. Dix-huit survivants restèrent au pays. Longtemps encaimés, sous les tropiques, beaucoup étaient morts de faim sur des montagnes de poivre. Cabral perdit sept galions en un coup de vent, dont celui de Bartolomeu Dias qui le premier avait passé le cap de Bonne-Espérance, à cette époque encore appelé cap des Tempêtes. Souvent les pilotes qui se trompaient dans leurs calculs menaient toutes voiles dehors les

navires à leur perte. Souvent aussi les nefs sombraient de fatigue comme des bêtes de somme. Les naufrages intrépides, qui jusque-là n'avaient connu que les caprices de la mer, abordaient alors sur des rivages plus hostiles que les assauts des vagues et du vent. Les périls s'enchaînaient aux périls. Parfois, prisonniers sur leurs récifs de corail coupants comme des rasoirs, où se brisait l'océan, des milliers d'oiseaux les attaquaient. Après l'échouement du *Sao Paulo* : « Les oiseaux détruisirent toutes les provisions, au point qu'ils enlevèrent jusqu'à une petite chienne sautée sur un morceau du gaillard d'avant. »

Ils étaient lasseurs et rapaces, le grand bain d'un naufrage ne pouvait les calmer. Leur bateau coulait qu'ils volaient encore dans les coffres du capitaine. Lui-même, pendant ce temps, s'emparait de l'unique chaloupe et leur faussait compagnie. Sur la rive, les rescapés, après avoir loué Dieu, préféraient d'abandonner les blessés et les enfants. Ils avaient devant eux d'épaisses forêts peuplées d'animaux sauvages, de tribus inhospitalières, et pourtant tout s'achetait et se vendait encore pendant la marche, un fruit, un rat, un os calciné, le cuir d'une ceinture qu'on mettrait à bouillir. Une petite cruche d'eau valait dix cruzades. Les lions déchiquetaient les traînards, les « sauvages » découpaient les égarés, les singes lançaient des noix sur les curieux troupeaux. Pour s'abriter du froid ils se faisaient des tentes avec de riches courtèpointes, de luxueux tapis, sans trouver enfin misérables ces objets de leur convoitise. La faim les rendait irascibles et sordides.

Les survivants du *Sao-Joao Baptista* s'étaient jetés sur une charogne : « ... et, tout contents, ils portèrent le reste à leur maître, qui mit cela à cuire (une tête de tigre toute pourrie, pleine de vers et sentant mauvais, dont ils avaient déjà mangé la langue), en en buvant d'abord le bouillon... Le lendemain, tandis qu'ils cheminaient, quelques-uns trouvèrent dans la brousse deux rats crevés, qu'ils se partagèrent en se disputant... » Plus tard, leur arriva de dévorer sur place un esclave que le capitaine avait fait emporter la veille... Parfois, les naufrages fabriquaient des canots avec du bois d'épave, mais, comme tous ne pouvaient s'y tenir, ils frappaient de leur épée ceux qui s'agrippaient aux bordages. Ces fous d'espérance devenaient fous de cruauté. Dès qu'ils perdaient la foi de s'enrichir, le fragile équilibre qui les maintenait à flot, ils mouraient lamentablement.

Ce fut le triste sort de Manuel de Sousa Sepulveda, qui souvent avait lâché la barre pour s'en remettre à la Providence, inconscient et superbe, ayant touché aux Indes à quelques degrés près, imprécis, obstiné, aimant par le lucre. Son galion le *Sao-Joao* fit naufrage en 1552 sur les côtes du Natal. Sepulveda, sa femme Dona Leonor, ses enfants et cinq cents rescapés commencèrent à cheminer vers le nord, vers l'aiguade de la Bonne Paix. Ils parcoururent des centaines de lieues. Beaucoup moururent. Après de longs mois, le capitaine abattu - son fils avait été dévoré par un tigre - épuisé, ayant vidé sa bourse pour acheter l'eau que de plus robustes allaient chercher au puits de leur vie, mesura l'horreur de sa situation. Alors, « il se plaignit beaucoup de sa tête qu'on enloura de linges », ses vitales chimères se dissipèrent, il devint lucide et perdit la raison. Puis il fut pris avec sa femme par des Cafres qui les volèrent et les dépouillèrent de leurs vêtements.

Quand elle se vit nue, Leonor couvrit son corps de ses longs cheveux blonds et creusa dans la terre un trou avec ses mains. Elle s'y cacha jusqu'à la taille et n'en voulut plus sortir. Lorsque deux jours plus tard Sepulveda, qui était allé lui cueillir quelques fruits, s'approcha, il la trouva morte ainsi. Leonor n'avait pas cédé, elle était de leur race, sans doute à Lisbonne pleine d'usages et de raison, mais folle de pendeur, comme avaient été fous d'illusions les glorieux embarqués des mers océanes.

Christian Colombani

► A lire : *Histoires tragico-maritimes, trois récits portugais du XVI<sup>e</sup> siècle*. Traduction de Georges Le Gentil, éd. Chandeigne, 212 p., 90 F.

► « Lisbonne hors les murs », sous la direction de Michel Chandeigne, Autrement, n° 1, septembre 1990, 288 p., 120 F.

## COURRIER

### Métissage à la colombienne

Nous publions ici des passages du texte que nous a remis M. Alvaro Gomez Hurtado, ambassadeur de Colombie à Paris, à la suite de la recension de deux ouvrages sur la situation colombienne (« Le Monde Sans Visa » du 31 octobre).

« (...) L'article prend comme source de ses commentaires deux livres récents (1) parus en France et dont la véridicité est fortement contestée (...). La Colombie est un pays métis. Nous sommes très fiers de ce métissage qui est le plus pacifique du monde. Chez nous, il n'y a pas eu de pogroms, personne n'a été persécuté; il n'y a eu aucun mort en raison de la couleur de sa peau. L'article présente une ancienne classification des mélanges de races, qui a été proposée au dix-huitième siècle et qui fut inventée par quelqu'un qu'on n'a jamais identifié. Cette table qu'on trouve dans quelques vieux dictionnaires n'a cependant jamais été reconnue en Colombie. C'est impropre de dire que chez nous on distingue entre « moros », « albinos », « moriscos », « cholos » ou « zambos ». En Colombie, on ne parle jamais des « Blancs » parce que ce n'est pas notre souci d'apparaître comme tels. Peut-être parce que, heureusement, nous nous croyons tous métis. » Nos indigènes ne furent pas « massacrés par tradition ». Il y

eut des victimes au premier moment de la rencontre des deux mondes. Mais la grande majorité s'est mélangée avec les Européens et demeure la base de notre population actuelle. La conquête espagnole en Colombie a été peut-être la moins cruelle de toute l'Amérique (...). L'esclavage a été supprimé en Colombie avant que les navigateurs français eussent abandonné la traite des Noirs. En effet, c'est Simon Bolívar qui a libéré les nouveaux-nés des esclaves dès le début de notre indépendance, et ceux qui demeuraient dans cette condition ont vu leur liberté reconnue avant qu'elle ne le fût aux Etats-Unis. Il y a sans doute le trafic de la drogue. Celle-ci trouve son origine dans les Andes et se vend aux Etats-Unis et en Europe. La Colombie, parfois très seule, mène un grand et coûteux combat contre les trafiquants. Elle en subit les conséquences : on menace nos gardarmes, on tue nos juges et on déclenche une violence incontestable, qui est mal perçue et mal jugée de l'extérieur. Ce n'est pas une excuse, mais ce honteux trafic n'existerait pas s'il n'y avait pas de consommation (...). »

(1) Nicole Robert et Alain Boismery, *La Pluie, conseil de France en Colombie*, Lattès; Hubert Prolongeon, *La Vie quotidienne en Colombie au temps du Carnaval de Medellin*, Hachette.

PARIS - MONTREAL 1750 F A/R

**ACCESS**  
voyages

**Et dire que certains croient encore que nous n'allons qu'aux USA !!!**

ACCESS VOYAGES C'EST 350 DESTINATIONS A PRIX REDUITS SUR VOIS REGULIERS.

6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. TEL. (1) 40 13 02 et (1) 42 21 46 94  
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU. TEL. 76 63 67 77  
OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES.

CROISIERES CHANDRIS *Celebrity Cruises*

**Vacances d'Hiver ? Où partez-vous ? ANTILLES ? FLORIDE ? JAMAÏQUE ? MEXIQUE ? VENEZUELA ?**

Quel que soit votre choix, le soleil des Caraïbes vous y attend !  
... à des prix très... très... compétitifs  
(ex : à partir de 11 135 F, au départ de Paris\*)  
pour des croisières de 8, 11 et 12 jours d'île en île, de plage en plage, sur la mer bleue et chaude des Caraïbes, sous le signe de la fête, de la détente et de la découverte.  
\*Hébergement à deux personnes en cabine double, nourriture et boissons incluses.

**OFFRE SPECIALE - 10 %**  
sur les croisières à bord de l'Horizon & Meridien jusqu'au 12/12/92

Sans aucun engagement de votre part, demandez nos brochures 93 CROISIERES CHANDRIS - Lic 175521 - 35 rue Etienne Marcel 75001 Paris

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

CP & Ville : \_\_\_\_\_



## Bridge

n° 1511

L'OSCAR  
DE SALSOMAGGIORE

Grâce à un cue-bid de l'adversaire, l'italienne Luciana Capodanno (qui a été championne du monde en 1976) a réussi un chelem chuté dans les autres matchs où il a été déclaré. La réussite du contrat méritait vraiment un Oscar.

♠ AD 853	♥ 10
♦ ARV5	♠ 10743
♠ D97	♥ V10832
♦ D	♠ 965
♠ 9742	♥ 10
♦ D9862	♠ 10743
♦ -	♥ V10832
♠ RV7	♠ 965

Ann. : E. don. N.-S. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
1	Passé	1	Passé
2	contre	4	Passé
3	Passé	5	Passé

Ouest ayant entamé le 2 de Cœur, comment Luciana Capodanno a-t-elle gagné ce PETIT CHELEM A CARREAU contre toute défense ?

Réponse :

Convenons, à cause du « Michael cue-bid » à Carreau, que les atouts seraient sans doute 5-0, la déclarante italienne a joué le coup comme si elle voyait à travers les cartes : Valet de Cœur (défausse 6 de Pique), As de Trèfle, 2 de Trèfle coupé par le 7 de Carreau, As de Pique, As, Roi de Cœur, 3 de Cœur coupé par le 4 de Carreau, 8 de Trèfle coupé par le 9 de Carreau, 3 de Pique coupé par le 8 de Carreau d'Est surcoupé par le Roi de Carreau, et 10 de Trèfle coupé par la Dame de Carreau du mort qui joue Pique :

♠ V 103  
♦ A 65

Est coupe avec le Valet de Carreau et Luciana sous-coupe afin de faire ensuite A 6 à Carreau !

Evidemment, si Ouest s'était contenté de dire 1 Pique au lieu de « téléphoner » qu'elle avait un bicolore, ce joli coup n'aurait pas eu lieu.

LE STYLE  
DE BEGUIN

Au lendemain de la guerre, la Suisse pouvait s'enorgueillir d'avoir dans son équipe deux jeunes champions qui étaient parmi les meilleurs d'Europe : Jean Besse et Pierre Beguin. Ils avaient fait leurs études au Polytechnicum de Zurich et ils avaient tous les deux la même passion pour le bridge.

♠ 7	♥ RD3
♦ AR1087	♠ R105
♠ A1087	♥ VA6
♠ DV863	♦ DV643
♥ 10854	♠ 965
♦ 95	
♠ V2	

Ann. : E. don. N.-S. vuln.

Le camp N.-S. est vulnérable et Est donneur. Dans la salle ouverte, le Néerlandais, qui porte un prénom à la Maupeissant, Toine Van Hoof, joue la manche à Cœur au terme des débats suivants :

Ouest	Nord	Est	Sud
1	Passé	1	Passé
2	contre	4	Passé
3	Passé	5	Passé

Bref, le Danois en Ouest entame le 3 de Pique, comment conduirons-nous le coup au contrat de QUATRE CŒURS ?

Note sur les enchères

Ces annonces méritent un ou deux points d'exclamation, voire d'interrogation. L'ouverture de « 1 Trèfle » dans le système de précision promet 16 points d'honneurs au bas mot. Après un « passe parole », l'intervention de « 1 Pique » d'Est correspond apparemment à un contre d'appel. Quant au deuxième « passe parole » de Toine Van Hoof en Sud, il nous paraît plus obscur encore...

Philippe Bregnon



## Anacroisés

n° 742

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à deviner.

Les chiffres qui suivent correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implémentés sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

Ann. : E. don. N.-S. vuln.

Le camp N.-S. est vulnérable et Est donneur. Dans la salle ouverte, le Néerlandais, qui porte un prénom à la Maupeissant, Toine Van Hoof, joue la manche à Cœur au terme des débats suivants :

♠ 7  
♦ AR1087  
♠ A1087  
♠ DV863  
♥ 10854  
♦ 95  
♠ V2

Est coupe avec le Valet de Carreau et Luciana sous-coupe afin de faire ensuite A 6 à Carreau !

Evidemment, si Ouest s'était contenté de dire 1 Pique au lieu de « téléphoner » qu'elle avait un bicolore, ce joli coup n'aurait pas eu lieu.

## HORIZONTALEMENT

1. EEEFFNR. - 2. ELLNSU.
3. ABCIORU (+ 1).
4. DEESSTU. - 5. EISSU (+ 1).
6. AGINRT (+ 4).
7. ACEINSUV (+ 1).
8. AEHNST (+ 2).
9. CEORSV. - 10. BEIORT.
11. CENNOUR.
12. EIMNMX. - 13. EEOSSU.
14. EINSSTU (+ 2).
15. AEGSSU (+ 2).
16. AEELNRS. - 17. AEEIMNZ.
18. FIHNITTU. - 19. EENSSTU.

## VERTICALEMENT

20. ACEINRV. - 21. ACHOPRS.
22. AAFINS (+ 1).
23. CEOSSS.
24. AEFIRSZ (+ 1).
25. EINSU. - 26. BCEEHR.
27. ABCEGLOU. - 28. INOSSSU.
29. EINSUV (+ 1).
30. BEIORTV. - 31. CEEGNOR (+ 2).
32. EEGITUX. - 33. EENRRT (+ 3).
34. AALNPR. - 35. EIMNUZZ.
36. ELOFSST.
37. AAIINSS (+ 2).
38. AFHNMTT. - 39. AEEGMUR.

## NOTES

a) Au lieu d'entrer dans une « Partie française » par 2, 4, les Blancs choisissent une formation moderne dite « est-indienne en premier », caractérisée par la présence de C en f3 et d2, par le fianchetto-R et le développement des pions centraux en e4 et d3.

b) Trois constructions sont possibles pour les Noirs, soit le schéma du Pion-D (1. e4, e5 ; 2. d3, d5 ; 3. Cc2, Cc3, Cc5 ; 4. g3, g4 ; 5. f3, f4 ; 6. f5, f6 ; 7. Cc4, Cc6 ; 8. Cc7, Cc8 ; 9. Cc9, Cc10 ; 10. Cc11, Cc12 ; 11. Cc13, Cc14 ; 12. Cc15, Cc16 ; 13. Cc17, Cc18 ; 14. Cc19, Cc20 ; 15. Cc21, Cc22 ; 16. Cc23, Cc24 ; 17. Cc25, Cc26 ; 18. Cc27, Cc28 ; 19. Cc29, Cc30 ; 20. Cc31, Cc32 ; 21. Cc33, Cc34 ; 22. Cc35, Cc36 ; 23. Cc37, Cc38 ; 24. Cc39, Cc40 ; 25. Cc41, Cc42 ; 26. Cc43, Cc44 ; 27. Cc45, Cc46 ; 28. Cc47, Cc48 ; 29. Cc49, Cc50 ; 30. Cc51, Cc52 ; 31. Cc53, Cc54 ; 32. Cc55, Cc56 ; 33. Cc57, Cc58 ; 34. Cc59, Cc60 ; 35. Cc61, Cc62 ; 36. Cc63, Cc64 ; 37. Cc65, Cc66 ; 38. Cc67, Cc68 ; 39. Cc69, Cc70 ; 40. Cc71, Cc72 ; 41. Cc73, Cc74 ; 42. Cc75, Cc76 ; 43. Cc77, Cc78 ; 44. Cc79, Cc80 ; 45. Cc81, Cc82 ; 46. Cc83, Cc84 ; 47. Cc85, Cc86 ; 48. Cc87, Cc88 ; 49. Cc89, Cc90 ; 50. Cc91, Cc92 ; 51. Cc93, Cc94 ; 52. Cc95, Cc96 ; 53. Cc97, Cc98 ; 54. Cc99, Cc100 ; 55. Cc101, Cc102 ; 56. Cc103, Cc104 ; 57. Cc105, Cc106 ; 58. Cc107, Cc108 ; 59. Cc109, Cc110 ; 60. Cc111, Cc112 ; 61. Cc113, Cc114 ; 62. Cc115, Cc116 ; 63. Cc117, Cc118 ; 64. Cc119, Cc120 ; 65. Cc121, Cc122 ; 66. Cc123, Cc124 ; 67. Cc125, Cc126 ; 68. Cc127, Cc128 ; 69. Cc129, Cc130 ; 70. Cc131, Cc132 ; 71. Cc133, Cc134 ; 72. Cc135, Cc136 ; 73. Cc137, Cc138 ; 74. Cc139, Cc140 ; 75. Cc141, Cc142 ; 76. Cc143, Cc144 ; 77. Cc145, Cc146 ; 78. Cc147, Cc148 ; 79. Cc149, Cc150 ; 80. Cc151, Cc152 ; 81. Cc153, Cc154 ; 82. Cc155, Cc156 ; 83. Cc157, Cc158 ; 84. Cc159, Cc160 ; 85. Cc161, Cc162 ; 86. Cc163, Cc164 ; 87. Cc165, Cc166 ; 88. Cc167, Cc168 ; 89. Cc169, Cc170 ; 90. Cc171, Cc172 ; 91. Cc173, Cc174 ; 92. Cc175, Cc176 ; 93. Cc177, Cc178 ; 94. Cc179, Cc180 ; 95. Cc181, Cc182 ; 96. Cc183, Cc184 ; 97. Cc185, Cc186 ; 98. Cc187, Cc188 ; 99. Cc189, Cc190 ; 100. Cc191, Cc192 ; 101. Cc193, Cc194 ; 102. Cc195, Cc196 ; 103. Cc197, Cc198 ; 104. Cc199, Cc200 ; 105. Cc201, Cc202 ; 106. Cc203, Cc204 ; 107. Cc205, Cc206 ; 108. Cc207, Cc208 ; 109. Cc209, Cc210 ; 110. Cc211, Cc212 ; 111. Cc213, Cc214 ; 112. Cc215, Cc216 ; 113. Cc217, Cc218 ; 114. Cc219, Cc220 ; 115. Cc221, Cc222 ; 116. Cc223, Cc224 ; 117. Cc225, Cc226 ; 118. Cc227, Cc228 ; 119. Cc229, Cc230 ; 120. Cc231, Cc232 ; 121. Cc233, Cc234 ; 122. Cc235, Cc236 ; 123. Cc237, Cc238 ; 124. Cc239, Cc240 ; 125. Cc241, Cc242 ; 126. Cc243, Cc244 ; 127. Cc245, Cc246 ; 128. Cc247, Cc248 ; 129. Cc249, Cc250 ; 130. Cc251, Cc252 ; 131. Cc253, Cc254 ; 132. Cc255, Cc256 ; 133. Cc257, Cc258 ; 134. Cc259, Cc260 ; 135. Cc261, Cc262 ; 136. Cc263, Cc264 ; 137. Cc265, Cc266 ; 138. Cc267, Cc268 ; 139. Cc269, Cc270 ; 140. Cc271, Cc272 ; 141. Cc273, Cc274 ; 142. Cc275, Cc276 ; 143. Cc277, Cc278 ; 144. Cc279, Cc280 ; 145. Cc281, Cc282 ; 146. Cc283, Cc284 ; 147. Cc285, Cc286 ; 148. Cc287, Cc288 ; 149. Cc289, Cc290 ; 150. Cc291, Cc292 ; 151. Cc293, Cc294 ; 152. Cc295, Cc296 ; 153. Cc297, Cc298 ; 154. Cc299, Cc300 ; 155. Cc301, Cc302 ; 156. Cc303, Cc304 ; 157. Cc305, Cc306 ; 158. Cc307, Cc308 ; 159. Cc309, Cc310 ; 160. Cc311, Cc312 ; 161. Cc313, Cc314 ; 162. Cc315, Cc316 ; 163. Cc317, Cc318 ; 164. Cc319, Cc320 ; 165. Cc321, Cc322 ; 166. Cc323, Cc324 ; 167. Cc325, Cc326 ; 168. Cc327, Cc328 ; 169. Cc329, Cc330 ; 170. Cc331, Cc332 ; 171. Cc333, Cc334 ; 172. Cc335, Cc336 ; 173. Cc337, Cc338 ; 174. Cc339, Cc340 ; 175. Cc341, Cc342 ; 176. Cc343, Cc344 ; 177. Cc345, Cc346 ; 178. Cc347, Cc348 ; 179. Cc349, Cc350 ; 180. Cc351, Cc352 ; 181. Cc353, Cc354 ; 182. Cc355, Cc356 ; 183. Cc357, Cc358 ; 184. Cc359, Cc360 ; 185. Cc361, Cc362 ; 186. Cc363, Cc364 ; 187. Cc365, Cc366 ; 188. Cc367, Cc368 ; 189. Cc369, Cc370 ; 190. Cc371, Cc372 ; 191. Cc373, Cc374 ; 192. Cc375, Cc376 ; 193. Cc377, Cc378 ; 194. Cc379, Cc380 ; 195. Cc381, Cc382 ; 196. Cc383, Cc384 ; 197. Cc385, Cc386 ; 198. Cc387, Cc388 ; 199. Cc389, Cc390 ; 200. Cc391, Cc392 ; 201. Cc393, Cc394 ; 202. Cc395, Cc396 ; 203. Cc397, Cc398 ; 204. Cc399, Cc400 ; 205. Cc401, Cc402 ; 206. Cc403, Cc404 ; 207. Cc405, Cc406 ; 208. Cc407, Cc408 ; 209. Cc409, Cc410 ; 210. Cc411, Cc412 ; 211. Cc413, Cc414 ; 212. Cc415, Cc416 ; 213. Cc417, Cc418 ; 214. Cc419, Cc420 ; 215. Cc421, Cc422 ; 216. Cc423, Cc424 ; 217. Cc425, Cc426 ; 218. Cc427, Cc428 ; 219. Cc429, Cc430 ; 220. Cc431, Cc432 ; 221. Cc433, Cc434 ; 222. Cc435, Cc436 ; 223. Cc437, Cc438 ; 224. Cc439, Cc440 ; 225. Cc441, Cc442 ; 226. Cc443, Cc444 ; 227. Cc445, Cc446 ; 228. Cc447, Cc448 ; 229. Cc449, Cc450 ; 230. Cc451, Cc452 ; 231. Cc453, Cc454 ; 232. Cc455, Cc456 ; 233. Cc457, Cc458 ; 234. Cc459, Cc460 ; 235. Cc461, Cc462 ; 236. Cc463, Cc464 ; 237. Cc465, Cc466 ; 238. Cc467, Cc468 ; 239. Cc469, Cc470 ; 240. Cc471, Cc472 ; 241. Cc473, Cc474 ; 242. Cc475, Cc476 ; 243. Cc477, Cc478 ; 244. Cc479, Cc480 ; 245. Cc481, Cc482 ; 246. Cc483, Cc484 ; 247. Cc485, Cc486 ; 248. Cc487, Cc488 ; 249. Cc489, Cc490 ; 250. Cc491, Cc492 ; 251. Cc493, Cc494 ; 252. Cc495, Cc496 ; 253. Cc497, Cc498 ; 254. Cc499, Cc500 ; 255. Cc501, Cc502 ; 256. Cc503, Cc504 ; 257. Cc505, Cc506 ; 258. Cc507, Cc508 ; 259. Cc509, Cc510 ; 260. Cc511, Cc512 ; 261. Cc513, Cc514 ; 262. Cc515, Cc516 ; 263. Cc517, Cc518 ; 264. Cc519, Cc520 ; 265. Cc521, Cc522 ; 266. Cc523, Cc524 ; 267. Cc525, Cc526 ; 268. Cc527, Cc528 ; 269. Cc529, Cc530 ; 270. Cc531, Cc532 ; 271. Cc533, Cc534 ; 272. Cc535, Cc536 ; 273. Cc537, Cc538 ; 274. Cc539, Cc540 ; 275. Cc541, Cc542 ; 276. Cc543, Cc544 ; 277. Cc545, Cc546 ; 278. Cc547, Cc548 ; 279. Cc549, Cc550 ; 280. Cc551, Cc552 ; 281. Cc553, Cc554 ; 282. Cc555, Cc556 ; 283. Cc557, Cc558 ; 284. Cc559, Cc560 ; 285. Cc561, Cc562 ; 286. Cc563, Cc564 ; 287. Cc565, Cc566 ; 288. Cc567, Cc568 ; 289. Cc569, Cc570 ; 290. Cc571, Cc572 ; 291. Cc573, Cc574 ; 292. Cc575, Cc576 ; 293. Cc577, Cc578 ; 294. Cc579, Cc580 ; 295. Cc581, Cc582 ; 296. Cc583, Cc584 ; 297. Cc585, Cc586 ; 298. Cc587, Cc588 ; 299. Cc589, Cc590 ; 300. Cc591, Cc592 ; 301. Cc593, Cc594 ; 302. Cc595, Cc596 ; 303. Cc597, Cc598 ; 304. Cc599, Cc600 ; 305. Cc601, Cc602 ; 306. Cc603, Cc604 ; 307. Cc605, Cc606 ; 308. Cc607, Cc608 ; 309. Cc609, Cc610 ; 310. Cc611, Cc612 ; 311. Cc613, Cc614 ; 312. Cc615, Cc616 ; 313. Cc617, Cc618 ; 314. Cc619, Cc620 ; 315. Cc621, Cc622 ; 316. Cc623, Cc624 ; 317. Cc625, Cc626 ; 318. Cc627, Cc628 ; 319. Cc629, Cc630 ; 320. Cc631, Cc632 ; 321. Cc633, Cc634 ; 322. Cc635, Cc636 ; 323. Cc637, Cc638 ; 324. Cc639, Cc640 ; 325. Cc641, Cc642 ; 326. Cc643, Cc644 ; 327. Cc645, Cc646 ; 328. Cc647, Cc648 ; 329. Cc649, Cc650 ; 330. Cc651, Cc652 ; 331. Cc653, Cc654 ; 332. Cc655, Cc656 ; 333. Cc657, Cc658 ; 334. Cc659, Cc660 ; 335. Cc661, Cc662 ; 336. Cc663, Cc664 ; 337. Cc665, Cc666 ; 338. Cc667, Cc668 ; 339. Cc669, Cc670 ; 340. Cc671, Cc672 ; 341. Cc673, Cc674 ; 342. Cc675, Cc676 ; 343. Cc677, Cc678 ; 344. Cc679, Cc680 ; 345. Cc681, Cc682 ; 346. Cc683, Cc684 ; 347. Cc685, Cc686 ; 348. Cc687, Cc688 ; 349. Cc689, Cc690 ; 350. Cc691, Cc692 ; 351. Cc693, Cc694 ; 352. Cc695, Cc696 ; 353. Cc697, Cc698 ; 354. Cc699, Cc700 ; 355. Cc701, Cc702 ; 356. Cc703, Cc704 ; 357. Cc705, Cc706 ; 358. Cc707, Cc708 ; 359. Cc709, Cc710 ; 360. Cc711, Cc712 ; 361. Cc713, Cc714 ; 362. Cc715, Cc716 ; 363. Cc717, Cc718 ; 364. Cc719, Cc720 ; 365. Cc721, Cc722 ; 366. Cc723, Cc724 ; 367. Cc725, Cc726 ; 368. Cc727, Cc728 ; 369. Cc729, Cc730 ; 370. Cc731, Cc732 ; 371. Cc733, Cc734 ; 372. Cc735, Cc736 ; 373. Cc737, Cc738 ; 374. Cc739, Cc740 ; 375. Cc741, Cc742 ; 376. Cc743, Cc744 ; 377. Cc745, Cc746 ; 378. Cc747, Cc748 ; 379. Cc749, Cc750 ; 380. Cc751, Cc752 ; 381. Cc753, Cc754 ; 382. Cc755, Cc756 ; 383. Cc757, Cc758 ; 384. Cc759, Cc760 ; 385. Cc761, Cc762 ; 386. Cc763, Cc764 ; 387. Cc765, Cc766 ; 388. Cc767, Cc768 ; 389. Cc769, Cc770 ; 390. Cc771, Cc772 ; 391. Cc773, Cc774 ; 392. Cc775, Cc776 ; 393. Cc777, Cc778 ; 394. Cc779, Cc780 ; 395. Cc781, Cc782 ; 396. Cc783, Cc784 ; 397. Cc785, Cc786 ; 398. Cc787, Cc788 ; 399. Cc789, Cc790 ; 400. Cc791, Cc792 ; 401. Cc793, Cc794 ; 402. Cc795, Cc796 ; 403. Cc797, Cc798 ; 404. Cc799, Cc800 ; 405. Cc801, Cc802 ; 406. Cc803, Cc804 ; 407. Cc805, Cc806 ; 408. Cc807, Cc808 ; 409. Cc809, Cc810 ; 410. Cc811, Cc812 ; 411. Cc813, Cc814 ; 412. Cc815, Cc816 ; 413. Cc817, Cc818 ; 414. Cc819, Cc820 ; 415. Cc821, Cc822 ; 416. Cc823, Cc824 ; 417. Cc825, Cc826 ; 418. Cc827, Cc828 ; 419. Cc829, Cc830 ; 420. Cc831, Cc832 ; 421. Cc833, Cc834 ; 422. Cc835, Cc836 ; 423. Cc837, Cc838 ; 424. Cc839, Cc840 ; 425. Cc841, Cc842 ; 426. Cc843, Cc844 ; 427. Cc845, Cc846 ; 428. Cc847, Cc848 ; 429. Cc849, Cc850 ; 430. Cc851, Cc852 ; 431. Cc853, Cc854 ; 432. Cc855, Cc856 ; 433. Cc857, Cc858 ; 434. Cc859, Cc860 ; 435. Cc861, Cc862 ; 436. Cc863, Cc864 ; 437. Cc865, Cc866 ; 438. Cc867, Cc868 ; 439. Cc869, Cc870 ; 440. Cc871, Cc872 ; 441. Cc873, Cc874 ; 442. Cc875, Cc876 ; 443. Cc877, Cc878 ; 444. Cc879, Cc880 ; 445. Cc881, Cc882 ; 446. Cc883, Cc884 ; 447. Cc885, Cc886 ; 448. Cc887, Cc888 ; 449. Cc889, Cc890 ; 450. Cc891, Cc892 ; 451. Cc893, Cc894 ; 452. Cc895, Cc896 ; 453. Cc897, Cc898 ; 454. Cc899, Cc900 ; 455. Cc901, Cc902 ; 456. Cc903, Cc904 ; 457. Cc905, Cc906 ; 458. Cc907, Cc908 ; 459. Cc909, Cc910 ; 460. Cc911, Cc912 ; 461. Cc913, Cc914 ; 462. Cc915, Cc916 ; 463. Cc917, Cc918 ; 464. Cc919, Cc920 ; 465. Cc921, Cc922 ; 466. Cc923, Cc924 ; 467. Cc925, Cc926 ; 468. Cc927, Cc928 ; 469. Cc929, Cc930 ; 470. Cc931, Cc932 ; 471. Cc933, Cc934 ; 472. Cc935, Cc936 ; 473. Cc937, Cc938 ; 474. Cc939, Cc940 ; 475. Cc941, Cc942 ; 476. Cc943, Cc944 ; 477. Cc945, Cc946 ; 478. Cc947, Cc948 ; 479. Cc949, Cc950 ; 480. Cc951, Cc952 ; 481. Cc953, Cc954 ; 482. Cc955, Cc956 ; 483. Cc957, Cc958 ; 484. Cc959, Cc960 ; 485. Cc961, Cc962 ; 486. Cc963, Cc964 ; 487. Cc965, Cc966 ; 488. Cc967, Cc968 ; 489. Cc969, Cc970 ; 490. Cc971, Cc972 ; 491. Cc973, Cc974 ; 492. Cc975, Cc976 ; 493. Cc977, Cc978 ; 494. Cc979, Cc980 ; 495. Cc981, Cc982 ; 496. Cc983, Cc984 ; 497. Cc985, Cc986 ; 498. Cc987, Cc988 ; 499. Cc989, Cc990 ; 500. Cc991, Cc992 ; 501. Cc993, Cc994 ; 502. Cc995, Cc996 ; 503. Cc997, Cc998 ; 504. Cc999, Cc1000 ; 505. Cc1001, Cc1002 ; 506. Cc1003, Cc1004 ; 507. Cc1005, Cc1006 ; 508. Cc1007, Cc1008 ; 509. Cc1009, Cc1010 ; 510. Cc1011, Cc1012 ; 511. Cc1013, Cc1014 ; 512. Cc1015, Cc1016 ; 513. Cc1017, Cc1018 ; 514. Cc1019, Cc1020 ; 515. Cc1021, Cc1022 ; 516. Cc1023, Cc1024 ; 517. Cc1025, Cc1026 ; 518. Cc1027, Cc1028 ; 519. Cc1029, Cc1030 ; 520. Cc1031, Cc1032 ; 521. Cc1033, Cc1034 ; 522. Cc1035, Cc1036 ; 523. Cc103



key  
pluie

# Une nouvelle

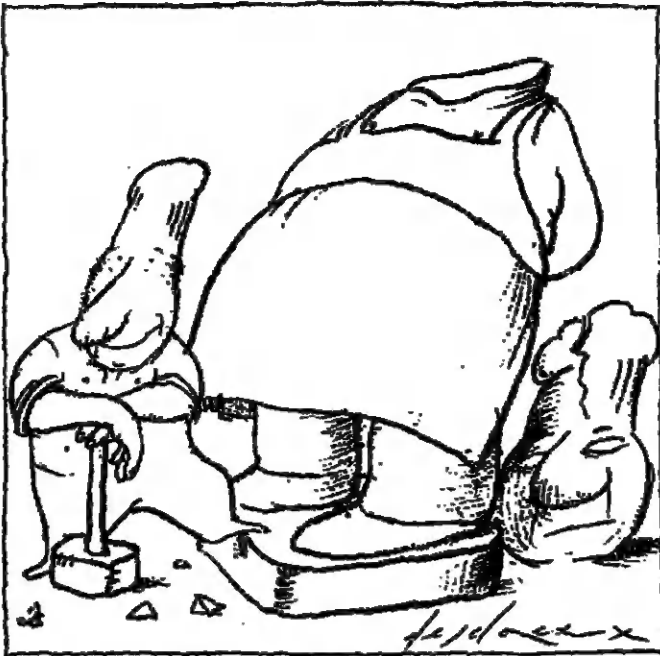
Il y a eu la nouvelle cuisine, gadget publicitaire un moment triomphant dans les médias croyant ainsi découvrir la gastronomie. Toutes les perversions modernes (surgélation, tout-mâché, précuit, etc.), au service de l'industrialisation alimentaire, s'adressaient à nous proposer des plats-imitations qui pouvaient en effet séduire un public mal informé et s'abîmant sous le patronage (souvent involontaire) de chefs renommés. Certes, pour le connaisseur, la meilleure sauce du monde ne fut point passer le poulet de batterie pour un poulet fermier, mais, pour certains, une addition coûteuse fait passer la fausse grande cuisine. Ainsi, les délicieuses repas coûtent-ils de plus en plus cher.

Nait-il en ces temps une nouvelle restauration ? Je veux dire prenant place entre le bistrot (pas toujours bon marché s'il entend rester honnête quant à la qualité du produit), le restaurant dit « grand » parce que très cher et visant à l'épate, le restaurant de luxe où l'on paye l'apparat, et le restaurant « gastronomique » enfin, où l'on rémunère la qualité des grands produits et celle du chef qui les cuisine.

Depuis quelques années, l'on assiste à la mort (ou la sinistre transformation) de petits « restos » de qualité. Tout comme on voit disparaître les petits commerces au

bénéfice des grandes surfaces. Parallèlement, les chaînes restauratrices entendent triompher. Elles ne sont pas d'aujourd'hui. On connaît l'histoire des *Bouillons Duval* : le premier, créé près de Saint-Germain-l'Auxerrois par un boucher des Halles qui débâtait ainsi les bas morceaux du bœuf et leur bouillon. La simplicité du plat et du prix (bouillon, bouilli et petit pain pour 40 centimes), le service féminin agréable, firent son succès. En 1870, le « père » Duval laissa à son fils Alexandre (surnommé « Godefroi de Bouillon, gentilhomme consommé ») une douzaine d'affaires dans Paris. La première « chaîne », qui eut, pour lui succéder, les *Bouillons Charlier* !

Plus tard, il y eut les Dupont (« Chez Dupont tout est bon », selon la formule, chère à Emile-Louis Dupont, régnant sur une dizaine de restaurants-brasseries connus et fréquentés du Tout-Paris). Ces maisons n'ambitionnaient point les étoiles ou les toques, mais du moins leurs animateurs cherchaient-ils, dans la modestie des plats, la qualité du produit, la sincérité de leurs accommodements, la simplicité cordiale de l'accueil, à retenir l'affection populaire alors plus attentive à la qualité du produit et à la vérité des mets qu'aujourd'hui. Toutes leurs succursales avaient la même carte, le même menu !



Il existe aujourd'hui des propriétaires de plusieurs restaurants, des « groupes », comme on dit, aux cartes différentes chacune. Les frères Blanc animent ainsi une demi-douzaine de restaurants honnêtes, de *Charlot* au *Pied de cochon*, de la *Taverne Kronenbourg* au *Nouvel Arbut*. Le groupe Flo s'étend de la brasserie du même nom à la *Coupe*, au *Yanderville*, au *Bœuf sur le*

# restauration ?

cuisine personnelle est acceptable pour le gourmet en ayant les moyens, alors que dépenser 250 à 300 francs dans un bistrot qu'ils patronnent, dont ils supervisent la carte, dont la cuisine n'est sans doute pas mauvaise mais fait aussi payer leur nom : non ! (1)

Et cela m'amène à vous parler d'une chaîne récente et en progression : *Batifol*. (Le quatorzième *Batifol* vient d'ouvrir place des Terres.) Je ne connais aucunement son propriétaire, mais, en allant au hasard dans quatre ou cinq d'entre eux, j'ai pu constater : le directeur est généralement un ancien du métier de salle - le service est assuré par de jeunes femmes vives et souriantes - la carte (toujours les mêmes spécialités comme le pot-au-feu campagnard, la tête de veau ravigote, le faux-filet à l'os grillé, le tartare « fort des Halles », accompagné d'excellentes frites, quelques plats du jour, et, dans les entrées, entre autres, des filets de hareng - la terrine sur la table dont on reprend à volonté -

avec quelques pommes tièdes, des desserts maison, des vins au verre et en carafe) permettant des additions modestes pour cette cuisine simple et honnête. Rien n'empêche, par exemple, de se régaler de trois à quatre filets de hareng puis du tartare avant la mousse au chocolat à discrétion. Avec un verre de maçon blanc et un verre de brouilly, vous en saurez pour 152,40 francs. Qui dit mieux ? Rien ne vous empêche alors, l'endemain, de faire fête dans un « grand », puis le surlendemain de revenir ici, modestement, vous rassasier du pot-au-feu et d'un fromage du jour. Avec le verre de rouge, vous paierez 92 francs. C'est peut-être cela la nouvelle restauration. Celle de la sagesse !

La Reynière

(1) Imagine-t-on un Claude Peyrot installer avenue Victor-Hugo un *Vivarois* d'en face ?

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

**NICE**  
**HÔTEL VICTORIA\*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plaisir, centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, cibles.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

**AU CŒUR D'UNE STATION VILLAGE  
AU SOLEIL DU PARC NATUREL  
DU QUEYRAS**

**LE COGNAREL\*\*** Logis de France  
proposé des séjours libres et un choix  
de forfait sportifs semaine tout compris.  
Confort et Ambiance. Petits  
groupes homogènes. Ici, alpins, ski de  
fond, ski de randonnée nordique, télé-  
mark, initiation à la conduite de  
traîneaux à chiens, parapente.  
Du 1-12-92 au 1-5-93  
**LE COGNAREL\*\*** Ecole  
de Montagne Hobereau (ANCEP)  
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
Tél. : 92-45-81-03 - Fax : 92-45-81-17.

#### 05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Etié-biver, plus haute combe d'Europe.  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France  
Ski de fond, piste, promenade.  
Meublés, chambres studios, chambres.  
1/2 pens., pens. complète, séj. libres.  
**HÔTEL LE VILLARD\*\*\***  
Tél. : 92-45-82-08  
et l'**HÔTEL LE BEAUREGARD\*\***  
Tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.

#### 05400 CEÛZE

(Station familiale des Hautes-Alpes  
à 20 km de GAP)  
**HÔTEL GAILLARD\*\***  
au pied des pistes de ski, 34 chambres  
avec bain, w.c., téléphone direct.  
Cuisine de qualité.  
Pension complète de 230 F à 270 F par jour.  
Réduction enfants.  
Tél. : 92-57-80-42.

#### Paris

##### SORBONNE

**HÔTEL DIANA\*\***  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bain, w.c.  
Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F  
Fax : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

#### Suisse

**LEYSIN (Alpes Vaudaises)**  
**HÔTEL LE GRAND CHALET\*\*\***  
pour vos sports d'hiver  
Demi-pension, dès 76 F (env. 295 FF)  
Tél. 19-41/2534-11-36.  
Fax 19-41/2534-16-14.  
CH-1854 Leysin.

#### 3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

**Hôtel HOLIDAY**  
60 lits, alt. tranquille et ensoleil., à prox.  
du funiculaire Synnegga. Chambres  
avec balcon - cuisine - bar - bain -  
w.c. - radio - tél. - TV. Hall d'accueil  
avec bar. Restaurant. Entr. grat. dans  
une piscine couv.  
Prix spéc. en jan. de 75 à 85.  
(env. FF 329.) au demi-pension.  
Téléphone : 1941/2867 12 03.  
Familie R. Peres, Fax : 1941/2867 50 14.

## Semaine gourmande

### Le Pavillon des Princes

Rajoué, ce « classique » du Bois  
refait surface avec Pascal Bonichon  
à la direction et Patrick Lendre en  
cuisine. Patrick, le « doué » de la  
famille, qui avait quitté son petit  
restaurant de la rue Duret, se  
retrouve donc ici, dans un cadre  
majestueux (grande salle, salons,  
terrasse couverte et terrasse de  
plein air pour les beaux jours), à  
l'aise pour cuisiner deux cartes-  
nues. Celle à 160 francs m'a permis  
de savourer le thon rouge et les  
calamars sauce andalouse, la tête de  
veau en pot-au-feu, les fromages du  
plateau avant une glace vanille,  
entre autres plats à choisir. Mais  
celle à 260 francs me proposait,  
entre dix entrées, la terrine de foie  
gras, bien savoureuse, entre seize  
plats de poissons et viandes un  
pavé de thon rouge au citron et gin-  
gembre ou l'effeuillé de queue de  
bœuf mousseline, le salmis de rognons  
de roche ou le canard rouennais  
aux épices, avant les fromages et  
l'un des nombreux desserts.

Belle carte des vins (dont un  
blanc et un rouge en carafe à prix  
honnêtes) et service jeune mais effi-

### La Farigoule

Tout nouveau rétro, ce char-  
mant bistrot est avant tout la cha-  
leureuse expression du vrai folklore  
méditerranéen. On la ressent dès  
l'entrée grâce à l'accent de la  
famille Gras, au parfum allié de  
rigueur, à l'amitié qui s'en dégage.  
Bouillabaisse des pêcheurs, bour-  
ride provençale, pieds et paquets  
marseillais. Le tout arrosé d'un  
petit vin de Saint-Trop ! Compter  
220-280 F.

► La Farigoule, 104, rue Balard  
(15<sup>e</sup>), tél. : 48-54-35-41. Fermé  
dimanche et lundi. Parking rue  
Lablanc. C.B.

## Aux quatre coins de France

### CHAMPAGNES

**SANGER & VAUBECOURT**  
Lycée Viticole - 51190 AVIZE  
Prestige - Millésimes - Rosé  
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec  
Tarif sur demande.  
Tél. : 26-57-79-79.  
Visite des caves sur rendez-vous.

### NOE L'ANTIQUAIRE DU VIN

vous propose dans son magasin  
un choix « unique » de vins Anciens  
ET DE COLLECTION  
un choix « unique »  
de tous les grands crus classés  
pour toutes vos fêtes et réceptions  
Prix extraordinaires  
12, rue Maler, 75007 Paris  
Tél. : 45-50-29-79. Fax : 45-50-29-87.

\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération.

# INDEX DES RESTAURANTS

## Spécialités françaises et étrangères

CRUSTACÉS-POISSONS	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	BROCHES	ETHIOPIENNES	ITALIENNES	TRADITIONNEL
<b>LA LUNA</b> 69, rue du Rocher F. dim. 42-93-77-61 Prix Parc Monceau Poissons et coquillages.	<b>RELAIS BELLMAN</b> 37, rue François-I <sup>er</sup> , 47-23-34-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé sam., dim.	<b>L'ARBUCI</b> , 25, rue de Buci, 44-41-14-14. T.L.J. jusqu'à 3 h. Unique ! Poissons, viandes, desserts cuisinés à la broche, sélection de petits vins de pays qui charment. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.	<b>ENTOTTO</b> 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Nordmann, 13 <sup>e</sup> Dorowott, Beyanecetou av. l'Indjira.	<b>L'APPENNINO</b> , 61, rue Amiral- Mouchez, 14 <sup>e</sup> . 45-89-08-15. F/dim., lundi. <b>ÉMILIE-ROMAGNE</b>	<b>LE PROCOPE</b> , 13, rue de l'Ancienne-Com- mune, 43-36-99-34, cuisine bourgeoise et inventive et merveilleux blanc de coquil- lages.
<b>LA TERRASSE DE CRÉTEIL</b> 39, av. de Verdun, 94000 CRÉTEIL. Tél. : 42-07-15-94. La santé par la mer. Spéc. de poissons et une suggestion à 150 F.	<b>LA COUR COBERT</b> , 12, rue Hôtel-Cob- ert 9, 43-54-61-89. T.L.J. Cadre XVII <sup>e</sup> authentique. PMR 220 F.	<b>DANOISES ET SCANDINAVES</b> <b>COPENHAGUE</b> , 1 <sup>er</sup> étage <b>FLORA DANICA</b> , sur un jardin 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41.	<b>INDIENNES</b> <b>MAHARAJAH</b> 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain, M <sup>e</sup> Maubert. 3CE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	<b>OUVERT LA NUIT</b> <b>FAR OUEST</b> 101, rue de l'Ouest (14 <sup>e</sup> ) 45-42-28-33 L.J. accueil 19 à 5 h du matin. Cuis. trad. On a Moëlle. Confit. Carte menus 85, 115 F.	<b>VIETNAMIENNES</b> <b>NEM 101</b> 101, r. du Ranelagh, 16. 45-27-76-92. F. sam. soir et dim. <b>NEM 66</b> 66, rue Lauriston, 16. 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.



# Caviar à l'encan

Dans les eaux nord de la Caspienne, le trésor des esturgeons a changé de mains. On vend, on achète, on trafique, on brade. Qui profitera de cette déréglementation ?

QUAND le caviar était encore de stricte obédience marxiste-léniniste, on le mangeait les yeux fermés en bénissant le régime communiste d'avoir su si parfaitement accommoder l'acariâtre ressentiment qu'il portait au monde capitaliste à ce même palais capitaliste. L'Etat tenait d'une main de fer cette remarquable exploitation du poisson par l'homme et ne laissait à personne d'autre qu'à ses commissaires aux affaires maritimes le soin de veiller à la bonne marche des pêcheries et au juste dosage de la saison. On avait confiance.

Autre chose est du brutal printemps qui vient d'emporter l'ex-Union soviétique vers d'autres destinées et qui inquiète l'amatour sur le suivi et la qualité du tour de main mis jusqu'ici à son service pour lui proposer le plus cher et le meilleur. La révolution, soit, mais qu'elle n'aille pas rompre ce cercle magique dans lequel deux mondes, longtemps aux aguets du grand cataclysme, finissaient par se comprendre et s'entendre : l'Est et l'Ouest réunis sur un même et unique toast, le temps d'essayer de s'expliquer une fois encore les raisons de leur émotion commune. Les esturgeons, poissons assez sots au ventre rond, prêchaient, pour ainsi dire, la concorde, ou du moins s'étonnaient qu'on puisse un seul



Pêcheurs iraniens en route vers la station de Turkmen.

instant songer à les faire frire dans la soupe nucléaire, eux qui, du bocal de leur Caspienne, passaient pour les arbitres du goût et les garants de la neutralité suprême.

Il n'est pas sûr pourtant que l'anarchie qui s'est installée sur les criées de l'Est ne finisse par être bénéfique aux pays occidentaux et ne préside à une arrivée en force de ce caviar traditionnellement réservé aux pourvus, mais que l'on pourrait bien voir être partagé par le plus grand nombre pour peu que l'appât pour un exotisme nouveau se fasse jour et que les prix défilent comme on les a déjà vus - ou fait - défilier. Les grands caravansérails marchands ont déjà tenté le coup, sans en tirer encore de conclu-

sions très fermes, mais semblent disposés à mettre à nouveau aux enchères publiques ce produit de consommation confidentielle si l'éveil se déclenche et la vente suit. Ainsi, par une formidable pirouette de l'Histoire, le bélouga, l'ossetre et le sévruga se mettraient-ils à nourrir les curiosités démocratiques de l'Ouest, eux qui durant plus de soixante-dix ans n'avaient laissé ouvrir leurs panes socialistes que pour flatter la mise en bouche de mangeurs déjà rassasiés de tout.

Les charges culturelles que cette « gourmandise » porte en elle n'ont jamais été simples à acclimater, et la France - consummatrice pourtant émérite de caviar - peut se souvenir de tous les haut-le-cœur et de tous les effrois qui

ont marqué son dur apprentissage dans l'art de déguster sans frémir cette nourriture ultime. C'est Louis XIV qui marque son saisissement, devant le représentant de Pierre le Grand et les courtisans perplexes, en éternuant sur le jabot de l'ambassadeur sa première et unique bouchée d'œufs d'esturgeon. Royal rejet dont Alexandre III se souviendra, lors de sa visite à Paris, en 1896, en omettant de forcer la chance, auprès de la République cette fois, avec des cadeaux intempestifs... Les deux frères Petrossian, qui, dès 1920, vont faire tomber dans leurs filets les premiers baluchins au bélouga, devront tout de même prendre des mesures extrêmes pour ne pas voir leur stand de l'exposition gastronomi-

que du Grand Palais se transformer en « vomissoire ». La gentry s'extasiait, le bourgeois trouvait à l'affaire un goût venu d'une planète et d'un régime louches, le citoyen moyen, lui, attendait des jours meilleurs pour se prononcer.

Ainsi, ayant fréquenté tout ce qui se présentait comme fréquentable dans son fond traditionnel de clientèle et n'ayant plus rien à prouver à personne sur la brièveté de sa production et les redondances de son prix, le caviar serait-il sur le point d'être livré brut d'honorabilité à de nouveaux goûteurs peu impressionnés par ses fréquentations passées. Une sorte de désinvolture qui le placerait en liberté à peine surveillée, livré cru aux seules cotations du marché noir, de la contrebande et des aléas du circuit parallèle. Les Iraniens ont tout de suite vu le danger de ce vagabondage et n'ont pas tardé à faire savoir qu'il ne fallait pas confondre la pagaille qui régnait du côté d'Astrakan et de Krasnovodsk avec le sérieux plus que jamais sérieux que l'on notait sur les 700 kilomètres de la Caspienne sud, où ils capturent leurs proies que leur avaient appris à traquer les maîtres soviétiques, ces redoutables professionnels qui savaient au gramme de sel, pur pris et à la seule pression de la main comment accommoder et assouplir la laitance de l'animal. Désormais, il ne faudra plus confondre : chez les ex-rouges, le désordre, chez eux, la tradition et le respect qu'on doit à tout homme qui sait ce que caviar veut dire. C'est dit clairement.

Encore plus clairement dit au zinc de marbre de ce vieux Russe de la rue Brés, impatienté par les coups de fil d'anonymes qui lui proposent à longueur de semaines de la marchandise soviétique pour pas cher : « trocs » qu'il ne même jamais jusqu'à leur terme, habitués qu'il est depuis toujours à frayer avec les négociants de la

Shilat Trading Corp., société d'Etat de la branche méridionale des assommoirs d'esturgeons - car il ne faut pas les tuer, mais seulement les estourbir avant de les éviscérer : le stress... Voilà un autre sollicité, un homme qui a toutes les raisons d'être prudent, chapeautant de son nom une très ancienne maison qui fut en son temps la seule dans la capitale à mettre à sa carte du caviar d'esturgeons de la Gironde (quand la Gironde était encore poissonneuse et le ministère de l'environnement dans les limbes). Il loge dans le voisinage de l'église de l'Assomption, paroisse de la communauté polonaise de Paris, une institution tout à fait remarquable, qui attire dans son aura tout un monde de voyageurs aux besaces lourdes en marchandises diverses. Vieille affaire que ce trafic-transit par la Pologne, puis qu'on finira par donner le nom de « caviar de Varsovie » aux envois russes qui passaient par cette ville. La filière est en pleine renaissance.

Plus affirmé, le commerce de ce boyard de banlieue, sur son banc de marché, qui tient serré sous sa manche du sévruga certifié d'origine - prix défiant toute concurrence. Il vend aussi des pirojkis, des blinis, du thé géorgien et peut même aller - on est en pleine entente cordiale - jusqu'à proposer des voyages sur la Caspienne, aux bons moments de la pêche : avec sans doute, en prime, les deux ou trois combines pour repasser les frontières, la valise lourde, en toute tranquillité. Mais son propos est ailleurs : la culture russe doit remonter de ses cendres, et le caviar, connu et reconnu par tous. Sûrement. Où serait la justice du goût sans cela ?

Jean-Pierre Quélain

## LIVRES

# La clémence de l'esquimau

« NOTRE pays est d'une beauté incomparable, je dirais d'une beauté extraordinaire. Il est vrai que je n'ai pas vu d'autre pays, mais je ne peux pas m'imaginer qu'il existe un autre pays aussi beau », confie le narrateur. Mais pourquoi la contrée voisine a-t-elle perdu toute beauté, s'inquiète-t-il en arrivant à l'âge adulte. Parce qu'il y a trop souffert. Parce qu'il y a connu le mal. L'idée l'interrompt alors qu'il s'arme à faire de même. Il balance. Que faire devant cette nouvelle certitude : « La région où j'avais connu la bonté, celle que j'aimais, je ne voulais pas la détruire en y faisant le mal. »

C'est en 1889, « au moment où la neige nouvellement tombée ne fond plus », qu'il naît sur la côte sud-est du Groenland. Ses parents l'appellent Qaarsivaq, mais sa mère le surnomme Naanngannaq, sa tante Piitsingigajik, son oncle Lijarsilarteq, puis, plus tard, lorsqu'il s'engage dans la voie du chamanisme. Qipinngi. Chacun de ces noms lui paraît une marque d'affection particulière, comme celui que lui attribue le pasteur danois lors de son baptême en 1915 : Georg. Georg Quppersimaan, du nom de son père.

Le nom du père, c'est tout ce qu'il pourra retenir de lui. Et, avec son nom, la nécessité de le venger. Car son père a été assassiné dès ses premiers jours. Frappé en pleine poitrine d'un dard à oiseaux au nom d'une immémoriale vengeance, ou de la crainte d'une vengeance, dans un accès de peur soudainement surgi de la peur, cette étoffe sans fin dans laquelle les hommes de là-bas restaient empiétrés, dépourvus de l'héritage originel.

Mais le sang dont il se souvient est celui de sa mère. La nature, mortelle sous ces latitudes aux femmes seules chargées d'enfants, a trouvé un allié dans l'homme qui a pris sa mère pour seconde épouse. Un tortionnaire qui lui taillait sans raison les cuisses de coups

de couteau et de lance. Et ne leur donne rien à manger. De toute cette souffrance, le garçon se souvient. Elle cimentera sa volonté. La faim lui rend les idées claires et aiguise sa mémoire. Il survit de peaux séchées et machées, des déchets des autres. Un jour, la différence entre faim et appétit lui sera une révélation. Son intelligence s'éveille dans la douleur, indissociable. Sa créance envers ses bourreaux s'accroît avec sa résolution.

**S**URVIVRE, c'est devenir homme. Et cela ne tient pas seulement dans le nombre de phoques harponnés. Il y faut une série d'acquisitions, toutes de discrétion, qu'il feint d'être le seul à percevoir. Les avouer serait reconnaître qu'il n'est pas d'accomplissement sans celui de sa mission. Une mise en péril peut-être, une faute assurément. Nul ne devrait pouvoir imaginer qu'il est devenu le plus fort d'entre tous. D'autant que cela est largement insuffisant pour s'assurer une quelconque prééminence. D'un mot - « chercher » - sa mère lui indique le vrai chemin. Celui qui conduit au chamanisme. Le seul où rencontrer et enrôler ces « esprits auxiliaires » sans lesquels aucune vengeance n'est assurée.

Chercher, c'est aller au plus profond de soi-même pour en sortir, une auto-initiation, l'invention d'un monde qui n'appartient qu'à lui. Alors d'étranges compagnons viennent à sa rencontre. Êtres humains minuscules ou géants, surgis du sol ou des eaux, ce sont eux qui lui demandent refuge. Y compris le plus terrible d'entre eux, le toornaatik, mollusque qui peut emprunter l'aspect d'un phoque, craint par tous, hors ceux qu'il a élus, redoutable tueur de tupilaks, ces êtres maléfiques assemblés et ensemencés par les sorciers pour détruire les humains.

De ces rendez-vous répétés dans l'extase orchestrée, de ses dialogues improvisés, il ressent un décapement de ses



forces, de sa confiance en soi. Visiteurs exigeants, ses esprits auxiliaires lui laissent des consignes d'une extrême précision : « Tu ne chercheras que tourné dans la direction du soleil levant. Si tu respectes ça, tu auras une vie accomplie et tu seras de plus en plus rayonnant, de plus en plus distinct. » Plus sa recherche s'approfondit et plus il se sait redoutable.

Alors, lentement, l'objet comme la forme de la vengeance se déplacent. Il est maintenant décidé à venger son père non par un meurtre, mais par un « chant diffamatoire ». Et un chant contre l'homme qui a humilié sa mère. Ce recours ne marque pas simplement un passage de la violence physique à la

violence symbolique, car la blessure des mots, elle aussi, peut s'avérer mortelle. Dans un monde de tact et de pudeur extrême, où tout se sait et rien ne se dit, l'affrontement dans le chant étale l'indécible en public. Il est choquant. Il démasque et fait perdre la face. C'est une épreuve de vérité, un acte de bravoure. Un mixte de cour de justice, d'exercice martial et d'art lyrique.

Avant de mettre sa menace à exécution, il doit poursuivre son initiation. Pour s'éprouver, alors qu'ils voguent de conserve en kayak, il demande à son meilleur ami, son « compagnon de chant », de le transpercer de part en part de son harpon - comme le fut son père. Sa maîtrise est telle que son sang

n'est pratiquement pas versé : il meurt et ressuscite dans le même temps. Un accomplissement mais non une fin dans sa recherche. Car c'est lorsqu'une jeune fille lui dit de l'épouser, et qu'il se retrouve seul, stupéfait de bonheur, que le chant diffamatoire vient tout seul, les mots cherchés depuis si longtemps s'ajustant miraculeusement. Avec l'éblouissement du soleil sur la glace.

**L**e chant achevé n'est pas l'œuvre de sa vie, mais une œuvre de vie, l'assurance qu'il peut la poursuivre sans crainte. Chaque phrase fait corps avec lui. « ... Moi qui ne suis plus dans la misère / moi qui n'ai plus besoin de charité / je trouve que je vais rencontrer / mon ennemi, celui dont j'avais peur, / que je vais l'affronter pour me venger. A présent, tu sais, / tu viens de l'entendre, / je suis devenu grand, / tellement grand que je suis devenu chaman ! » Il le passe et le repasse. Il lui paraît si parfait qu'il n'éprouve même plus le besoin de le dire. Son éclat est tel qu'il éclipse la vengeance. En triomphant de lui-même il a triomphé de l'autre. Il n'a plus besoin de se « perfectionner ». Il va vivre. Ce n'est déjà pas si simple.

Ce témoignage d'un des ultimes chamanes esquimaux a été enregistré dans les années 60. Les propos les plus simples de Qaarsivaq-Qipinngi-Georges-Quppersimaan y trouvent des accents shakespeariens. On n'aura garde d'oublier que ce dernier souffle d'un monde lointain a été recueilli par un pasteur luthérien, frère de ceux qui se sont employés à faire disparaître tout ce qui donnait corps au récit.

Jean-Louis Perrier

► Mon passé eskimo, de Georg Quppersimaan. Edité par Otto Sandgreen. Traduit du danois par Catherine Enel. Gallimard, collection l'Aube des peuples, 184 p., 130 F.